

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉVISION DE L'INDEMNITÉ

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} mai 1909, à 2 h. 1/2

PAR

Paul TIRLEMONT

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. LESEUR, }
 R. JAY, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RÉVISION DE L'INDEMNITÉ

CONTRIBUTION A L'ETUDE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 1^{er} mai 1909 à 2 heures 1/2

PAR

Paul TIRLEMONT

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES

Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. LESEUR, }
R. JAY, } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



A LA MEMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE

A MA SOEUR

BIBLIOGRAPHIE

I. — Droit commun.

- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, 5^e édit. Paris, Marchal et Billard, 1897.
- Baudry-Lacantinerie et Barde.** — Traité théorique et pratique du droit civil, *Des obligations*. Paris, Larose, 1899, 2^e édit.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.** — Traité théorique et pratique du droit civil. *De la transaction. Du contrat de louage*, 3^e édit. Paris, Larose, 1903.
- Bosc (J.).** — Essai sur les éléments constitutifs du délit civil. Paris, 1901, thèse Montpellier.
- Demogue.** — Des droits éventuels. *Revue trim. du droit civil*, 1905, p. 731.
- Giboulot.** — Note sous Aix, 14 juin 1870, D. 72.2.97.
- Guillouard.** — Traité du cautionnement et des transactions. Paris, Pedone, 1894.
- Labbé.** — Note sous Trib. civ. Seine, 9 janvier 1879, D. 1881.2.21.
- Lacoste (P.).** — De la chose jugée en matière civile, criminelle, disciplinaire et administrative, 2^e édit. Paris, Larose, 1904.
- Lacoste.** — Notes sous Rouen, 24 février 1894, S. 97.2.25 ; sous Trib. civ. Toulouse, 17 avril 1902, S. 1905.2.81.
- Manau.** — Rapport à la Cass. civ., 23 février 1890, *La Loi*, 30 avril 1890.
- Parmentier.** — Droits de la famille sur l'indemnité en cas d'accident. Th. Paris, 1905.
- Perreau.** — Jurisprudence en mat. de droit civil. Des transactions sur les indemnités pour dommages phys. *Revue crit.*, 1902.
- Planiol.** — Note sous Cass. civ., 20 février 1895, D. 95.1.473.
- Sourdat.** — Traité de la responsabilité, 5^e édit. Paris, Marchal et Billard, 1902.
- Wahl.** — Notes sous Montpellier, 21 février 1895, S. 96.2.185 ; sous Douai, 18 janvier et 28 février 1900, S. 1901.2.17.

- Revue trim. de droit civil*, 1903, p. 328. *Jurisprud. française. Obligations et contrats spéciaux*.
- Recueil de Dalloz*. — Notes sous Aix, 2 avril 1870, D. 71.2.241 ; sous Cass. civ., 29 juillet 1901, S. 1902.1.297.
- Recueil de Sirey*. — Note sous Cass. civ., 23 février 1892, S. 92.1.343.

II. — Loi de 1898.

- Cabouat**. — Traité des accidents du travail. Paris, Larose, 1907.
- La loi du 31 mars 1903, *Lois nouvelles*, 1906, p. 145.
- La loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail. *Revue trim. de droit civil*, 1907, p. 207 et suiv.
- Dupuich**. — Notes sous : Nancy, 9 mars 1900, D. 1900.2.230 ; Caen, 6 février 1901 D. 1901.2.489 ; Lyon, 21 mai 1901 et autres arrêts D. 1904.2.97.
- Fasquel**. — De la révision des indemnités temporaires en matière d'accidents du travail. Paris, Larose, 1903.
- Lesoudier**. — De l'obligation légale, pour l'ouvrier victime d'un accident du travail, de se soumettre au traitement prescrit par le médecin. *Revue trim. droit civil*, 1904, p. 283.
- Lesueur**. — Th. Paris, 1903. Compétence et procédure en matière d'accidents du travail. Paris, Rousseau, 1903.
- Loubat**. — Traité sur le risque professionnel, 2^e édit. Paris, Chevalier-Marescq, 1899.
- Note sous Cass. civ., 6 janvier 1902, *Pand. fr. pér.*, 1904.1.345 ; Cass. req., 17 décembre 1902 et autres arrêts, *Pand. fr. pér.*, 1904.1.251 ; Cass. civ., 16 mai 1903, *Pand. fr. pér.*, 1903.1.286.
- Milne**. — Th. Paris, 1906. La révision dans la législation sur les accidents du travail. Paris, Larose, 1906.
- Pabon**. — *Journal des juges de paix*, 1903, p. 246.
- Pic**. — Traité élém. de législation industrielle, 2^e édit. Paris, Rousseau, 1903.
- Sachet**. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 3^e édit. Paris, Larose, 1904.
- Notes sous Bourges, 26 novembre 1900 et autres arrêts, S. 1901.2.241.
- Sarrut**. — Note sous Cass. civ., 27 octobre 1903 et autres arrêts, D. 1904.1.75.
- Vassart et Nouvion-Jacquet**. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels. Paris, Larose, 1899.
- Wahl**. — Notes sous : Douai, 18 juin 1900, S. 1901.2.17 ; Douai, 21 mai et 10 juillet 1901, S. 1902.2.37 ; Cass. civ., 7 janvier 1902,

S. 1903.1.89 ; Paris, 4 juillet 1902, S. 1905.2.25 ; Cass. civ., 18 mars 1903, S. 1904.1.457 ; Cass. civ., 6 janvier 1904, S. 1906.1.89 ; Cass. civ., 13 janvier 1904, S. 1907.1.177 ; Paris, 17 février 1906, *Pand. fr.* et S. 1908.2.25.

Recueil de Sirey. — Notes sous Douai, 14 novembre 1900, S. 1901.2.213 ; Cass. req., 2 mars 1903, S. 1904.1.349.

DE LA RÉVISION DE L'INDEMNITÉ

Contribution à l'étude de la législation française
sur les Accidents du travail

INTRODUCTION

1. — La responsabilité des accidents du travail est l'un des problèmes les plus graves et les plus délicats que soulèvent les rapports si complexes entre patrons et ouvriers.

Depuis la seconde moitié du xix^e siècle, elle préoccupe, dans tous les pays civilisés, économistes, philanthropes, hommes d'État, tous ceux qui s'intéressent à la classe laborieuse. Et ces vingt dernières années ont été marquées par un mouvement législatif presque universel, du plus haut intérêt, tendant à mettre à la charge de l'industrie elle-même, les risques autrefois supportés par les salariés.

2. — Cette réforme a été réalisée en France par la loi du 9 avril 1898 qui a consacré le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire.

Le patron est aujourd'hui tenu de supporter les conséquences des accidents survenus à ses ouvriers par

le fait ou à l'occasion du travail, de payer les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais funéraires s'il y a lieu, de verser à la victime une indemnité journalière en cas d'incapacité temporaire, une rente, en cas d'incapacité permanente de travail, de servir, en cas de décès, une pension à ses ayants-droit.

3. — Avant la mise en vigueur de la loi nouvelle, la doctrine avait cherché, dans le droit commun, le moyen de protéger les salariés contre les risques d'accidents que le développement du machinisme avait multipliés.

Les articles 1382 et suivants du Code civil concernant la réparation des dommages causés à autrui paraissaient insuffisants à la majorité des auteurs.

Certains estimaient que l'ouvrier blessé puise, dans le contrat de travail lui-même, le droit à une indemnité⁽¹⁾ ; d'autres avaient édifié, sur l'article 1384 du Code civil un système de responsabilité légale⁽²⁾.

Mais, lors de la promulgation de la loi de 1898, la jurisprudence s'en tenait encore, en général, à l'idée de quasi-délit, et n'accordait de dommages-intérêts que si

(1) C'est la théorie dite « de la responsabilité contractuelle », fondée sur une obligation implicite du patron envers l'ouvrier, soutenue, en Belgique, par Saintelette, en France, par Sauzet. — V. Saintelette, *Resp. et garantie*, p. 140 et suiv. ; Sauzet, *Responsab. des patrons vis-à-vis des ouvriers*, *Rev. crit.*, XII, 1883. — V. dans le même sens : Planiol, *Rev. crit.*, XVII, 1888, p. 279 ; Lyon-Caen, note S. 1883.1.129 ; Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière* ; Chavégrin, note S. 96.2.225 ; Esmein, note S. 97.1.17.

(2) Théorie de la responsabilité légale à laquelle une fraction importante de la doctrine et de la jurisprudence s'est rapidement ralliée. — V. notamment Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897 et dissert. sous D. 1900.2.289 ; Saleilles, *Les accidents du travail et la resp. civile*, 1897 et « le risque professionnel et le Code civil » (*Réf. soc.*, 1898.1.634).

la victime d'un accident ou sa famille pouvaient démontrer une faute du patron (1).

La réparation devait alors être aussi complète que possible, représenter l'intégralité du préjudice.

Elle est transactionnelle et forfaitaire sous le régime de la loi nouvelle : le patron ne supporte qu'une partie des conséquences de l'accident ; mais le taux de la rente allouée à la victime doit être proportionné à l'incapacité de travail.

4. — Il est souvent impossible, toutefois, de déterminer avec certitude, après un accident, l'importance du préjudice que subit l'ouvrier : la capacité de travail qui lui reste pourra varier avec le temps : augmenter ou diminuer.

Comment prévoir les conséquences d'une blessure dans un avenir plus ou moins éloigné ?

Certaines lésions internes qui avaient échappé au diagnostic pourront entraîner des complications et peut-être causer la mort. Un ouvrier qui aura repris ses occupations après une guérison qui semblait définitive se verra contraint de les interrompre à nouveau par suite d'une « rechute », ou constatera, dans la suite, une diminution de sa puissance de travail. Au contraire, une nature robuste triomphera, à la longue, d'un mal qui paraissait incurable.

5. — Pour assurer une équitable réparation du préjudice subi, une corrélation constante entre l'incapacité de travail et l'indemnité légale, il faut permettre à la victime de réclamer, s'il en est besoin, l'élévation du taux de la

(1) V. Cass., 15 avril 1889, D. 90.1.136 ; 5 avril 1894, S. 97.1.220.
— V. encore jurisprudence citée dans *Traité de droit civil ; Du contrat de louage* ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, 2^e édit., n. 1296.

rente qui lui est servie à la suite d'un premier jugement ou d'un accord conclu avec le chef d'industrie ; il faut donner à ce dernier, le moyen d'obtenir, le cas échéant, un dégrèvement total ou partiel des charges qui lui ont été imposées ou des engagements qu'il a pris.

Les personnes, enfin, qui auraient eu droit à des dommages intérêts si la mort avait été immédiate, doivent être capables d'agir contre le patron, même si le décès est survenu après le versement d'une première indemnité, quelques mois après l'accident.

Il faut donc que les jugements rendus et les accords conclus entre employeurs et employés après un accident du travail puissent être modifiés.

Tel est précisément le but de l'action en révision qui fera l'objet de cette étude. Cette action apparaît comme le complément indispensable de la demande initiale.

6. — Admis par la jurisprudence avant 1898, le droit à la révision a été consacré par l'article 19 de la loi nouvelle modifié par la loi du 31 mars 1905.

On recherchera d'abord dans quelle mesure l'action en révision peut être exercée aux termes du droit commun.

De nombreux travailleurs sont encore, à l'heure actuelle, exclus du bénéfice de la loi de 1898 : la grande majorité des ouvriers agricoles (1), les domestiques attachés à la personne, les cochers, les palefreniers au service des particuliers, le personnel des laboratoires, des amphithéâtres, des hospices, ne peuvent l'invoquer (2).

(1) La loi du 30 juin 1899, visant uniquement la réparation des accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs, a eu pour résultat de laisser sans protection les ouvriers agricoles dans la majorité des cas.

(2) Avant la loi du 12 avril 1906, la loi de 1898 n'était pas appli-

Le législateur de 1898 n'a réglementé que la réparation des accidents, c'est-à-dire, des lésions corporelles dues à l'action soudaine d'une cause extérieure : l'ouvrier atteint au cours de son travail d'une maladie déterminée soit par l'insalubrité de l'air vicié des ateliers, soit par la manipulation des substances vénéneuses, par la respiration de gaz délétères, n'a pas droit à l'indemnité forfaitaire.

Enfin la victime d'un accident imputable à un tiers peut exercer l'action du droit commun contre ce dernier, ou l'action nouvelle contre le patron qui, à son tour, pourra, s'il est condamné, demander, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, la réparation du préjudice causé.

Le droit commun reste donc applicable à certaines professions et dans certaines hypothèses : il ne paraît pas inutile d'examiner comment il admet l'action en révision.

On étudiera, dans une seconde partie, les conditions d'exercice de l'action en révision de la loi nouvelle, et ses effets.

cable aux entreprises commerciales.

Il convient de citer ici la loi du 18 juillet 1907 qui permet de s'assujettir volontairement à la législation nouvelle, dans les professions qui y échappent actuellement.

PREMIÈRE PARTIE

7. — Le droit commun permet de mettre fin soit judiciairement, soit à l'amiable, aux différends que font naître, entre les hommes, leurs rapports nombreux et variés.

En pratique, on a le plus souvent recours au procès et à la transaction.

Ce sont aussi ces deux procédés qui étaient usités par les patrons et par les ouvriers, avant la loi de 1898, quand il s'agissait d'établir les responsabilités après un accident du travail et de fixer le chiffre des dommages-intérêts.

Une distinction s'impose donc dans notre première partie. On recherchera comment la révision est possible :

1° Quand l'indemnité primitive a été allouée par les tribunaux ;

2° Quand elle a été déterminée par transaction.

CHAPITRE PREMIER

DE LA RÉVISION DE L'INDEMNITÉ ALLOUÉE PAR JUGEMENT.

8. — Les tribunaux saisis de l'action ordinaire en dommages-intérêts des articles 1382 et suivants du Code civil ont tout d'abord à rechercher si le défendeur doit être tenu de réparer le préjudice causé.

9. — La responsabilité de celui-ci une fois reconnue, ils déterminent souverainement le mode de réparation (1) : ils peuvent, à leur gré, allouer à la partie lésée une somme fixe ou une rente (2). Il leur est permis, dans cette dernière hypothèse, de décider que la rente sera viagère ou à durée limitée, que son taux sera augmenté ou diminué dans certains cas.

10. — Leur jugement est investi de l'autorité de la chose jugée : il doit, légalement, être considéré comme l'expression de la vérité et mettre fin au litige.

Comment dès lors était-il possible, sous le régime

(1) Ces deux points différents d'une même affaire peuvent faire l'objet de deux jugements, art. 128, C. proc. — V. Tissier, *Rev. crit. de jurisprudence*, 1888, p. 537 et suiv.

(2) En ce sens : Sourdat, *op. cit.*, 5^e édit., t. I, p. 145, n. 132 bis ; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des oblig.*, t. III, p. 1113, n. 2877 ; Cass., 28 novembre 1855, D. 56.1.56 ; Cass. crim., 20 février 1863, S. 63.1.321, D. 64.1.99 ; Liège, 11 novembre 1863, *Pas. belge*, 64, 2.47 ; Dijon, 23 novembre 1866, S. 67.2.7, D. 67.2.13 ; Cass., 21 mars 1870, D. 71.1.167 ; Aix, 2 avril 1870, D. 71.2.241 ; Paris, 16 juillet 1870, D. 71.2.169 ; Amiens, 11 février 1890, *Journ. aud. Amiens*, 1890, p. 91.

antérieur à la loi de 1898, de modifier les décisions judiciaires allouant des dommages-intérêts à la victime d'un accident du travail ?

Comment pouvait-on réclamer, selon les cas, un supplément d'indemnité, une augmentation ou une diminution du chiffre de la rente allouée ?

Comment les héritiers de l'ouvrier, continuateurs de sa personne, étaient-ils fondés en cas de décès de leur auteur, à exercer, contre le patron, une seconde action ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de préciser la portée du principe de l'autorité de la chose jugée, d'en déterminer le champ d'application, de rechercher à quelles conditions il produit ses effets.

SECTION I. — Du principe de l'autorité de la chose jugée (1).

11. — Toute décision émanant d'un tribunal français et rendue en matière contentieuse est investie, en France, de l'autorité de la chose jugée. La présomption légale qui s'y attache est irréfragable : elle ne saurait être atteinte ni par l'incompétence du juge ni par un vice de forme du jugement (2).

12. — Aux termes de l'article 1351 du Code civil, « l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit

(1) V. sur ce point : Griollet, *De l'autorité de la chose jugée* ; Garsonnet, *Procédure*, 2^e édit., t. III, n. 1126 et suiv. ; P. Lacoste, *De la chose jugée en matière civile, criminelle, disciplinaire et administrative*, 2^e édit., Paris, Larose, 1904.

(2) Lacoste, *op. cit.*, n^{os} 121 à 130, p. 46 et suiv.

la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles ou contre elles en la même qualité ».

Cette disposition reproduit les trois conditions essentielles de l'autorité des jugements énoncées dans le *Traité des obligations* de Pothier qui a, lui-même, traduit, en le généralisant, un texte de Paul concernant uniquement les actions réelles : identité d'objet (*idem corpus*) ; identité de cause (*eadem causa*) ; identité de personne (*eadem conditio personarum*).

On décide généralement, en conséquence, que si deux actions ayant même objet et même cause, réunissant les mêmes parties, sont exercées successivement, l'exception *rei judicatæ* sera opposable à la seconde.

13. — L'identité d'objet et l'identité de cause paraissent ainsi constituer deux conditions essentielles et distinctes de l'autorité des jugements (1) ; elles sont, dans l'application réduites à une seule : l'identité de question, par les auteurs et par la jurisprudence (2).

Si, en effet, l'exception *rei judicatæ* ne pouvait être opposée qu'aux demandes ayant à la fois même objet et même cause qu'une demande précédente, ne faudrait-il pas conclure, logiquement, qu'on peut réclamer successivement différents objets pour la même cause ou le même objet pour des causes différentes ?

Or on décide généralement qu'une seconde demande

(1) On définit l'objet de la demande : le bénéfice juridique immédiat que l'on réclame et auquel on prétend avoir droit. La cause, c'est, dit-on, le fondement légal du droit qu'une partie fait valoir contre l'autre (V. Lacoste, *op. cit.*, n° 482, p. 155 et n° 246, p. 86).

(2) V. Lacoste, *op. cit.*, n. 253 et suiv., p. 89 et suiv.

fondée sur la même cause que la première, mais ayant un autre objet, peut être déclarée irrecevable (1).

14. — C'est en vue d'éviter les contradictions entre les décisions judiciaires que le principe de l'autorité de la chose jugée a été inscrit dans la loi.

Il faut donc et il suffit que le point déjà tranché par les juges ne puisse être débattu à nouveau.

Pour le connaître, on devra se livrer à un travail d'interprétation. Les tribunaux peuvent, dans leur sentence, viser le point spécial en litige ou donner à leur décision une portée plus générale. Appelés à se prononcer sur une conséquence d'un droit prétendu, ils ont la faculté de résoudre la question particulière qui se pose ou de prendre parti sur le droit lui-même.

C'est en examinant les conclusions du premier jugement, en pesant les motifs et les énonciations, qu'on pourra déterminer dans quelle mesure l'exception *rei judicatæ* est opposable à l'action nouvelle.

15. — Il convient maintenant de rechercher, à l'aide

(1) V. Lacoste, *op. cit.*, n. 253, p. 89. — Le demandeur qui, agissant à titre d'héritier en paiement d'une dette par exemple, obtient gain de cause et voit sa qualité reconnue, pourra invoquer l'autorité de la chose jugée, dans sa fonction positive, dans une autre instance relative à la même succession (en revendication d'un immeuble héréditaire par exemple). — Dans le même sens : Larombière, art. 1351, n. 85 ; Colmet de Santerre, t. V, n. 328 *bis* ; Demolombe, t. 30, n. 303 ; Garsonnet, t. III, p. 251, § 467 et 2^e édit., p. 556, § 1129 ; Griotet, *op. cit.*, p. 104.

(2) L'autorité de la chose jugée ne s'attache ni aux motifs du jugement ni aux simples énonciations qu'il renferme ; mais si les motifs font corps avec le dispositif, sont nécessaires pour le soutenir, ils sont investis de la présomption légale. Lacoste, *op. cit.*, n. 226, p. 80 cité : Cass., 28 juin 1869, S. 69.1.422, D. 71.1.220 ; 23 octobre 1894, S. 95.1.86 ; 20 avril 1896, D. 97.1.108 ; 21 novembre 1899, D. 1900.1.18 ; 21 février 1900, S. 1900.1.264.

des principes ci-dessus exposés ; à quelles conditions est recevable :

1° L'action exercée par l'ouvrier en cas d'aggravation de ses blessures ou par le patron en cas d'amélioration de l'état de la victime ;

2° L'action exercée par les ayants droit de l'ouvrier en cas de décès,

SECTION II. — Action exercée par l'ouvrier ou par le patron.

16. — La deuxième action exercée à la suite d'une aggravation ou d'une diminution du préjudice va réunir devant le tribunal, le patron et l'ouvrier qui ont déjà figuré ensemble dans une première instance.

Les faits précédemment admis et les droits reconnus dans le premier jugement ne peuvent être contestés à nouveau : l'autorité de la chose jugée lie les parties aussi bien que les juges.

Il importe donc de préciser la différence qui existe entre la seconde action et la première.

§ 1. — Doctrine.

17. — Une double question se posait lors du premier procès : un accident étant survenu à un ouvrier, la réparation du dommage incombe-t-elle au patron ? Et, dans l'affirmative, comment sera-t-elle effectuée ?

Le tribunal a dû se prononcer, d'abord, sur le principe même de la responsabilité, ensuite, sur la nature et l'étendue de la réparation (1).

(1) La loi autorise même les tribunaux, dans cette hypothèse, au

18. — S'il a été décidé que le fait préjudiciable, n'ayant pas le caractère illicite, ne saurait donner lieu à l'application des articles 1382 et suivants du Code civil, une nouvelle demande fondée sur l'aggravation du dommage serait, assurément, irrecevable (1).

A l'inverse, la guérison inespérée de la victime ne pourrait, en principe, porter atteinte à l'autorité du jugement rendu sur le droit aux dommages-intérêts (2).

Ce droit, affirmé une première fois, implicitement ou explicitement, est désormais à l'abri de toute contestation. S'il a été nié, il ne peut être remis en question.

19. — Mais l'exception de chose jugée ne pourrait être opposée à une demande nouvelle relative au montant de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou sur une diminution du préjudice.

On ne pouvait prévoir, lors du premier procès, les changements qui se sont produits dans l'état de la victime. Le chiffre de l'indemnité a été fixé en raison de la situation actuelle (3) du blessé, mais cette situation peut se modifier.

lieu de se prononcer par un même jugement, sur le droit aux dommages-intérêts et sur leur quotité, à opérer une division de la procédure (art. 128, C. proc.).

(1) V. en ce sens, dans une matière analogue. Cass., 28 décembre 1887, S. 88.1.165, P. 88.1.387.

(2) V. Tissier, *Revue crit.*, 1888, p. 537 ; Meynial, note sous Cass., 28 novembre 1888, S. 89.1.369. « Si la procédure en liquidation montre que le demandeur n'a subi aucun préjudice, le tribunal se contentera de condamner le défendeur à une somme infime, mais il devra le condamner. »

(3) V. Cass. req., 7 juin 1869, D. 71.1.117 ; 10 janvier 1877, S. 77.1.121 et la note ; Riom, 3 décembre 1885, D. 87.2.91 ; Nancy, 7 août 1889, S. 90.2.4 ; Cass., 15 avril 1890, G. P., 90.1.680 ; Lille,

20. — Or il est admis en doctrine et en jurisprudence que les jugements définitifs reposant sur des faits changeants sont, dans une certaine mesure, révocables (1).

Tels sont, par exemple, les jugements qui accordent une pension alimentaire aux personnes visées par les articles 205 et suivants du Code civil.

Le montant de la dette doit être fixé en considération et des besoins de celui qui réclame et de la fortune de celui qui doit (art. 208, C. civ.). Ces deux bases d'évaluation étant essentiellement variables, il y a lieu, chaque fois qu'un changement se produit dans la situation respective des parties, de faire un nouveau règlement sur la demande de l'une d'elles. A toute époque le juge peut, suivant les circonstances, augmenter ou réduire le montant des annuités ou même supprimer entièrement la pension alimentaire (art. 209, C. civ.) (2).

Ne sont pas non plus irrévocables les décisions qui, dans une instance en divorce ou en séparation de corps ont pour objet la garde des enfants (3).

26 juin 1890, *G. P.*, 90.2.205 ; Pau, 15 mars 1892, *S.* 93.2.133, *D.* 93.2.164. — *Contra* : Grenoble, 10 mai 1883, *G. P.*, 1883.2.4, p. 97, qui décide que les juges saisis d'une demande en dommages-intérêts après un accident doivent tenir compte de l'aggravation éventuelle du dommage.

(1) Boissonade et Bonnin, *Autorité de la chose jugée*. Observation sur l'identité de cause et l'identité d'objet. *Rev. de législat. fr. et étr.*, 1873, p. 643 et suiv. ; 1874, p. 240 et suiv. ; Cass. req., 23 juillet 1889, *D.* 90.1.430 ; req., 23 mai 1890, *D.* 92.1.375, *S.* 93.1.76 ; Civ. rej., 20 février 1895, *D.* 95.1.473 et la note de Planiol ; Lacoste, *op. cit.*

(2) V. Lyon, 4 juin 1892, *S.* 93.2.60, *Pand. fr. pér.*, 93.2.197 ; Paris, 16 mai 1893, *S.* 93.2.224 ; Cass., 29 novembre 1893, *S.* 94.1.465 et la note de Wahl ; 10 mars 1903, *S.* 03.1.222 ; Nancy, 26 juin 1903, *S.* 1904.2.33 ; Dijon, 18 novembre 1903, *S.* 1904.2.131. Lacoste, *op. cit.*, n. 80 et arrêts cités.

(3) Lacoste, *op. cit.*, n. 84 et arrêts cités, et notamment : Cass.,

De même, en matière de concurrence déloyale, les tribunaux ont toute liberté pour modifier, au fur et à mesure des circonstances, les mesures prescrites en vue d'éviter la confusion entre deux maisons (1).

Il est également permis de revenir sur le jugement qui rejette une demande de conversion de séparation de corps en divorce. L'espoir d'une réconciliation entre les époux, qui n'était pas complètement perdu lors d'une première demande, peut disparaître dans la suite. Les juges ont le droit d'accorder une conversion qu'ils avaient d'abord refusée (2).

21. — En matière de responsabilité, on admet d'ordinaire que le préjudice dont les tribunaux peuvent assurer la réparation doit être certain, actuel et direct.

Les tribunaux qui apprécient souverainement le dommage ne peuvent prendre en considération que l'état actuel (3) de la victime pour fixer le chiffre de l'indemnité ou de la rente à laquelle elle a droit. Or, l'importance du préjudice pourra, dans la suite, augmenter ou diminuer : les

1^{er} août 1883, S. 84.1.116, D. 85.1.206 ; 24 novembre 1886, S. 88.1.433 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des pers.*, t. III, n. 274 et 318. — *Adde* : Rouen, 7 juin 1899, S. 1900.2.133, D. 1900.2.287.

(1) Paris, 16 décembre 1896, sous Cass., 10 juillet 1900, S. 1900.1.393, D. 1900.1.491 ; Pouillet, *Tr. des marques de fabrique et de la concurr. déloyale*, 4^e édit., n. 691.

(2) Saint-Marc, *Etude sur la convers. des jug. de sépar. de corps en jug. de divorce*, *Rev. crit.*, 1885, p. 233 et 237 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des personnes*, t. III, n. 359 ; Beudant, *Etat et capacité des pers.*, t. II, n. 463.

(3) Les tribunaux ne peuvent allouer de dommages-intérêts que pour le préjudice certain actuel et direct, Sourdat, *op. cit.*, 5^e édit., t. I, n. 462. Le juge commettrait un flagrant excès de pouvoirs en allouant des dommages-intérêts pour un préjudice qui n'est que probable, possible. — V. encore Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, t. III, n. 2875.

changements qui surviendront seront des faits nouveaux susceptibles de faire échec à l'autorité du premier jugement. Une nouvelle demande tendant à une augmentation ou à une diminution d'indemnité serait recevable : la question à trancher n'est plus la même que dans la première instance et les juges peuvent, sans contredire la décision primitivement intervenue, donner gain de cause au demandeur si les faits qu'il allègue sont dûment constatés (1).

§ 2. — Jurisprudence.

22. — Aux termes d'une jurisprudence constante, la partie qui a obtenu, par un premier jugement, des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par un délit ou un quasi-délit est fondée à réclamer ultérieurement, en cas d'aggravation du préjudice, des dommages-intérêts supplémentaires.

Cette solution a été admise, notamment, par la Cour de cassation, dans un arrêt du 10 décembre 1861 (2).

Une demoiselle R..., violemment renversée par une voiture de la Compagnie Impériale des voitures de Paris, avait obtenu, en justice, une indemnité de six cents francs.

Elle forma, plus d'un an après, devant le tribunal civil de la Seine, une nouvelle demande à fin d'allocation d'une rente viagère de 700 francs et de paiement d'une somme de 1.000 francs, en se fondant sur ce fait que, par suite de l'accident dont elle avait été victime,

(1) On pourrait dire, en employant la terminologie classique, que la seconde action n'a plus ni le même objet ni la même cause que la première. — V. Sourdat, *op. cit.*, p. 122, et note sous Aix, 2 avril 1870, D. 71.2.244.

(2) Cass. req., 10 décembre 1861, D. 62 1.123, S. 62.1.521.

elle n'avait cessé d'être malade et se trouvait dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins. »

La Cour suprême décida qu'on ne pouvait, en l'espèce, invoquer l'autorité de la chose jugée. « Attendu que la demande de la demoiselle R... était nouvelle, puisqu'elle reposait sur des faits nouveaux ; ces faits nouveaux consistant dans une aggravation des souffrances de la demoiselle R..., aggravation postérieure aux premiers désordres sur lesquels avait statué le jugement dont on voudrait faire résulter l'exception de chose jugée. »

La demande fondée sur une aggravation du préjudice dont un premier jugement a reconnu l'existence, et la première action en dommages-intérêts ont, sans doute, un point commun : le fait dommageable.

L'existence de ce fait ou son caractère préjudiciable ne sauraient être remis en question. Les juges peuvent, au contraire, sans violer le principe de l'autorité de la chose jugée, accorder une indemnité supplémentaire à raison de l'aggravation du préjudice considérée comme une conséquence du quasi-délit (1).

23. — A l'inverse, la partie lésée dont l'état s'améliore ne pourrait opposer l'exception *rei judicatæ* à l'auteur responsable de l'accident qui réclame une réduction du

(1) V. encore dans le même sens : Aix, 2 avril 1870, D. 71.2.241, S. 72.2.68 ; Trib. civ. Seine, 7 juin 1889, *Gaz. Pal.*, 90.1.67, admet la seconde action : « Attendu qu'il est évident que le premier jugement ne s'applique qu'au préjudice tel qu'il existait au moment où il a été rendu » ; Trib. Lyon, 20 février 1896, *Mon. jud. Lyon*, 17 juin 1896. — *Adde* : Cass. req., 15 février 1870, D. 71.1.170. Aggravation du dommage causé à un commerçant pour persistance à ne point livrer des marchandises après une première condamnation à des dommages-intérêts pour non livraison.

chiffre de la rente mise à sa charge par un premier jugement.

24. — La Cour de Nancy en a pourtant décidé autrement dans un arrêt du 10 juillet 1875 (1).

Le tribunal correctionnel de Rethel avait condamné, à la suite d'un accident, le domestique d'un entrepreneur et son patron comme civilement responsable, à verser à un sieur G..., à titre de dommages-intérêts : 1° un capital de 1.000 francs ; 2° une rente viagère de 300 francs.

G... se trouvant, contre toute espérance, complètement rétabli au bout de quelques années, le débiteur de la rente intenta une action en dégrèvement. Il fut débouté : « Attendu que cette prétention se heurte à la plus invincible des fins de non-recevoir, à celle tirée de l'article 1351 ;

« Qu'il existe, en effet, entre l'instance de 1870 et l'instance actuelle, une parfaite identité puisque les parties sont les mêmes et agissent en la même qualité ; puisque la chose demandée est la même aussi ; puisqu'enfin la demande se fonde sur la même cause ;

« Que ce dernier point, le seul que les appelants paraissent contester, devient manifeste si l'on considère que le fondement de la demande, la cause de la demande a été, et est encore, l'accident envisagé dans ses conséquences dommageables ;

« Qu'en conséquence, souverainement, définitivement appréciées par l'arrêt du 23 février 1870, on voudrait, en dépit des règles les plus élémentaires et les plus respectées, les soumettre à une nouvelle appréciation et enlever à l'intimé le bénéfice des deux décisions qu'il a obtenues sans craindre de proclamer entre ces deux décisions et celle qu'on sollicite, une déplorable contrariété ;

(1) S. 1876, 2, 3, D. 76, 2, 63.

« Attendu qu'avec ce système, la victime d'un accident pourrait se voir ramenée tous les ans en justice sous le prétexte que son infirmité a disparu ou s'est améliorée ; que ce serait éterniser les procès qui naissent de la combinaison des articles 1382 du Code civil, et 309 du Code pénal, et apporter à la règle *res judicata pro veritate habetur*, une exception que le législateur n'y a pas apportée. »

Les motifs de cet arrêt ne paraissent pas à l'abri de toute critique. Sans doute, l'existence d'un dommage est un élément essentiel de la responsabilité, une condition indispensable de l'application des articles 1382 et suivants du Code civil : le droit à indemnité fondé sur le préjudice subi, une fois reconnu, ne peut plus être remis en question.

Mais les premiers juges ont fixé l'étendue de la réparation d'après le préjudice actuel et certain : ils n'ont pu, ni en droit, ni en fait, tenir compte des conséquences futures, éventuelles de l'accident.

La seconde action était basée sur le changement survenu dans l'état de la victime. La Cour aurait pu, sans nier le préjudice subi, sans contredire au premier jugement, donner gain de cause au demandeur.

Elle eût fait, par une solution plus équitable, une plus juste application des principes qui régissent notre matière.

SECTION III. — Action exercée par les ayants-droit.

25. — Le décès de l'ouvrier blessé par la faute du chef d'industrie au cours de son travail donnait ouverture, avant la loi de 1898, à deux actions distinctes :

L'une, née sur la tête du défunt, transmissible à ses héritiers ;

L'autre, naissant au profit de toutes personnes lésées par le décès.

Il est généralement admis, aux termes du droit commun, que la victime d'un quasi-délit a droit à la réparation intégrale du préjudice subi, des souffrances physiques et morales endurées.

Ce droit, si elle n'a pu l'exercer elle-même et si elle n'y a pas expressément renoncé, tombe après sa mort, dans son patrimoine et fait partie intégrante de l'actif héréditaire. Les héritiers recueillent son action en même temps que sa fortune (1).

D'autre part, l'article 1382 du Code civil permet à tous ceux auxquels le décès de la victime a causé un dommage d'en poursuivre, en leur nom, la réparation (2).

Le conjoint, les parents et même les personnes étrangères à la famille du défunt peuvent, en justifiant d'un préjudice sérieux, suite immédiate et directe du fait illi-

(1) V. sur ce point note de Giboulot sous Aix, 14 juin 1870, D. 72.2.97 ; note de Labbé sous Trib. civ. Seine, 9 janvier 1879, S. 81.2.21 ; note de Lacoste sous Rouen, 24 février 1894, S. 97.2.25 et sous Trib. civ. Toulouse, 17 avril 1902, S. 1905.2.81 ; Bosc, *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil* ; Parmentier, *Droits de la famille sur l'indemnité en cas d'accident*, thèse, Paris, 1905 ; *Rev. trim. de dr. civ.*, 1905, p. 328 ; Trib. civ. Marseille, 10 janvier 1871 et, sur appel, Aix, 6 mai 1872, D. 73.2.5 ; Angers, 12 juillet 1872, D. 72.2.386 ; Bordeaux, 30 novembre 1881, S. 82.2.183 ; Alger, 23 mai 1892, S. 94.2.62, D. 94.2.47 ; Besançon, 6 juillet 1892, S. 94.2.61 ; Trib. civ. Lyon, 3 août 1892, *Jur. Lyon*, 1892, p. 25 ; Rouen, 24 février 1894, précité ; Nîmes, 11 novembre 1897, S. 98.2.176 ; Douai, 16 mars 1898, D. 98.2.415 ; Trib. civ. Seine, 1^{re} mai 1901, D. 1903.2.415.

(2) V. arrêts cités ci-dessus. — *Adde* : Dijon, 12 mai 1897, S. 97.2.243.

cite, obtenir une indemnité. Un frère, un ami pourrait, le cas échéant, réclamer le montant des aliments qui vont lui faire défaut (1).

26. — Les personnes appelées à la succession de la victime peuvent donc agir, soit en leur qualité d'héritiers, soit en leur propre nom. Dans l'un et l'autre cas, leur action sera recevable, même si leur auteur a obtenu, de son vivant, des dommages-intérêts.

Sans doute, les jugements rendus pour ou contre une personne ont, vis-à-vis de ses ayants-droit, l'autorité de la chose jugée ; mais on a vu que l'exception *rei judicatæ* ne pourrait être opposée à une seconde action exercée par la victime elle-même et fondée sur l'aggravation de son état. Le droit à une indemnité supplémentaire passe à ses héritiers qui pourront le faire valoir en leur qualité de représentants du défunt.

A plus forte raison, tous ceux qui puisent le droit d'agir dans le préjudice direct et personnel que le décès leur fait éprouver peuvent, en notre hypothèse, réclamer des dommages-intérêts. Ils n'ont point figuré à la première instance et ne sont point censés y avoir été représentés. Leur action contre la personne responsable du décès est toute différente de celle qui a été précédemment exercée : elle ne remet pas en question un point déjà tranché par les tribunaux.

Ces idées paraissent avoir été constamment admises par la jurisprudence (2).

(1) V. note de Lacoste précitée, S. 97.2.25.

(2) On en trouve une application particulièrement intéressante dans un jugement du tribunal civil de Marseille du 12 février 1870, confirmé par adoption de motifs le 14 juin 1870 par la Cour d'Aix,

A côté de l'action en révision appartenant à la victime d'un accident et à laquelle succèdent ses héritiers, il existe donc, au profit des personnes lésées par sa mort, une action spéciale en dommages-intérêts fondée sur le préjudice personnel qu'elles éprouvent.

D. 72.2.97, pourvoi contre cet arrêt rejeté par Cass., 4 mars 1872, D. 72 1.327. — V. encore Trib. civ. Seine, 25 juillet 1874, conf. par arrêt Paris, 15 juillet 1875, D. 77.2.120. — *Adde* : Alger, 23 mai 1892, S. 94.2.62 ; Dijon, 12 mai 1897, S. 97.2.243.

CHAPITRE II

RÉVISION DE L'INDEMNITÉ FIXÉE PAR TRANSACTION.

27. — Sous le régime antérieur à la loi de 1898, lorsqu'un ouvrier était victime d'un accident qui engageait la responsabilité du patron, les parties préféraient, d'ordinaire, pour s'éviter les longueurs et les incertitudes d'un procès, fixer amiablement la nature et l'étendue de la réparation.

Leur accord était, en principe, pleinement valable.

28. — Sans doute, il est généralement admis (1) que nul ne peut s'affranchir de la responsabilité de ses fautes, ni même restreindre ou tarifier à l'avance la réparation du dommage qui pourrait en résulter.

En matière d'accidents du travail, la majorité des théoriciens de la responsabilité contractuelle pensaient que la clause de non-garantie laisse subsister une obligation légale (2).

Les uns, s'attachant à la nature délictuelle du dom-

(1) V. Pont, *Petits contrats*, t. II, n. 583 ; Troplong, *Transaction*, n. 60 ; Sourdat, *Traité de la resp.*, 5^e édit., t. I, p. 662 ; Demangeat, *Rev. prat.*, 1884, t. XXXV, p. 558 ; Thaller, *Ann. de dr. comm.*, 1886-1887, t. I, 1^{re} partie, p. 126, 188, 255. — V. note sous Dijon, 24 juillet 1874, S. 75.2.73 ; Aubry et Rau, *Droit civil*, 4^e édit., t. IV, p. 662. — M. Labbé qui avait, en 1876 (S. 76.1.338), soutenu la thèse contraire, s'est rangé, quelques années après, à la doctrine traditionnelle (S. 85.4.27, *Rev. crit.*, 1886, p. 447).

(2) V. *Contrà* : note de Lyon-Caen au S. 87.1.121.

mage, déclaraient que la blessure ou la mort de l'ouvrier sont les conséquences d'un délit dont on ne peut, d'avance, décliner la responsabilité (1) ; les autres faisaient observer que la sécurité des personnes étant d'ordre public, on ne peut permettre qu'un individu compromette la vie ou la santé d'un autre, à plus forte raison de plusieurs, fût-ce par une faute légère, sans en subir les conséquences (2).

La jurisprudence décidait que si les conventions des parties peuvent, sans difficulté, augmenter l'étendue de la responsabilité patronale, toute stipulation est impuissante soit à atténuer, soit à supprimer, cette responsabilité (3).

29. — Mais le délit ou le quasi-délit une fois commis, leurs conséquences ont pu, de tout temps, faire l'objet d'une transaction.

A Rome, on pouvait transiger sur les *delicta privata* qui engendraient cependant une action pénale au profit de la personne lésée.

Dans notre ancien droit, jusqu'au xiii^e siècle, celle-ci était seule capable, sauf le cas de flagrant délit ou d'aveu,

(1) Esmein, note au S. 1897.1.48 ; Chauveau, note aux *Pand. fr. pér.*, 92.2.130 ; Marc Gérard, *Rev. crit.*, 1888, p. 430.

(2) Sauzet, *Rev. crit.*, 1883, p. 639 ; Labbé, note au S. 1886.4.27 ; Planiol, *Rev. crit.*, 1888, p. 283 ; Saintelette, *De la resp. et de la gar.*, p. 170 ; Sourdat, *op. cit.*, t. I, n. 162, p. 760.

(3) Cass. civ., 26 mars 1860, S. 60.1.899 ; Dijon, 24 juillet 1874, S. 75.2.73 ; Cass., 24 janvier 1876, S. 76.1.80 ; 15 mars 1876, S. 76.1.337 ; 14 décembre 1875, S. 76.1.35 ; 5 janvier 1875, S. 75.1.128 ; 19 août 1878, S. 79.1.422 ; Cons. d'Etat, 11 mars 1881, S. 82.3.53 ; Nîmes, 25 avril 1882, S. 83.2.202 ; Trib. Boulogne-s-Mer, 10 juillet 1885, S. 85.2.202 ; Cass. civ., 28 avril 1900, D. 00.1.433. — V. spécialement en mat. d'acc. du trav. ; Trib. Saint-Etienne, 10 août 1886, S. 87.2.48.

d'intenter des poursuites contre l'auteur du dommage, elle pouvait donc, en toute liberté, user de son droit ou y renoncer.

Elle conserva, dans la suite, malgré l'intervention d'office des procureurs royaux dans les procès criminels, le pouvoir de transiger sur l'intérêt pécuniaire résultant du préjudice qu'elle avait subi.

30. — Aux termes de l'article 2046-1° du Code civil, on peut, aujourd'hui, « transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit ».

Les auteurs et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que cette disposition a une portée très générale, qu'elle consacre la validité des transactions conclues sur les suites d'un délit civil et sur les conséquences d'un délit criminel (1).

31. — Les ouvriers victimes d'un accident du travail pouvaient donc légalement, avant la loi de 1898, entrer en composition avec le chef d'industrie responsable.

Leur accord, pleinement valable, était investi d'une autorité analogue à celle de la chose jugée.

Ayant pour effet, comme le jugement, de terminer un différend, il donne naissance à une exception semblable à l'exception *rei judicatæ* opposable sous les mêmes conditions. De même que la présomption légale ne s'attache qu'à la question tranchée par le tribunal, la transaction sera seulement obligatoire dans les limites où les parties ont entendu transiger.

L'article 2048 du Code civil dispose expressément que « les transactions se renferment dans leur objet ; la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et préten-

(1) V. Pont, t. II, n° 583, p. 313 ; Guillouard, n° 64, p. 362.

tions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu » ; et l'article 2049 ajoute : « Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé. »

32. — La volonté des contractants doit être entièrement respectée ; ils ont entendu, moyennant des sacrifices réciproques, mettre fin à leur différend ; il ne faut pas que, sous prétexte de faire valoir des prétentions nouvelles, l'un d'eux puisse faire revivre le litige.

Une interprétation restrictive s'impose en notre matière : on ne saurait oublier, en effet, que la transaction implique, de la part de chacune des parties, une renonciation partielle ou totale à ses droits ; or, il est généralement admis que la renonciation à un droit ne se présume pas.

On décide, en conséquence, que les clauses les plus générales, celles qui portent, notamment, que les parties renoncent à leurs droits et prétentions généralement quelconques ou autres formules analogues ne doivent pas être prises à la lettre et s'appliquent seulement, *secundum subjectam materiam*, aux droits contestés dans le différend ou dans le litige que la transaction a eu pour but de prévenir ou de terminer (1).

33. — Les suites d'un quasi-délit comprennent à la fois le préjudice actuellement subi et celui qui en résultera

(1) Dalloz, *Rép.*, v^o *Transaction*, *Supp.*, n. 87. Cass., 3 décembre 1889, *Pand. fr.*, 90.1.293, D. 91.1.7 ; 4 février 1890, *Pand. fr.*, 90.1.501 ; 25 octobre 1892, *Pand. fr.*, 93.1.503 ; 23 mars 1897, S. 97.1.308, D. 97.1.256.

dans l'avenir : le premier certain, réel, pouvant seul servir de base à une condamnation ; le second, purement éventuel et incertain.

L'un et l'autre peuvent faire l'objet d'une transaction qui produira, selon les cas, des effets différents.

Si donc un chef d'industrie et son ouvrier ont transigé après un accident du travail, les juges, saisis d'une action en dommages-intérêts supplémentaires ou en diminution de la rente due à la victime, auront à déterminer la portée de l'accord intervenu entre les parties.

Deux hypothèses pourront se présenter :

1° Les parties n'ont pas eu spécialement en vue, aux termes de la transaction, le préjudice futur ;

2° La victime a expressément renoncé à élever, dans l'avenir, aucune réclamation, quelles que puissent être les conséquences de l'accident.

SECTION I. — Effets de la transaction sur les conséquences actuelles de l'accident.

34. — Les parties qui ont transigé sur les conséquences actuelles d'un délit ou d'un quasi-délit ont-elles entendu s'interdire toute réclamation ultérieure en cas d'aggravation du préjudice ?

35. — Certains auteurs proposent une distinction (1) : ou la transaction est intervenue, tant sur la question de responsabilité, que sur l'évaluation du dommage ; ou, en l'absence de toute contestation sur le droit à indemnité, les parties ont simplement déterminé, par une convention, le montant du capital ou le taux de la rente que leur paraît représenter le préjudice causé.

(1) Dalloz, *Rép. Supp.*, v° *Transaction*, n° 87.

Dans le premier cas, et si aucune réserve particulière n'a été faite pour l'avenir, aucune réclamation ultérieure ne saurait être admise. Les parties, dit-on, ont successivement envisagé les solutions possibles d'un procès : le tribunal aurait pu, jugeant les articles 1382 et suivants du Code civil inapplicables à l'espèce, débouter purement et simplement le demandeur ou, estimant qu'il y a eu faute commune, n'accorder qu'une légère indemnité, ou condamner le défendeur à d'importants dommages-intérêts.

Plutôt que de courir les chances d'un procès, les parties ont préféré transiger : la victime s'est déclarée satisfaite d'une somme qui ne représente peut-être pas la réparation intégrale du préjudice, mais qui peut, aussi, être supérieure à celle que le tribunal aurait allouée. L'auteur présumé de l'accident a consenti, de son côté, bien que sa responsabilité pût être disculée, à payer une indemnité peut-être inférieure, au montant de la condamnation qui eût été prononcée.

Autoriser la victime à réclamer un supplément d'indemnité en cas d'aggravation de ses blessures, ne serait-ce pas méconnaître la volonté des parties, avantager, contre toute attente, l'une aux dépens de l'autre ?

Si, au contraire, on a simplement déterminé l'étendue de la réparation, il n'y a pas eu transaction véritable : si le dommage vient à s'aggraver, la première convention ne s'oppose nullement à une réclamation nouvelle de la part de la victime et, le cas échéant, à une action en justice.

36. — Cette thèse paraît difficilement admissible.

Pourquoi attribuer, à la convention passée après un accident, une nature et des effets différents suivant que

les parties ont tranché simultanément la question de responsabilité et la question de réparation ou la seconde seulement ?

Ne trouve-t-on pas, dans tous les cas, les éléments essentiels de la transaction : l'existence ou la possibilité d'une contestation, des concessions réciproques ?

La fixation de l'indemnité implique nécessairement un accord sur le droit à indemnité. Qu'importe que cet accord soit formellement exprimé ou qu'il reste tacite ? Or, dans toutes leurs conjectures sur l'issue du procès à intervenir, les parties n'ont tenu compte que du dommage actuel, le seul dont les juges puissent faire état.

37. — A défaut de clause spéciale, l'effet de la transaction se trouve donc limité au fait accompli, au préjudice qui en est résulté (1). La victime qui a reçu une somme d'argent à titre de réparation du dommage éprouvé s'est bien interdit d'agir de nouveau à raison de ce dommage ; mais elle garde le droit, en cas d'aggravation de son infirmité, de réclamer la réparation du préjudice futur qu'elle ne pouvait prévoir.

L'exception *litis finitæ* ne saurait être opposée valablement à une action fondée sur une conséquence du quasi-délit impossible à prévoir au moment de la transaction.

(1) Elle ne porte pas, en principe, sur les dommages-intérêts qui ne pouvaient être normalement prévus lors de la transaction. — V. *Pand. fr. rép.*, v^o *Transaction*, n. 259 et arrêts cités ; notes sous Paris, 16 juin 1870, D. 71.2 169 ; et au S. 92.1.313 ; 98.2.84 ; 98.2.89 ; — Guillaud, *Traité des transactions*, n. 21.

SECTION II. — Effets de la transaction sur les conséquences futures de l'accident (1).

38. — Les ouvriers blessés au cours du travail transigeaient d'ordinaire, avant la loi de 1898, non seulement sur les conséquences actuelles, mais aussi sur les suites futures de l'accident.

Si les parties n'avaient en vue que le dommage devant certainement se réaliser dans l'avenir, l'incapacité du travail par exemple, leur accord était certainement valable.

Ce qu'on appelle, dans ce cas, dommage futur n'est, en effet, que la persistance inévitable du dommage actuel et pourrait servir de base à une condamnation.

39. — Mais il arrivait fréquemment, en pratique, que la victime s'engageait, en donnant quittance de l'indemnité versée par le patron, à ne plus rien réclamer désormais : elle renonçait, par avance, au droit à des dommages-intérêts supplémentaires qui pourrait naître, à son profit, à raison de l'aggravation de ses blessures.

40. — Cette renonciation, disait-on, procurait aux parties de sérieux avantages.

Pour régler définitivement le différend, la personne responsable du quasi-délit a consenti un sacrifice plus important peut-être que s'il se fût agi de réparer uniquement le préjudice actuel ; mais elle n'aura plus à craindre aucune action en dommages-intérêts à raison de l'accident.

De son côté, la victime a intérêt à accepter une indem-

(1) V. note sous Cass. civ., 23 février 1892, S. 92.1.313.

nité forfaitaire pour le dommage subi et le dommage futur : elle bénéficie, de cette façon, d'une reconnaissance immédiate et irrévocable de responsabilité et d'une prompte réparation (1).

41. — Quoi qu'il en soit, la transaction ayant pour objet un dommage futur, purement éventuel, est valable et doit produire son plein effet (2).

L'article 1130-1° du Code civil dispose, d'une manière absolue, que les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation. On peut donc céder une créance future ou y renoncer (3) et la victime d'un quasi-délit pourra renoncer à ses droits éventuels. L'objet de sa renonciation n'est pas, il est vrai, déterminé, mais il pourra l'être : cette condition suffit, aux termes de l'article 1129-2° à la validité de la convention.

On peut transiger sur toutes espèces de droits susceptibles d'entrer dans le patrimoine, quelles qu'en soient la nature et l'origine, qu'ils soient purs et simples, conditionnels ou simplement éventuels (4). « Lorsque l'article 2045 dit que, pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction, ce texte ne veut pas dire qu'il faut avoir la possibilité d'en

(1) V. note précitée, S. 92.1.313 ; Rapport du conseiller Manau, Cass. civ., 23 février 1890 ; *La Loi*, 30 avril 1890.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité de droit civil*, — *De la transaction*, n. 1277, t. XXI ; Guillouard, *Transaction*, n. 62 ; Aubry et Rau, t. IV, § 420.

(4) V. note de Wahl sous Montpellier, 21 février 1895, S. 96.2.185 et jurispr. citée ; Demogue, Des droits éventuels, *Revue trim. de droit civil*, 1905, p. 731 ; n. de Wahl, S. 1901.2.17.

(4) V. sur ce point rapport du conseiller Manau : Cass. civ., 23 février 1890, *La Loi*, 30 avril 1892. — Adde Guillouard, *op. cit.*, n. 62, p. 361.

disposer immédiatement, mais seulement qu'il faut être personnellement capable d'en disposer, soit lorsqu'on les possédera, soit à l'avance, comme l'article 1130 permet de le faire à propos des choses futures, sauf pour les successions non ouvertes. »

L'article 2046 du Code civil reconnaît formellement le droit de transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit sans distinguer entre les suites prévues et les suites imprévues, les conséquences immédiates et les conséquences éloignées.

Comment la victime d'un accident ne pourrait-elle pas, moyennant l'attribution d'un capital ou le service d'une rente fixés à forfait, renoncer à toute réclamation ultérieure ?

42. — Cette question a été fréquemment soulevée, en pratique, sous le régime antérieur à la loi de 1898, au sujet de la clause d'option des contrats d'assurances collectives contre les accidents (1).

Une clause habituelle des polices portait que la réception, par l'ouvrier, de l'une des indemnités auxquelles il aurait droit vaudrait, de sa part, renonciation à l'autre, de telle sorte que celui qui aurait touché l'indemnité d'assurance serait réputé avoir abandonné définitivement son action en dommages-intérêts contre le chef d'industrie responsable.

On s'accordait à reconnaître que cette clause était valable si on l'interprétait en ce sens que le fait, par l'ouvrier, d'accepter le paiement de l'indemnité contrac-

(1 V. notes de Labbé au S. 85.1.411, S. 85.2.204, S. 88.2.121 ; de Dupuich, D. 92.2.369 ; de Wahl, S. 98.2.257. — *Adde* : Dalloz, *Rép. Supp.*, v° *Travail*, n. 422 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité de droit civil. Contrat de louage*, t. II, p. 146-171.

tuelle, impliquait, de sa part, renonciation au droit d'agir ensuite en responsabilité contre le patron (1). « Ici, en effet, disait-on, la transaction intervient, non plus avant l'accident, mais après qu'il s'est produit : elle ne se fait pas sur un événement incertain, mais sur un événement accompli (2). »

« Sans doute, écrit M. Sauzet (3), cette renonciation est possible, elle est licite quelque dangereuse qu'elle puisse paraître pour les ouvriers, car elle se produit ici après le fait accompli, après le dommage éprouvé. »

M. Labbé (4) déclare que la victime qui serait libre de renoncer à sa créance en dommages-intérêts peut, à plus forte raison, quand elle reçoit l'indemnité fixée par la police, prendre l'engagement de ne pas exiger du patron des dommages-intérêts plus considérables.

43. — On ne saurait donc contester la validité de la transaction par laquelle la victime d'un accident consent, moyennant indemnité, à l'abandon de ses droits éventuels en cas d'aggravation du préjudice.

(1) Cass., 15 mars 1876, S. 76.1.337 ; 19 août 1878, S. 79.1.422 ; Nancy, 26 juillet 1884, S. 85.2.204 ; Cass., 1^{er} juillet 1885, *Journ. Pal.*, 85.1.1000 ; Saint-Etienne, 10 août 1886, *La Loi*, 2 septembre 1886, S. 87.2.48 ; Montpellier, 21 février 1898, *Gaz. Trib.*, 1899.4.126, n° 13.

(2) *Pand. fr. rép.*, v° *Assurances contre les accid.*, n. 317. — La clause eût été, au contraire, entachée de nullité si on l'avait considérée comme emportant renonciation anticipée de l'ouvrier à l'indemnité que lui devrait le patron en cas d'accident. — V. Labbé, notes S. 85.1.441 et 88.2.121. — *Adde* : notes sous Dijon, 24 juillet 1874, S. 75.2.73 et sous Trib. Saint-Etienne, 10 août 1886, S. 87.2.48.

(3) Sauzet, Situation des ouvriers dans l'assurance collective contractée par le patron, *Revue critique*, 1888, p. 398, et Esmein, S. 97.1.18.

(4) *Loc. cit.*

Il est impossible cependant de ne pas être frappé des dangers qu'elle présente pour les ouvriers.

Ceux-ci ne seront-ils pas trop souvent amenés à signer une quittance renfermant des clauses dont ils comprendront mal le sens et la portée ?

N'accepteront-ils pas trop facilement les sommes qui leur seront spontanément offertes, avant même de s'être rendu compte de la gravité de leurs blessures et de l'incapacité de travail qui doit en résulter ?

S'il fallait reconnaître, avant 1898, la validité de la transaction sur les suites éventuelles d'un accident, il était permis d'en regretter les conséquences.

SECTION III. — Jurisprudence.

44. — La victime d'un quasi-délit peut renoncer, moyennant un forfait, à toutes poursuites contre l'auteur du préjudice à raison des conséquences futures, même purement éventuelles, de l'acte dommageable ; mais il y a lieu de se demander si les parties ont entendu donner une semblable portée à leur accord, si elles ont agi en connaissance de cause, si leur consentement n'a pas été vicié.

L'examen de la jurisprudence va permettre de constater que, si la validité des transactions intervenues entre patrons et ouvriers après un accident du travail a été généralement reconnue, les tribunaux sont fréquemment venus au secours de la victime de deux façons différentes : tantôt les juges du fond ont déclaré que le contrat ne contenait pas, en fait, de renonciation au droit qui pourrait naître, au profit du blessé, en cas d'aggravation imprévue

de son état ; tantôt ils ont annulé l'accord pour cause d'erreur (1).

§ 1.

45. — Le principe a été consacré dans maintes décisions. Dès 1835, le Cour suprême décidait « qu'on ne saurait induire, de l'article 2045 du Code civil, que des parties majeures ayant toute la capacité nécessaire pour contracter et même pour aliéner ne puissent pas transiger sur des prétentions éventuelles et sur des droits qui ne seraient ouverts que postérieurement à la transaction » (2).

46. — Par un jugement du 14 décembre 1869 confirmé par la Cour de Paris, le tribunal civil de la Seine (3) déboutait une ouvrière d'une demande en dommages-intérêts supplémentaires. « Attendu qu'une transaction est intervenue, le 10 janvier 1868, entre M... et les frères C... au sujet de l'accident arrivé à la demanderesse ; Que cette transaction avait pour but de régler la question de responsabilité et l'indemnité qui pouvait être due pour les dommages présents et à venir ; Qu'en conséquence, elle contient, de la part de M... renonciation à toute espèce d'action contre les frères C... »

47. — Le 14 avril 1892, le tribunal civil de la Seine (4)

(1) V. Perreau, Jurisprudence en matière de droit civil. Des transactions sur les indemnités pour dommages physiques. *Revue crit.*, 1902, p. 401. V. encore note au D. 1902.1.297.

(2) Cass., 31 décembre 1835, S. 36.1.189. V. encore Cass., 19 novembre 1851, D. 51.1.320.

(3) Trib. Seine, 14 décembre 1869, D. 71.2.169, arrêt confirmatif Paris, 16 juillet 1870, D. 71.2.169 ; S. 71.2.204. V. encore Cass. civ. 23 février 1892 (aff. Jousse), D. 92.1.150, S. 92.1.313, *Pand. fr.*, 93.1.100.

(4) *La Loi*, 2 juin 1892, *Gaz. Pal.*, 93.1.767.

reconnaissait qu'une transaction intervenue entre les parties, après un accident, rendait irrecevable toute demande nouvelle en cas d'aggravation. « Attendu qu'au moyen du paiement de la somme de 2.000 francs, le mandataire de M... tient et reconnaît pour bien et valablement quitte et déchargé envers son mandant de toute réclamation ou répétition quelle qu'en soit la nature, se désistant de toute plainte, action ou poursuite et renonçant à l'avenir à en exercer aucune devant quelque juridiction que ce soit pour le fait dont il s'agit, le tout convenu après débats respectifs et sans avoir égard aux circonstances qui ont occasionné ou accompagné l'accident, qu'elles soient en faveur ou en défaveur de l'une ou de l'autre des parties; ... que les termes de l'acte sont formels, qu'ils parlent d'un forfait, de renonciation à toute action pour le dommage futur... »

« Attendu qu'il est de l'essence du forfait de comprendre l'imprévu, qu'il a un caractère essentiellement aléatoire ; qu'il n'en est pas moins licite parce qu'il a pu devenir désavantageux à l'un des contractants ;

« Attendu que la renonciation qui résulte d'une transaction ne devant s'entendre que de ce qui est relatif au différend lui-même (art. 2048, C. civ.), M... déclare qu'au moment où il a traité, il ne pouvait prévoir l'aggravation qui s'est produite plus tard dans son état ; qu'il n'a donc pas pu transiger sur des conséquences éventuelles qu'il ne connaissait pas ;

« Attendu qu'en admettant l'imprévoyance d'une aggravation ultérieure, il en résulterait seulement que M... aurait signé trop facilement une renonciation à toute action pour le dommage dans l'avenir. »

18. — Le 19 avril 1893, la 4^e chambre du tribunal civil

de la Seine (1) décidait qu' « en cas d'accident, l'obligation de réparer le dommage qui incombe à l'auteur de la faute est, aux termes de l'article 2046 du Code civil, susceptible de transaction ; que rien ne s'oppose à ce que la transaction intervienne pour le dommage éventuel aussi bien que pour le dommage présent ; que, lorsque la victime a transigé sur le dommage éventuel sans réserves, elle doit être déclarée irrecevable à revenir sur son acceptation et à argumenter d'une aggravation imprévue pour réclamer une nouvelle indemnité, tout forfait étant de nature aléatoire. »

49. — La Cour de Besançon (2), le 19 janvier 1898, déclarait irrecevable l'action en réparation du préjudice subi intentée contre un patron par un ouvrier qui, ayant repris son travail après une guérison apparente, avait dû l'interrompre à nouveau et avait été reconnu atteint d'une incapacité permanente.

« Attendu qu'un mois après l'accident, G... qui avait repris son travail et qui se croyait guéri a signé une quittance aux termes de laquelle il reconnaît avoir reçu de la Compagnie Zurich payant tant en son nom personnel qu'en l'acquit et libération personnelle de B... la somme de 43 fr. 10, ajoutant : « Je déclare renoncer, par suite de ce paiement, dont quittance, à toute autre réclamation généralement quelconque pour l'accident dont j'ai été victime le 17 septembre 1896, quelles qu'en puissent être les conséquences ultérieures » ;

« Attendu que cette disposition est licite ; qu'à la suite de l'accident, G... qui subissait une retenue de 2 0/0 sur

(1) *La Loi*, 17 mai 1893.

(2) Infirmant jugement du Trib. civ. Belfort du 22 juin 1897, *Pand. fr. pér.*, 99.2.275 ; S. 98.2.84.

son salaire pouvait réclamer le bénéfice de l'assurance ou invoquer la responsabilité civile du patron ; qu'à l'un et l'autre points de vue, il pouvait valablement transiger aussi bien pour l'avenir que pour le passé, moyennant une indemnité librement débattue, d'où il suit que la transaction ne pourrait être critiquée que si le consentement de l'une des parties avait été surpris par des manœuvres dolosives ; mais que ce vice de la convention ne se rencontre pas dans l'espèce, puisque G... n'articule aucun fait de dol ou de fraude et ne prend aucune conclusion dans ce sens ; que peu importe la modicité de l'indemnité... »

Cet arrêt ayant été soumis à la Cour suprême, la Chambre civile (1) rejeta le pourvoi : « Attendu que si l'on doit considérer comme illicite l'engagement, qu'avant tout accident, prend un ouvrier de ne pas réclamer au patron dont la responsabilité serait engagée par sa faute personnelle ou par celle d'un de ses préposés, la réparation du préjudice causé, sous peine d'être déchu de ses droits à l'indemnité due par une Compagnie d'assurances en compensation des primes au paiement desquelles il a participé, il n'en est pas de même de la convention par laquelle, après l'accident, moyennant le paiement d'une certaine somme, l'assuré renonce à l'exercice de l'action civile qui lui appartiendrait contre le patron ; que cette convention, lorsqu'elle est librement consentie, fait la loi des parties et doit recevoir son exécution (2)... »

(1) Cass. civ., 8 janvier 1900, *Pand. fr.*, 1901.1.389, S. 1902.1.311.

(2) V. dans le même sens : Trib. civ. Saint-Etienne, 11 mai 1887, *La Loi*, 22 juillet 1887 ; Paris, 31 décembre 1893, D. 96.2.360 ; Trib. le Havre, 31 mars 1898, *Rec. pér. ass.*, 1898, p. 520, *Mon. jud. Lyon*,

Il n'est point surprenant qu'en cet état de la jurisprudence, la clause de renonciation, par l'ouvrier, à ses droits éventuels en cas d'aggravation de son infirmité, soit devenue, en quelque sorte, de style, dans les actes constatant le paiement de l'indemnité.

Mais la plupart des cours et des tribunaux, frappés des conséquences, souvent désastreuses, d'une semblable pratique, ont cherché à protéger les victimes d'accidents du travail, soit en rescindant la transaction pour vice du consentement, soit en l'interprétant restrictivement.

§ 2.

50. — On sait que la transaction, puisant sa force, comme tous les contrats, dans la volonté des parties, ne peut produire effet que si leur consentement a été libre et éclairé.

Aux termes de l'article 2053 du Code civil, elle peut être rescindée lorsqu'il y a erreur sur l'objet de la contestation. Les auteurs admettent généralement qu'il faut voir, dans cette disposition, une application du principe posé par l'article 1110 pour les obligations conventionnelles : l'erreur susceptible d'entraîner la rescision est celle qui tombe sur la qualité de la chose que les contractants ont eue principalement en vue, sur ce qui fait la substance même de la chose (1).

26 novembre 1898 ; Amiens, 11 octobre 1898, *Jur. Amiens*, 1898, p. 218 ; Trib. Saint-Nazaire, 18 mai 1900, *Pand. fr.*, 1901.2.168 ; Grenoble, 13 novembre 1900, D. 1903.2.141 ; Paris, 7 novembre 1901, *Gaz. Pal.*, 1901.2.735 ; Trib. civ. Cambrai, 17 juillet 1902, *Gaz. Trib.*, 28 novembre 1902.

(1) Demolombe, *Cours de droit civil*, t. XXIV, n. 88 et suiv. ; Pont, *Des petits contrats*, t. II, nos 690 et 698 ; Laurent, *Principes du droit civil fr.*, t. XV, n° 488 et suiv., et t. XXVIII, n. 407 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 5^e éd., t. IV, p. 489.

Il faut supposer, par exemple, que les parties ont bien en vue le même litige, mais qu'il existe, relativement à ce litige, quelque circonstance ignorée de l'une d'elles et tellement décisive que si cette partie la connaissait, elle ne transigerait probablement pas (1).

51. — Un arrêt de la Cour de Caen (2) du 15 mai 1865 paraît avoir fait, en notre matière, une juste application de ces principes.

Un voyageur, blessé dans un accident de voiture survenu le 20 juin 1864, avait, le 23 juin, conclu avec le propriétaire responsable, une transaction fixant le chiffre de l'indemnité. Un mois après, les blessures s'étaient aggravées à tel point qu'une amputation fut jugée nécessaire. La Cour admit une demande en dommages-intérêts supplémentaires, « considérant que la transaction du 23 juin dissimule la véritable cause de l'accident dont Ch... avait été victime trois jours auparavant et qu'en attribuant cet accident à un vice caché de la voiture, elle laissait ignorer à Ch... le principe même de la responsabilité qui, par le fait, était à la charge de L... puisque cet accident devait être attribué à la fracture ancienne tout à la fois d'un des boulons qui fixaient la fourchette à la traverse et de la fourchette elle-même qui était rompue dans les 6/7 de son épaisseur, situation périlleuse que L... connaissait et à laquelle il avait cherché à apporter un remède insuffisant... ; qu'ainsi le consentement de Ch... n'aurait été que le résultat de l'erreur de fait dans laquelle il aurait été entretenu et que, dès lors, ce consentement ne lui est pas opposable... »

(1) Paris, 7 juin 1851, D. 53.2.55, S. 51.2.638.

(2) S. 65.2.264. — Dans le même sens : Paris, 11 août 1868, S. 69, 2.72 ; Paris, 11 juin 1865, S. 65.2.47.

L'erreur, ici, portait sur les causes véritables de l'accident, ignorées de la victime, mais connues du propriétaire de l'omnibus.

L'entrepreneur de transports n'eût peut-être pas été rendu responsable d'un vice caché de la voiture (1) ; sa condamnation, au contraire, n'était pas douteuse si, l'affaire ayant été portée devant les tribunaux, sa faute avait été découverte par les experts. La victime n'ayant pas donné son consentement en connaissance de cause, ne pouvait être liée par la transaction.

52. — L'erreur qui porte, au contraire, sur l'étendue du préjudice à réparer n'est pas une erreur sur l'objet de la contestation (2) : elle ne saurait entraîner la rescision de la transaction (art. 2052).

La Cour de Riom (3) en a jugé autrement le 19 décembre 1899, dans un arrêt ainsi conçu :

« Considérant que G... demande à prouver qu'à l'époque de la convention intervenue, le médecin de la Compagnie avait assuré le blessé que son impotence ne serait pas permanente et que son état irait en s'améliorant ; qu'il prétend avoir signé la transaction sous l'empire de cette erreur partagée et communiquée par le médecin de la Compagnie ; qu'il s'est contenté d'une modique

(1) L'article 1386 du Code civil ne vise en effet que les dommages survenus par suite d'un vice de construction des bâtiments et la jurisprudence n'ayant pas encore admis à cette époque le principe de la responsabilité légale, n'appliquait que très rarement dans l'hypothèse, l'article 1384 du Code civil.

(2) V. *Revue trim. de droit civil*, 1902, sur arrêt Cass., 29 juillet 1902, p. 297 ; Aubry et Rau, 5^e édit., t. IV, § 343 bis. — V. *contrà* : Paris, 11 août 1868.

(3) Riom, 19 décembre 1899, *Pand. fr.*, 1900.2.214 ; *Rev. pér. assur.*, 1900, p. 955, *La Loi*, 30 mars 1900, *Mon. jud. Lyon*, 16 juin 1900.

indemnité parce qu'il a cru, sur la foi du médecin, que son infirmité serait passagère mais que ses prévisions, en vue desquelles il a traité, ne se sont pas réalisées... »

« Considérant, dès lors, que lorsque G... a signé la transaction, le 7 janvier 1899, en déclarant être, dès à présent, fixé sur les conséquences dudit accident, quelles qu'elles puissent être, il a pu être involontairement induit en erreur par le médecin de la Compagnie qui croyait son état susceptible d'amélioration ; que si ce fait était établi par l'enquête, il prouverait que le consentement de G... a été vicié par une erreur de fait portant sur l'objet du contrat et que cette erreur entraînerait la nullité de la transaction (1). »

La Cour de Riom permettait ainsi aux victimes d'accidents qui avaient transigé, de revenir sur leur renonciation, de réclamer des dommages-intérêts supplémentaires quand elles avaient été trompées sur l'importance et les conséquences de leurs blessures ; mais son arrêt a été cassé en ces termes, par la Cour suprême, le 29 avril 1901 (2) :

« Vu l'article 2053 du Code civil ; — Attendu qu'aux termes de cet article, l'erreur n'est une cause de rescision de la transaction que lorsqu'elle a porté sur l'objet de la contestation ou sur la personne ; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt dénoncé et du jugement dont il adopte les motifs, qu'à la suite de l'accident dont G... a été victime en travaillant pour le compte de M..., il est intervenu entre les parties, à la date du 7 janvier 1899, une transaction

(1) V. encore, dans le même sens : Trib. Toulouse, 28 janvier 1892, *Le Droit*, 3 mars 1892.

(2) Cass. civ., 29 juillet 1901. D. 1902.1.297, *Pand. fr. pér.*, 1902.1.48.

et que le défendeur à la cassation a donné quittance d'une somme de 700 francs qui lui était comptée à forfait à titre d'indemnité définitive, G... déclarant être, dès à présent, fixé sur les conséquences de l'accident, quelles qu'elles pussent être et tenir les frères M... quittes et déchargés de toutes choses passées et à venir relatives à l'accident et à ses conséquences.

« ... Attendu que, sans contester, en présence des termes absolus de la quittance produite, que les parties aient voulu terminer définitivement le différend existant alors entre elles, l'arrêt dénoncé déclare que le consentement donné par G... a pu être vicié par l'erreur où il aurait été au sujet des conséquences de l'accident qui aurait occasionné une infirmité permanente, alors, qu'à raison des circonstances, il n'aurait cru qu'à une infirmité temporaire ;

« Attendu qu'en considérant comme une erreur sur l'objet de la contestation celle qui n'aurait porté que sur la gravité du préjudice qu'il s'agissait de réparer et en ordonnant, avant de statuer au fond, une expertise et une enquête, ... l'arrêt ... a faussement interprété la loi. Casse. »

La Cour de cassation décide, à juste titre, que l'erreur commise par la victime sur la quotité de son droit, sur l'importance du préjudice par elle subi, ne saurait être considérée comme une erreur sur l'objet de la contestation (1). Cette solution était particulièrement rigoureuse pour les ouvriers blessés au cours d'un accident du travail.

(1) V. dans le même sens. Trib. canton de Vaud, 27 novembre 1889, *Pand. fr.*, 91.5.4, *Le Droit*, 19 décembre 1889 ; Trib. civ. Cambrai, 17 juillet 1902, *Gaz. Trib.*, 28 novembre 1902.

Aussi les tribunaux ont-ils préféré, le plus souvent, user de leur plein pouvoir d'appréciation pour restreindre le sens et limiter la portée des transactions intervenues entre employeurs et employés.

§ 3.

53. — Lorsque le sens d'une convention est douteux, les juges doivent rechercher, d'après les faits de la cause et les termes de l'acte, l'intention probable des contractants (1).

Si donc, quelque temps après un accident, on oppose, à une action en dommages-intérêts intentée par la victime, une quittance par laquelle, moyennant le paiement d'une certaine somme, elle renonce à toute réclamation ultérieure pour tous dommages présents et futurs, il appartiendra au tribunal de juger, en cas de doute, si l'accord doit ou non s'appliquer au préjudice que les parties ne pouvaient prévoir.

La négative a été généralement adoptée.

Il est de principe que la renonciation ne se présume pas (2), et l'on ne saurait, à moins de termes formels du contrat et de circonstances particulières, admettre que la victime a entendu s'engager à ne plus exercer, contre

(1) Cass., 5 juillet 1836, S. 36.1.926 ; 26 avril 1880, S. 81.1.152 ; 26 juillet 1881, S. 82.1.168 ; 7 août 1882, S. 83.1.24 ; 3 décembre 1889, S. 92.1.160 ; D. 90.1.379 ; 5 février 1890, S. 91.1.107 ; 25 décembre 1892, S. 39.1.505 ; 23 mars 1897, S. 97.1.308 ; Aubry et Rau, *C. de droit civil*, 5^e édit., t. IV, p. 572, n° 347 ; Guillouard, *De la transaction*, p. 429.

(2) Principe constant. V. notamment : Aix, 31 janvier 1871, D. 71.2.233 ; Cass. civ., 26 mars 1886, D. 86.1.329 ; Douai, 12 janvier 1891, D. 91.2.222 ; Paris, 7 juin 1894, D. 95.2.287 ; Cass. req., 23 décembre 1895, D. 96.1.483 ; Aubry et Rau, *loc. cit.*

l'auteur responsable de l'accident, pour quelque motif que ce soit, de poursuites en réparation du préjudice causé (1).

On trouve, dans de nombreuses décisions judiciaires, l'application de cette règle.

54. — Un journalier, violemment renversé par une vache, avait reçu du gardien de l'animal, le jour même de l'accident, une somme de 20 francs, et renoncé, dans la quittance, à tout recours « en cas de mauvaises suites ». Ses blessures qui, au premier abord, ne présentaient aucun caractère de gravité, exigèrent, dans la suite, des soins médicaux assidus et des interventions chirurgicales qui déterminèrent une ankylose du pied droit.

La Cour d'Amiens (2), saisie d'une demande en dommages-intérêts supplémentaires, observa, après avoir rappelé les faits, que la quittance n'était pas écrite de la main de la victime et qu'« il n'est pas certain que B..., journalier illettré, ait compris la portée de la mention qu'elle renferme » ; elle ajouta qu'« en elle-même, cette mention ne saurait être un obstacle à la réclamation actuelle née de faits imprévus et exceptionnels dont l'origine première se rattache uniquement à l'accident qui est le principe de l'action », et elle confirma le jugement qui donnait gain de cause au demandeur (3).

55. — Mais si la transaction est souverainement interprétée par les juges, ceux-ci ne peuvent méconnaître la

(1) Baudry Lacantinerie et Wahl, *Transaction*, n° 1287.

(2) Amiens, 10 août 1881, D. 82.2.176. — Dans le même sens: Paris, 18 juin 1898. — Conf. Trib. Seine, 6 avril 1898, *Le Droit*, 9 octobre 1898, *Rec. pér. ass.*, 1898, p. 437, *Mon. jud. Lyon*, 20 septembre 1898.

(3) V. encore Amiens, 1^{er} mars 1883, D. 84.2.150 ; Paris, 11 juin 1864, S. 65.2.47 ; Paris, 16 juillet 1870, D. 71.2.169 ; S. 71.2.204.

volonté des parties en restreignant ou en étendant outre mesure la portée de leur convention. La Cour de cassation se reconnaît le droit, aujourd'hui, de contrôler sur ce point et de casser, au besoin, les jugements.

Longtemps il y eut conflit, à cet égard, entre la chambre des requêtes et la chambre civile. La première avait une tendance à laisser, aux juges du fait, un pouvoir discrétionnaire ; la seconde considérait une interprétation trop extensive ou trop restrictive comme une violation de la loi.

La jurisprudence de la Cour suprême a été fixée par un arrêt du 23 février 1892 rendu au sujet d'une action en dommages-intérêts supplémentaires, intentée après une transaction.

56. — Le 14 octobre 1887, à la barrière de l'octroi de Charenton, la voiture d'un distillateur accrochait une voiture à bras chargée de chevrons et la bousculait avec une violence telle que l'ouvrier qui la conduisait, un nommé Jousse, atteint à la tête par un chevron, fut grièvement blessé. Il réclama des dommages-intérêts, on transigea et l'indemnité fut fixée à 450 francs. Le mandataire de Jousse donna quittance de cette somme, déclarant « qu'il la recevait en réparation de tous dommages quelconques résultant et devant résulter de l'accident et, qu'au moyen du paiement de ladite somme, il tenait et reconnaissait lesdits sieurs M... quittes et déchargés envers lui de toute répétition ou réclamation, quelle qu'en soit la nature, se désistant de toute action, plainte et poursuite et renonçant, pour l'avenir, à en exercer aucune devant quelque juridiction que ce soit ... ».

En mai 1888, Jousse prétendit que les conséquences de l'accident avaient été, pour lui, plus graves et plus

préjudiciables qu'il ne l'avait pensé et, se voyant menacé de perdre la vue, il assigna en paiement d'une nouvelle indemnité de 10.000 francs, les auteurs responsables de l'accident (ou, plus exactement, le syndic, ceux-ci ayant été déclarés en faillite).

Le tribunal civil de la Seine (1) estima que la transaction ne pouvait faire obstacle à l'action en justice. « Attendu qu'une transaction intervenue sur une action en dommages-intérêts dus par suite d'un délit ou d'un quasi-délit ne lie définitivement les parties qu'à l'égard du préjudice existant au moment où elle a été consentie, ou du préjudice ultérieur ayant pu raisonnablement entrer dans leurs prévisions, mais que la transaction ne saurait faire obstacle à une demande de supplément de dommages-intérêts si, par suite de circonstances nouvelles, l'état du blessé vient à s'aggraver dans des proportions qui constituent une situation nouvelle qui ne pouvait être prévue par les parties au moment de la transaction ou du jugement... »

En appel, la Cour de Paris (2) confirma la sentence du tribunal de la Seine ; faisant usage, en faveur de la victime, de son large pouvoir d'appréciation, elle décida qu'il « n'est pas établi que la transaction du 2 décembre 1887 ait porté sur le principe de la responsabilité civile de M... que rien ne justifie avoir été contestée à cette époque ;

« Qu'en principe, une transaction ne peut avoir d'effet que pour ce qui est connu ou prévu au moment où elle est conclue et, qu'aux termes de l'article 2048, la renon-

(1) Trib. civ. Seine, 15 nov. 1889, S.92.1.313, *Gaz. Pal.*, 90.1.67.

(2) Paris, 9 août 1890, *La Loi*, 22 août 1890, *Le Droit*, 16-17 août 1890.

ciation qui y est faite à tous droits et actions ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu. »

La Cour ajouta que le différend sur lequel les parties avaient transigé avait pour unique objet l'indemnité due à Jousse à raison des conséquences alors connues et prévues de l'accident.

Mais son arrêt fut cassé, en ces termes, le 23 février 1892 (1) :

« Attendu que, s'il appartient aux tribunaux d'interpréter une transaction comme tout autre contrat, ils ne peuvent, sous prétexte d'interprétation, en dénaturer le sens et la portée quand les clauses en sont claires et précises, sans que leur décision tombe sous le contrôle et la censure de la Cour de cassation ;

« Attendu que les termes généraux et absolus de la transaction du 2 décembre 1887 règlent à forfait et d'une manière définitive, toutes les conséquences, quelles qu'elles puissent être, résultant et devant résulter de l'accident dont le sieur Jousse a été victime le 24 octobre 1887, qu'ils contiennent la renonciation la plus formelle de ce dernier à toute action, tant pour le présent que pour l'avenir, à raison de cet accident...

« Attendu que, pour statuer ainsi, l'arrêt attaqué, sous prétexte d'interpréter la transaction, en a méconnu les termes clairs et précis et en a dénaturé la portée. Casse. »

57. — La Cour suprême admettait donc la validité de la transaction sur les conséquences futures, même imprévues, d'un quasi-délit, mais elle limitait les pouvoirs des juges du fait. Elle se réservait le droit de contrôler leur interprétation, de rechercher à son tour, le sens

(1) Cass. civ., 23 février 1892, *La Loi*, 30 avril 1892, *Le Droit*, 3 mars 1892, *Pand. fr.*, 93.1.100, D. 92.1.150, S. 92.1.313.

véritable des accords conclus par les parties (1) ; elle ne réussit pas cependant à enrayer le mouvement de protection ouvrière qui se manifestait dans la jurisprudence depuis quelques années et se traduisait, en notre matière, par une interprétation aussi restrictive que possible de la transaction intervenue après un accident du travail.

Dans la majorité des cas, les Cours et les tribunaux ont déclaré recevables les actions en dommages-intérêts et n'ont pas cru devoir s'en tenir à la lettre des renonciations signées par les victimes d'accidents, après le versement d'une indemnité très modeste, et qui apparaissaient comme autant d'atteintes au droit inviolable de tout homme, d'obtenir une juste réparation du préjudice causé (2).

SECTION IV. — De l'action exercée par les ayants-droit après le décès de la victime.

58. — On a vu qu'un premier jugement allouant une indemnité à un ouvrier blessé au cours de son travail n'em-

(1) Dans le même sens, la Cour de Paris, le 31 décembre 1895, D. 96.2.360, a déclaré une action en supplément d'indemnité non recevable en se fondant sur les termes absolus de la transaction précédemment intervenue.

(2) V. notamment, Paris, 11 juin 1864, S. 65.2.47 ; Trib. com. Seine, 29 novembre 1888, *Le Droit*, 15 décembre 1888 ; Trib. Le Havre, 22 novembre 1895, *Jurisp. civ. Le Havre*, 96.1.16 ; Paris, 7 juin 1894, D. 95.2.286 ; Grenoble, 31 janvier 1896, *Pand. fr.*, 97.2.27 ; Trib. civ. Liège, 14 mars 1896, *Pas.*, 96.3.159 ; Paris, 19 décembre 1896, D. 97.2.172 ; Trib. civ. Belfort, 22 juin 1897, *Pand. fr.*, 99.2.275 ; Trib. Le Puy, 10 août 1897, *Le Droit*, 28 août 1897, *La Loi*, 24 août 1897 ; Bordeaux, 22 mars 1899, *Journ. arr. Bordeaux*, 99.1.284.

pêche nullement ses ayants-droit, s'il vient à décéder, de poursuivre, soit en leur qualité d'héritiers, soit en leur propre nom, la réparation du préjudice causé au défunt ou à eux-mêmes.

Mais il est permis de se demander s'ils pourront encore réclamer des dommages-intérêts dans l'hypothèse où la victime a expressément renoncé, de son vivant, à toutes réclamations ultérieures basées sur l'accident.

§ 1. — Doctrine.

59. — Si la transaction n'a eu pour but que de fixer la somme due à la victime à raison de sa situation présente, si les parties n'ont pas entendu statuer sur les aggravations possibles de l'état du blessé et, encore moins, sur l'éventualité de son décès, l'action des héritiers sera certainement recevable (1).

60. — Si la transaction a porté, au contraire, sur les conséquences futures de l'accident et si la victime, en acceptant une somme d'argent ou une pension, a voulu libérer définitivement l'auteur du fait dommageable de toute responsabilité et de toute poursuite ultérieures, ses héritiers n'ont pu recueillir, dans son patrimoine, un droit complètement éteint.

Ils ne pourraient, dès lors, exercer, contre le patron, aucune action du chef de leur auteur.

Peu importe que l'ouvrier blessé se soit trompé sur les

(1) V. Aubry et Rau, t. IV, p. 665, § 421 ; Guillouard, n. 121 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité de droit civil*, t. XXI, p. 630, n. 1287 et arrêts cités en note. — L'action des héritiers sera même recevable si la victime de l'accident déclare renoncer à toute action, « tant pour le présent que pour l'avenir ». V. n. au Dalloz, 51, 1.321.

conséquences de l'accident, qu'il n'ait pas cru à l'imminence de son décès : une transaction ne peut être rescindée pour cause d'erreur que si l'erreur porte sur la personne **ou** sur l'objet de la contestation (art. 2053, C. civ.). Or, il s'agit ici d'une erreur sur l'étendue du préjudice.

Le décès apparaît comme une conséquence de l'accident, et l'on ne saurait dénier à la victime le droit absolu de renoncer à toute réclamation ultérieure à raison de l'accident : la réparation forfaitaire dont elle s'est déclarée satisfaite est censée représenter l'ensemble du préjudice causé : les ayants-droit ne pourraient faire réviser la transaction.

Un père de famille, d'ailleurs, n'est pas tenu de laisser une fortune à ses héritiers ; il peut, notamment, aliéner son patrimoine moyennant une rente viagère et, s'il meurt peu de temps après le contrat, sa veuve et ses enfants ne pourront réclamer aucune indemnité. Il aurait pu céder son action en dommages-intérêts : il peut également y renoncer.

61. — Mais, si la transaction ayant pour objet les conséquences de l'accident subies personnellement par la victime est pleinement valable, elle n'a aucun effet pour les conséquences qui atteignent directement soit les membres de sa famille, soit des étrangers.

Le préjudice que cause à ces derniers la mort de l'ouvrier fait naître immédiatement, à leur profit, un droit à des dommages-intérêts tout à fait distinct de celui qui compétait à la victime.

Celle-ci a pu renoncer à son droit personnel, non à celui qui appartiendra aux personnes lésées par son décès. On ne peut, en effet, s'engager en son propre nom

que pour soi-même et les conventions intervenues entre un ouvrier blessé et le chef d'industrie responsable ne pourraient nuire aux tiers : *res, inter alios acta, aliis neque nocet neque prodest.*

§ 2.

62. — La jurisprudence paraît avoir généralement admis les héritiers de la victime d'un quasi-délit à exercer, en leur propre nom, l'action des articles 1382 et suivants du Code civil, nonobstant tous accords conclus entre le défunt et l'auteur responsable du fait dommageable.

63. — Dès le 29 janvier 1833 (1), la Cour d'Aix confirmait, par adoption de motifs, un jugement du tribunal civil repoussant une fin de non-recevoir tirée d'une transaction intervenue, à la suite d'un accident de voiture, entre l'entrepreneur de transports et le voyageur blessé.

« Attendu que les accords intervenus entre feu D... et le sieur M... ont eu pour objet de transiger sur la fracture de la cuisse du sieur D... dans la journée du 3 septembre dernier, par suite du versement de la diligence d'Aix à Arles dont ledit M... est entrepreneur, mais n'ont pas eu pour objet de transiger sur la mort dudit D..., mort que l'on ne pouvait prévoir à l'époque susdite et qui cause un nouveau préjudice à la veuve et aux enfants de celui-ci. »

La Cour, usant de son pouvoir d'appréciation, a interprété restrictivement la transaction intervenue, entre les parties, du vivant de la victime (2).

(1) Confirmant jugement d'Aix du 25 juillet 1832, S. 34.2.286.

(2) V. encore Paris, 11 août 1868 (D. 68.2.186, S. 69.2.72), qui dé-

64. — C'est aussi par ce moyen que la Cour de Paris, le 19 décembre 1896 (1), a décidé que la mère d'un ouvrier, bien qu'elle ait renoncé à toute réclamation ultérieure, au nom de son fils victime d'un accident du travail, peut néanmoins, si les blessures ont entraîné la mort, réclamer, à son tour et en son propre nom, des dommages-intérêts.

« Considérant, dit la Cour, que si, dans le compromis habilement rédigé par une main étrangère, obtenu d'une femme illettrée, malade et sans ressources, la veuve L... a, dès le 9 juillet 1892, déclaré, en recevant pour son fils une somme infime, qu'elle agissait en son nom personnel en même temps que comme tutrice de celui-ci, il ressort, avec évidence, de l'ensemble de la pièce que, traitant sur les seules bases de la police d'assurance, elle n'entendait transiger qu'en ce qui touche l'indemnité due à son fils lui-même à raison des blessures qu'il avait reçues le 18 juin précédent ; qu'elle n'a pas renoncé pour cela à son droit, à elle, de réclamer des dommages-intérêts comme mère de famille ayant éprouvé un préjudice par suite du décès de son fils, situation absolument

claire recevable l'action des héritiers : « Considérant que, lors de la transaction, le consentement des parties a été vicié, déterminé par une erreur commune portant sur l'objet de la transaction. »

(1) La Cour infirmait par cet arrêt un jugement du tribunal civil de Pontoise du 18 décembre 1893 (D. 97 2 172), qui avait débouté la demanderesse en faisant observer qu'elle avait reconnu, dans la quittance, qu'aucune faute ne pouvait être imputée au chef d'industrie, l'accident étant dû à un cas fortuit. Dans le même sens : Poitiers, 22 juillet 1890, *Gaz. Pal.*, 91.2. *Suppl.*, 25 ; Montpellier, 3 août 1892, *Gaz. Pal.*, 93.1, 2^e p. p. 2 ; Paris, 7 juin 1894, D. 97.2.286 ; Bruxelles, 12 mars 1895, *Pas.*, 95.2.233 ; Cass. belge, 23 mai 1896, *Pas.*, 96.1.206.

différente de toutes celles qui sont envisagées dans la police ;

« Qu'au surplus sa demande serait recevable par ce motif qu'une indemnité peut toujours être réclamée pour des causes que les parties ignoraient réciproquement au jour du contrat et sur lesquelles, par conséquent, elles n'ont pu songer à faire porter leur transaction ;

« Que, le 9 juillet 1892, on était à quelques jours de l'accident et que l'erreur commune a consisté à croire, d'une part, que le blessé survivrait à ses blessures alors qu'il a succombé le 13 octobre suivant ; d'autre part, que l'accident était fortuit et ne pouvait être imputé à personne alors qu'après instruction judiciaire, le nommé W... a été condamné à 15 jours d'emprisonnement comme auteur involontaire de cet accident. »

L'arrêt observe, à juste titre, que l'erreur sur les causes réelles de l'accident ayant déterminé les parties à transiger est susceptible d'entraîner la rescision de leur accord : il distingue aussi judicieusement le droit que la demanderesse aurait pu faire valoir au nom de son fils et l'action qu'elle exerce en son propre nom.

65. — Il apparaît ainsi qu'aux termes du droit commun, la victime d'un quasi-délit qui a obtenu en justice des dommages-intérêts ou qui a transigé avec l'auteur responsable du fait préjudiciable peut, en principe, réclamer une indemnité supplémentaire si, dans la suite, son état s'aggrave.

A l'inverse, une réduction du taux de la rente promise ou allouée pourra être demandée en cas de guérison partielle.

Les personnes lésées par le décès de la victime pour-

ront, dans tous les cas, exercer l'action en réparation du préjudice à elles causé (1).

Le droit à la révision existait donc dans notre législation avant 1898. Il importe de rechercher comment il a été réglementé par la loi sur les accidents du travail.

(1) Aux arrêts cités plus haut, *Addé* : Alger, 23 mai 1892, *Gaz. Pal.*, 93.2, 2^e p., p. 49.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DE RÉVISION ET LA LOI DU 9 AVRIL 1898

TITRE PRÉLIMINAIRE

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

66. — De toutes les lois votées sous la troisième République, il en est peu qui aient été précédées d'un plus grand nombre de propositions, qui aient fait l'objet de plus longs débats, qui aient été plus lentement élaborées que la loi sur la réparation des accidents du travail.

Depuis le jour où l'attention des Chambres fut appelée sur cette question par M. Martin Nadaud (1), jusqu'au moment où une solution définitive lui fut donnée, on ne compte pas moins de 18 propositions s'inspirant, tour à tour, soit du principe de la responsabilité du droit commun, soit du principe du risque professionnel.

On ne songea pas, dès l'abord, à réserver expressément à l'ouvrier ou à sa famille, le droit de réclamer,

(1) Prop. M. Nadaud, 29 mai 1880, *J. off.*, *Ann.*, 2660, p. 6179 ; 14 mars 1881, *J. off.*, *Ann.*, 5, p. 1599.

après un jugement ou une transaction, en cas d'aggravation de ses blessures ou en cas de décès, des dommages-intérêts supplémentaires ou une pension.

On envisagea l'hypothèse où, *pendente lite*, les conséquences de l'accident ne pourraient être, de suite, exactement déterminées et M. Martin Nadaud, en 1882, proposait d'accorder au tribunal la faculté d'« ordonner une provision et de renvoyer son jugement à une date ultérieure dans les six mois qui suivront (1) ».

Cette idée, reprise par la commission de la Chambre des députés, fit l'objet d'une disposition spéciale dans le projet voté le 23 octobre 1884 (art. 6).

67. — Le 28 mai 1888, sur la proposition de sa commission, la Chambre (2) adopta, en première délibération, un article 27 ainsi conçu :

« Il ne pourra y avoir lieu à révision des pensions attribuées aux ouvriers et employés blessés que dans le cas où le tribunal l'aura expressément réservée par une disposition formelle. Le délai de révision ne pourra, dans aucun cas, être supérieur à un an à partir du jugement. »

Lors de la deuxième délibération, M. Frédéric Passy (3) demanda au rapporteur s'il ne pensait pas qu'il pût se présenter des cas dans lesquels la nature et les conséquences de l'accident exigeraient, pour apparaître complètement, un délai plus long que celui d'un an et s'il n'y aurait pas intérêt, alors, non pas à laisser la question de la révision toujours en suspens, ce qui lui

(1) Prop. Nadaud, second rapport du 14 novembre 1882 (*J. off.*, ann. 1334, p. 2494).

(2) Ch., 28 mai 1888, 1^{re} délib. *J. off.*, *Déb. parl.*, p. 1539.

(3) Ch., 10 juillet 1888, *J. off.*, *Déb. parl.*, p. 2068

paraissait inadmissible, mais à permettre exceptionnellement aux tribunaux de prolonger le délai.

« Vous savez, lui répondit-on, que le tribunal peut, sur la demande des parties, ajourner la solution jusqu'à ce que la victime trouve qu'elle peut, sans inconvénient, faire apprécier son état par un jugement définitif. C'est le premier délai. En outre, lorsque le tribunal statue, il peut, soit sur la demande des victimes, soit sur celle du patron, permettre la révision pendant un certain temps... nous avons cru que le délai d'un an était suffisant. »

Malgré l'insistance de M. Frédéric Passy, l'article 17 fut voté définitivement par la Chambre le 10 juillet 1888 ; mais il fut supprimé par la commission du Sénat.

« En adoptant ce texte, lit-on à ce sujet dans le rapport de M. Tolain, la Chambre avait voulu, dans cette loi de transaction, restreindre autant que possible le nombre des actions en justice, en demande de révision. Malgré l'avantage qui pouvait en résuller, la majorité de la commission n'a pas cru qu'il fût bon de déroger, sur ce point, au droit commun (1). L'article 27 fut, en conséquence, retranché du projet voté par le Sénat le 29 mai 1890.

68. — Dans les propositions qui furent ultérieurement soumises à la Chambre des députés on déterminait les conditions d'exercice de la demande en révision et on réduisait les délais soit à un an, soit à 3 ans, soit à 5 ans.

69. — La commission de la Chambre ne crut pas devoir se ranger à l'avis du Sénat.

« Quand l'ordonnance du président constatant l'accord des intéressés est intervenu, déclara M. Ricard (2), ou

(1) Sénat, *J. off.*, *Doc. parl.*, ann. 1889, p. 24.

(2) Rapport du 25 février 1892, p. 312.

quand le jugement du juge de paix ou du tribunal arbitral a été rendu, l'indemnité est, en principe, irrévocablement fixée. Mais ce principe n'est pas et ne pouvait pas être absolu. Dans beaucoup de cas, en effet, les blessures qui, originairement, avaient paru ne devoir entraîner qu'une incapacité temporaire ou qu'une incapacité partielle de travail s'aggravent considérablement par la suite ; souvent elles produisent, dans l'état général de la victime, des complications imprévues de nature à entraîner, soit son impotence absolue, soit même sa mort. Il eût été souverainement injuste de ne pas admettre, en pareil cas, la révision des indemnités concédées. Par contre, l'infirmité qu'on avait cru permanente disparaît ou bien elle n'entraîne plus qu'une incapacité partielle de travail alors qu'on l'avait jugée absolue. Il n'était pas davantage possible, en pareille hypothèse, d'admettre, d'une façon rigoureuse, l'irrévocabilité de la rente sous peine de faire, de l'accident, une source de bénéfices pour celui qui en aurait été atteint. »

Et le rapporteur proposait de décider que « le chef d'entreprise, la victime ou ses ayants droit et la circonscription pourront se pourvoir auprès du tribunal arbitral pendant une période de trois ans à dater de la décision définitive pour obtenir, en cas d'amélioration ou d'aggravation de l'état du blessé, une modification de l'indemnité primitivement allouée et, en cas de décès, la révision de l'indemnité primitivement allouée. »

Cet article fut adopté sans observation à la séance de la Chambre du 8 juin 1893 (1).

Il fut repris et soutenu par la Commission du Sénat :

(1) Art. 34, *J. off., Déb. parl.*, p. 1656.

« Il a paru indispensable, dit M. Poirier (1), de stipuler un délai de quelque durée pendant lequel, sur la demande des intéressés, les indemnités et pensions pourraient être révisées. Cette faculté de révision s'impose dans l'intérêt des deux parties : elle est tellement nécessaire que les demandes de cette nature constituent, en Allemagne, le plus grand nombre des affaires soumises aux tribunaux. »

Et il ajoutait plus loin : « Ce délai de trois ans au cours duquel les demandes en révision devront être formées... nous a paru susceptible de donner satisfaction aux deux parties également intéressées, mais dans un sens opposé, à demander la révision. »

70. — Mais, à la séance du 25 novembre 1895 (2), M. Félix Martin craignant que la prescription d'un an édictée pour l'action initiale ne fût applicable au cas où une incapacité, jugée d'abord temporaire, paraîtrait dans la suite devoir être permanente, et désirant l'écarter dans l'hypothèse où les tribunaux n'auraient pas été saisis de l'affaire, proposa de placer, en tête de l'article 21, un alinéa ainsi conçu : « Si l'accident a été dûment déclaré et constaté, qu'il ait ou non entraîné une incapacité temporaire de plus de trois jours, la victime conserve le droit de demander réparation pour les incapacités temporaires ou permanentes qui peuvent survenir, du fait de cet accident, pendant une période de trois ans. »

Sans admettre cette proposition, le rapporteur crut devoir, pour donner satisfaction à M. Félix Martin, modifier le texte de l'article 21.

(1) Rapport Poirier, 3 avril 1895, *J. off.*, *Doc. parl.*, p. 273.

(2) *J. off.*, *Déb. parl.*, p. 956 et 961.

Il soumit au Sénat, le 5 novembre 1895, le texte suivant qui fut adopté : « Sur la demande des intéressés, les indemnités et pensions peuvent être révisées pendant une période de trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive, soit pour être diminuée, soit pour être augmentée, s'il s'est produit des modifications dans l'état de la victime. »

71.— Ce texte fut remanié par la Chambre qui vota l'article 20 du projet ainsi conçu : « La demande en révision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive. »

Cette disposition est devenue l'article 19 de la loi du 9 avril 1898. Elle a été modifiée, dans la suite, par la loi du 31 mars 1905.

TITRE PREMIER

CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION EN RÉVISION

72. — Le droit à la révision des indemnités dues pour accidents du travail, consacré par la jurisprudence avant 1898, se trouvait donc inscrit dans la loi. Le législateur aurait pu laisser l'action sous l'empire du droit commun : il a préféré la soumettre à une réglementation spéciale. S'inspirant de la pensée maîtresse, des principes fondamentaux de la loi nouvelle qui est essentiellement transactionnelle et forfaitaire, il a voulu qu'au droit de l'ouvrier de réclamer une augmentation d'indemnité en cas d'aggravation de ses blessures, correspondît un droit égal, pour le patron, de demander, en cas de guérison partielle de la victime, d'amélioration de son état, une diminution des charges qui lui sont imposées : il a cru devoir déterminer les conditions auxquelles la révision serait admise, en limiter le champ d'application ; il a pensé enfin que les chefs d'industrie ne devaient pas rester trop longtemps sous la menace de réclamations nouvelles et il a fixé des délais pour l'exercice de l'action en révision.

73. — L'étude de cette réglementation, va faire l'objet d'un premier titre. On déterminera ensuite les effets de la révision.

Le premier point mérite principalement de retenir l'attention. On examinera successivement :

- 1° Les conditions de fond ;
- 2° — de délai ;
- 3° — de forme (procédure).

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE FOND.

74. — Il résulte du texte même de l'article 19 que deux conditions sont essentielles à l'exercice de l'action en révision :

- 1° Une décision de justice ou un accord préalable (1) ;
- 2° Un fait nouveau.

SECTION I. — De la décision de justice et de l'accord servant de bases à l'action en révision.

La révision suppose tout d'abord, par définition même, qu'une indemnité a été antérieurement fixée soit judiciairement, soit à l'amiable (2).

(1) On prétend parfois qu'il faut encore que la victime n'ait pas d'autre moyen légal d'agir. V. dans ce sens : Dupuich, note précitée, D. 1904.2.97 ; Paris, 10 avril 1902, D. 1904.2.105, 5^e esp., déclare que « la révision constituant une voie de recours exceptionnelle ne peut être ouverte à l'ouvrier blessé que lorsqu'il se trouve privé de tout autre moyen légal d'agir. Trib. Châlon-s-Saône, 5 août 1902, D. 1904.2.110, 12^e esp., décide que la révision « ne peut, en aucun cas, se présenter comme une voie de recours » Il est de toute évidence que la révision ne saurait être confondue avec les voies de recours. Mais la troisième condition que l'on prétend apporter à l'exercice de l'action n'est fondée sur aucun texte. Cette question n'a d'ailleurs plus d'intérêt depuis que la loi de 1903 a déclaré applicables à l'action en révision les règles de procédure et de compétence de l'action initiale.

(2) V. note de M. Wahl sous Douai, 21 mai et 10 juillet 1901, S.
T. — 5

Toute décision judiciaire, tout accord préalable pourrout-ils servir de base à une action en révision ?

§ 1. — Du jugement.

75. — La loi du 9 avril 1898 distingue, pour l'attribution de l'indemnité forfaitaire, trois sortes d'incapacités de travail : 1^o l'incapacité permanente absolue qui donne droit à une rente égale aux deux tiers du salaire annuel gagné par l'ouvrier ; 2^o l'incapacité permanente partielle qui donne droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire ; 3^o l'incapacité purement temporaire qui, sans diminuer de façon définitive, la capacité professionnelle, entraîne une simple suspension de travail pendant laquelle l'ouvrier doit recevoir une indemnité journalière.

Le jugement allouant une indemnité journalière est, au même titre que le jugement rendu sur une incapacité permanente, susceptible de révision.

76. — Cependant, avant la loi de 1905, la jurisprudence était profondément divisée sur ce point (1). Dans l'hypothèse où l'incapacité qu'on avait cru d'abord temporaire prenait, dans la suite, un caractère permanent, la majorité des Cours admettait la recevabilité de l'ac-

1902.2.57 ; Cabouat, *Traité des accid. du travail*, t. II, n. 830, p. 273 ; Douai, 10 juillet 1901, S. 1902.2.83, 5^e esp. ; Paris, 27 juin 1902, D. 1904.2.107, 8^e esp. ; Cass. civ., 30 mars 1903, D. 1904.1.498.

(1) Les auteurs se prononçaient, en général, pour la recevabilité de l'action. V. notamment Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 2^e édit., n. 397, p. 413 ; Sachet, *Traité théor. et prat. des accid.*, 3^e édit., t. II, p. 1357, n. 425 ; Dupuich, note au D. 1904.2.97 ; Fasquel, *De la révision des indemnités temporaires* ; Cabouat, *Traité des accidents du travail*, t. II, n. 822 et s., p. 266 et s. Adde, note de Loubat sous Cass. civ., 16 mai 1905, *Pand. fr.*, 1905.1.286.

tion (1). Certaines adoptaient, avec la Cour de cassation, la solution contraire (2).

77. — Le second système était fondé sur trois arguments principaux :

1° L'article 19 paraissait exclusivement applicable au cas où l'indemnité n'avait pas cessé d'être due. Tant que l'indemnité journalière est exigible, elle ne peut être modifiée, son chiffre étant invariablement égal à la moitié du salaire touché au moment de l'accident. Si le blessé n'a plus droit à l'indemnité, il ne peut en demander la révision : on ne peut réviser que ce qui existe (3).

2° L'exercice de l'action nouvelle n'est d'ailleurs autorisé, faisait-on observer, qu'en cas d'aggravation ou d'atténuation de l'« infirmité ». Or, « une infirmité entraîne, une incapacité permanente ».

L'indemnité journalière, accordée aux ouvriers atteints d'incapacité temporaire, ne peut faire l'objet d'une révision.

3° Soutenir l'affirmative, ne serait-ce pas, enfin, faire

(1) V. notamment : Douai, 24 juin 1901, D. 1904.2.104, 3^e esp.; *Pand. fr. pér.*, 1905.2.206 ; Douai, 21 avril 1902 ; 11 août 1902 ; 25 novembre 1902 et 9 mars 1903, D. 1904.2.97, 6^e, 10^e, 11^e et 16^e espèces. *Pand. fr.*, 1905.2.206 ; Grenoble, 30 mai 1902, D. 1904.2.107, 7^e esp. ; Dijon, 15 décembre 1902, D. 1904.2.97, 12^e esp., *Pand. fr.*, 1905.2.206 ; Limoges, 2 juin 1903, *Pand. fr. pér.*, 1905.2.206 ; D. 1904.2.97, 20^e esp. ; Amiens, 12 juillet 1904, *Pand. fr.*, 1905.2.206.

(2) Rennes, 30 décembre 1902, D. 1904.2.97, 13^e esp ; *Pand. fr.*, 1907.2.207 ; Paris, 20 novembre 1903, *Revue jud. acc. trav.*, 1904, p. 124 ; Orléans, 28 octobre 1904, *Pand. fr.*, 1905.2.207 ; Cass. civ., 6 juin 1904, *Gaz. Pal.*, 1904.1.124 ; Cass., 27 juin 1904, *Pand. fr.*, 1905.1.288 ; 13 novembre 1904, *Pand. fr.*, 1905.1.76 ; 31 janvier 1905, *Pand. fr.*, 1905.1.76 ; Req., 29 mars 1905, D. 1905.1.229.

(3) V. Rennes, 30 décembre 1902, précité ; Cass. req., 20 décembre 1904, *Le Droit*, 29 décembre 1904.

échec à la prescription annale de l'article 18 (1)? Aux termes de cette disposition, l'action primitive en indemnité ne peut être intentée plus d'un an après la « cessation du paiement de l'indemnité temporaire ». Or, à quoi eût-il servi d'édicter cette règle si le fait seul que l'indemnité a été touchée par la victime autorisait déjà celle-ci à demander, pendant trois ans, sous la forme d'une révision, l'allocation de la rente viagère à laquelle lui donnait droit son incapacité devenue permanente par suite des conséquences de l'accident?

78. — Ces arguments ne paraissent pas péremptoires et il était facile d'y répondre.

1° Si l'indemnité journalière a été versée, si elle a cessé d'être due, il n'est pas impossible de faire réviser le jugement qui l'a allouée pour obtenir, soit une rente, soit une indemnité nouvelle (2).

2° D'autre part, quelque contestable que puisse être le sens particulièrement étroit donné au mot « infirmité » de l'article 19, on ne saurait refuser le bénéfice de cette disposition à l'ouvrier qui se prétend atteint d'une incapacité permanente (3). La loi n'exige pas que le véritable caractère de cette incapacité ait été reconnu au cours de la première instance.

3° On peut enfin imaginer des hypothèses où la prescription sera opposable sans que l'action en révision puisse être exercée : il suffit de supposer qu'il n'est

(1) Cass. civ., 31 janvier 1905, D. 1905.1.228 ; 12 avril 1905, *ibid.*, 230.

(2) Loubat, note sous Cass. civ., 16 mai 1903, *Pand. fr.*, 1903.1.286 ; Dupuich, note au D. 1904.2.97 ; Douai, 24 juin 1901, D. 1904.2.97, 2^e esp.; Limoges, 2 juin 1903, D. 1904.2.97, 20^e esp.

(3) Loubat, *loc. cit.*

intervenir ni accord ni jugement pendant l'année qui a suivi l'accident ou la cessation du paiement de l'indemnité journalière.

Pourquoi, d'ailleurs, distinguer entre l'indemnité journalière et l'indemnité permanente ? Il n'y a point entre elles de différence essentielle : l'action comptant à l'ouvrier blessé ou à ses ayants-droit repose sur une cause unique : l'accident ; elle a toujours le même objet : la réparation forfaitaire du préjudice subi.

79. — La doctrine de la Cour suprême était en contradiction avec les travaux préparatoires et l'esprit même de la loi (1).

Dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des députés en 1892, M. Ricard affirmait la nécessité de reconnaître le droit à la révision de l'indemnité fixée, soit par l'accord des intéressés, soit par la décision du juge de paix ou du tribunal arbitral et les explications données par le garde des sceaux à M. Félix Martin, dans la séance du Sénat du 25 novembre 1895, montrent que les auteurs de la loi de 1898 ont bien entendu réserver le droit à la révision même en cas d'incapacité réputée temporaire et corriger, par là, la rigueur excessive de l'article 18.

80. — Le système admis par la Cour suprême a rendu nécessaire l'intervention du législateur et, le 17 mars 1904, M. Chovet, rapporteur de la commission du Sénat, proposa de libeller ainsi l'article 19 :

« La demande en révision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des circonstances de

(1) Douai, 21 avril 1902 ; 11 août 1902 ; 25 novembre 1902, D.1904. 2.97, 6°, 10°, 11° espèces.

l'accident est ouverte pendant trois ans à dater, soit de la cessation du paiement de l'indemnité journalière, s'il n'y a pas eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée (1). »

Ce texte devint, après une légère modification, le premier alinéa de l'article 19 de la loi du 31 mars 1905 (2).

81. — Doit-il être considéré comme modifiant la loi de 1898 ou n'a-t-il qu'un caractère interprétatif ?

Un ouvrier qui a obtenu, moins de trois ans avant la promulgation de la loi nouvelle, une indemnité journalière, pourrait-il, s'il était reconnu atteint d'une incapacité permanente, exercer l'action en révision ?

Il ne semble pas douteux qu'il en aurait le droit (3). « C'est avec raison, déclarait au Sénat M. Chovet (4), que l'honorable rapporteur de la Chambre des députés appelle, une fois de plus, l'attention de tous sur la portée considérable de la modification apportée, par le Sénat, à cet article 19 qui affirme nettement aujourd'hui ce qui, jusqu'à présent, n'avait peut-être été dit que d'une façon imprécise... En effet, la Chambre des députés, tout en introduisant, avec le Sénat, un nouveau point de départ de l'action en révision, a consacré, à titre interprétatif, la conception initiale du législateur de 1898 qui avait voulu réserver le bénéfice de la révision aussi bien

(1) *J. off.*, *Doc. parl.*, Sénat, ann. 84, p. 167.

(2) V. Cass. civ., 13 février 1906, *Pand. fr.*, 1906.1.121.

(3) V. Loubat, note précitée sous Cass., 16 mai 1905 ; Cabouat, *op. cit.*, n. 828, p. 271 ; Rapport Mirman, *J. off.*, *Doc. parl.*, ann. Chambre, n. 2181, p. 16 (n° du 24 décembre 1904).

(4) Rapport Chovet du 23 février 1905, *J. off.*, *Doc. parl.*, Sénat, ann. 38, p. 38.

quand l'incapacité de travail, d'abord présumée temporaire, n'est apparue permanente que postérieurement, ou bien quand, une demande de rente ayant été écartée, une nouvelle demande doit être accueillie à raison du caractère ultérieurement pris par l'incapacité, que lorsqu'il y a lieu à majoration ou à réduction de la rente attribuée parce que l'incapacité permanente s'est aggravée ou atténuée. »

82. — Le nouveau texte de l'article 19 porte d'ailleurs la trace évidente de l'intention du législateur d'interpréter simplement la loi de 1898 sur le point qui nous occupe (1) : il suppose le droit déjà acquis et décide que la demande en révision de l'indemnité est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

On en conclut que « la demande en révision de l'indemnité journalière est recevable si, au jour où la loi du 31 mars 1905 est devenue exécutoire, l'indemnité journalière a cessé d'être due depuis moins de trois ans ou si elle est encore due (2) ».

Dans la première hypothèse, le délai de révision commencera au jour de l'accord ou du jugement sur l'indemnité journalière conformément à l'ancien article 19 ; si, au contraire, l'indemnité est encore exigible, c'est au

(1) V. note de Loubat sous Cass. civ., 16 mai 1905, *Pand. fr. pér.*, 1905.4.286 ; Rapport Chovet, précité ; rapport Mirman à la Chambre du 24 décembre 1904, *J. off.*, ann. Chambre, n. 2181.

(2) Loubat, *loc. cit.* ; Cass. civ., 16 mai 1905 ; 18 juillet 1905, 29 mai 1906, 31 juillet 1906, 6 novembre 1906, D. 1907.4.458. — *Adde* : Cass. civ., 13 février 1906, D. 1907.4.358

jour où elle cessera de l'être que commencera le délai, par application du nouvel article 19.

§ 2. — De l'accord.

83. — D'après l'article 34 du projet de la commission voté par la Chambre des députés en 1892, la décision définitive devait seule marquer le point de départ du délai de révision.

M. Félix Martin fit observer, au Sénat, que ce texte semblait exclure la révision dans l'hypothèse où un simple accord serait intervenu entre les parties.

La commission et le gouvernement déclarèrent qu'une semblable interprétation serait contraire à leur intention et le rapporteur reconnut que la rédaction de l'article 34 du projet pouvait être critiquée : « En indiquant comme point de départ du délai de révision la date de la décision définitive, dit-il, elle a l'air d'impliquer que, dans tous les cas, une décision de justice devrait intervenir alors que, nous l'espérons du moins, tout se réglera à l'amiable entre le patron et l'ouvrier ou ses représentants » (1). Il proposa de stipuler expressément que l'accord intervenu entre les parties ou la décision définitive serviraient de point de départ au délai de trois ans.

Le texte de notre article fut modifié en ce sens.

84. — En pratique, des accords se concluent chaque jour entre industriels et victimes d'accidents du travail (2).

(1) Sénat, 26 novembre 1895, *J. off.*, *Déb. parl.*, p. 964.

(2) Wahl, note sous Cass. civ., 6 janvier 1904, S. 1906.1.89 ; Dupuich, *loc cit.* ; Loubat, note sous Cass., 6 janvier 1902, *Pand. fr.*, 1904.1 345 ; Lyon, 23 janvier 1902 ; Besançon, 29 janvier 1902,

Ils ne sont assujettis à aucune condition de forme si l'incapacité paraît devoir être temporaire : ils peuvent être écrits ou verbaux, exprès ou tacites (1). Ce sont seulement les contestations sur l'indemnité journalière, sur les frais médicaux ou pharmaceutiques qui doivent être portées devant le juge de paix. Les parties peuvent transiger sur l'indemnité journalière sans recourir à l'intervention du magistrat.

85. — Il en est autrement si l'accident paraît devoir entraîner une incapacité permanente (2).

Dans cette hypothèse, le juge de paix auquel la déclaration d'accident et un certificat médical ont dû être transmis par le maire de la commune où a eu lieu l'accident, adresse le dossier au président du tribunal civil. Ce magistrat convoquera la victime ou ses ayants-droit et le chef d'industrie en vue d'un essai de conciliation. « S'il y a accord des intéressés, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui donne acte de cet accord. »

Ainsi, en cas de décès ou d'incapacité permanente, l'accord des parties, par le jeu même de la loi, par la stricte observation des règles qu'elle édicte, se trouvera constaté dans une ordonnance (3).

D. 1904.2.104, 4^e espèce ; Grenoble, 30 mai 1902, D. 1904.2.107, 7^e espèce ; Douai, 11 août 1902 ; 30 décembre 1902, 25 mai 1903. — *Contra* : Rennes, 30 décembre 1902, D. 1904.2.97, 13^e espèce.

(1) Douai, 16 mars 1903, D. 1904.2.97, 17^e espèce ; 25 mars 1903, D. 1904.2.97, 19^e espèce.

(2) *Contra* : Loubat, *loc. cit.*

(3) On doit considérer comme un accord donnant ouverture au délai triennal le procès-verbal par lequel le président donne acte aux parties de ce que, depuis l'accident, l'ouvrier a touché l'inté-

Ces accords pourront-ils, dans tous les cas, servir de base à une demande en révision ? Ne faut-il pas qu'ils soient valables ?

*
* *

86. — Aux termes de l'article 30-1°, « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ».

Il résulte de cette disposition que les parties ne pourraient fixer une indemnité inférieure, ni même supérieure à celle que déterminent les articles 2 et suivants (1).

L'indemnité temporaire doit consister dans une allocation quotidienne égale à la moitié du salaire touché par la victime au moment de l'accident ; la rente, dans une quote-part de ce même salaire, variant suivant la gravité des blessures.

Tout accord reposant sur des bases différentes serait nul de plein droit (2) et un industriel serait fondé, aux termes d'une jurisprudence constante, à se prévaloir de cette nullité s'il s'était engagé à servir, à un ouvrier blessé, une rente dépassant le taux légal.

De même, on ne peut étendre l'application de la loi, faire participer à son économie et aux garanties publiques qu'elle a créées, des bénéficiaires autres que ceux qu'elle a spécialement désignés : l'admission, comme

gralité de son salaire, en sorte qu'aucune indemnité journalière ne lui est due et de ce que le patron a pris à sa charge les frais médicaux. Cass. civ., 13 février 1906, D. 1907.1.358.

(1) V. Sachet, sous Bourges, 26 nov. 1900 et autres arrêts, S. 1901.2.24.

(2) V. Wahl et Sachet notes précitées.

ayants-droit, d'un frère ou d'une sœur, tomberait sous le coup de l'article 30 (1).

On ne peut substituer, à une rente viagère, le paiement d'un capital, sauf dans les cas prévus par le paragraphe 2 de l'article 21 (2).

On admet généralement, enfin, que l'accord intervenu entre les parties, après un accident entraînant une incapacité permanente, n'est valable que s'il a été homologué par le président du tribunal (3). L'ordonnance de ce magistrat est, elle-même, entachée de nullité si elle n'indique pas « le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ».

87. — Avant la loi du 22 mars 1905, la jurisprudence et la majorité des auteurs (4) décidaient qu'un accord nul ne pouvait servir de base à une action en révision.

L'ouvrier qui, après un accident du travail, avait consenti à recevoir une indemnité inférieure ou supérieure à

(1) Sachet, *op. cit.*, n° 1191.

(2) Trib. Rouen, 16 mars 1900, S. 1901.2.222 et la note ; Trib. paix Paris, 20 oct. 1903, *France jud.*, 1903.2.426.

(3) Aucune forme particulière n'est exigée, au contraire, pour l'accord intervenu sur l'indemnité journalière. Rouen, 4 avril 1903, D. 1904.2 97, 18° esp. alors même que les parties se seraient prononcées pour l'exclusion de toute indemnité permanente. Wahl, note S. 1900.1.89.

(4) Sachet, *op. cit.*, n. 1357, 1453 ; Cabouat, *op. cit.*, n° 833, p. 274 ; n. 836, p. 276, note 1 ; Wahl, note sous Cass. civ., 4 janvier 1904, S. 1906.1.89. — *Contrà* : Loubat, note sous Cass., 6 janvier 1902, *Pand. fr.*, 1904.1.345 ; Cass. civ., 6 janvier 1904, S. 1906.1.89, D. 1904.1.75 ; Nancy, 30 novembre 1901, *Le Droit*, 27-28 janvier 1902 ; Req., 27 juin 1904, *Gaz. Pal.*, 13 novembre 1904, D. 1904.2.308 ; Req., 15 novembre 1904, *Gaz. Pal.*, 14 décembre 1904 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1357, p. 125.

celle prévue par la loi de 1898 ne pouvait se fonder sur l'engagement pris envers lui par son patron pour réclamer, par la voie de la révision, une allocation nouvelle ou une pension plus importante.

Les conséquences de cette doctrine étaient heureusement tempérées par la solution admise, par la jurisprudence, en matière de prescription : les Cours et les tribunaux décidaient qu'une convention, nulle comme contraire aux dispositions de la loi, constituait une véritable reconnaissance de dette et avait pour effet, conformément au droit commun de l'article 2248 du Code civil, d'interrompre la prescription (1).

Si donc la nullité en était prononcée plus d'un an après l'accident, la victime ou ses ayants-droit pouvaient se prévaloir de l'engagement pris par le patron pour exercer l'action primitive en indemnité.

Chaque paiement effectué en exécution de l'accord entaché de nullité était même considéré parfois comme une cause d'interruption (2).

S'il s'était écoulé plus d'un an depuis l'engagement nul ou le dernier paiement, la victime ou ses ayants-droit ne pouvaient, en cas d'aggravation ou de mort, réclamer aucune réparation.

88. — Il semble bien, cependant, résulter des travaux préparatoires, que l'accord, même nul, aurait pu constituer une base suffisante de l'action en révision (3). « La révision n'a pas pour but, en effet, de donner force et vie

(1) V. Sachet, *op. cit.*, n. 1307.

(2) V. Jurisprudence dans Sachet, *op. cit.*, n. 1312.

(3) V. Loubat, *loc. cit.*, Trib. Nancy, 15 juillet 1901, *Gaz. Pal.*, 13 novembre 1901, *Mon. jud. Lyon*, 25 novembre 1901.

à une transaction radicalement nulle, mais, au contraire, de l'anéantir (5). »

Dans son rapport du 28 octobre 1897 (6), M. Ricard envisageant l'hypothèse où l'« on aurait surpris la bonne foi de l'ouvrier » en lui faisant signer une convention contraire à la loi, observait que, même dans ce cas, on pourrait, par l'action en révision, demander encore le relèvement de l'indemnité qui lui aurait été accordée.

Mais en l'absence de texte formel, les règles du droit commun étaient applicables et la jurisprudence antérieure à la loi de 1905 paraissait à l'abri de toute critique.

89. — Aux termes du nouvel article 30-3^e alinéa, « la décision qui prononce la nullité de l'accord fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis, soit pour la prescription, soit pour la révision ».

Il résulte de cette disposition qu'une convention, nulle de plein droit, peut servir de base à une action en révision.

Le délai de trois ans imparti par l'article 19 pour l'exercice de cette action ne court que du jour où la nullité est prononcée et, comme les parties qui ont passé une convention entachée de nullité ont, d'après le droit commun, trente ans pour la faire annuler, la victime d'un accident qui a souscrit, par exemple, à la liquidation d'une indemnité inférieure au tarif forfaitaire pourra, en réalité, pendant un délai de plus de trente ans, faire réviser l'accord ainsi conclu.

Si, après un accident qui paraissait ne devoir entraîner qu'une incapacité temporaire, la victime a consenti à recevoir une indemnité journalière inférieure à la moi-

(1) Loubat, *loc. cit.*

(2) *J. off., Déb. parl.*, p. 2227.

tié de son salaire, elle pourra, pendant trente ans, faire prononcer la nullité de l'accord ; elle aura ensuite trois ans pour introduire, en cas d'aggravation de son état, une demande en révision (1).

Il n'y a plus à distinguer dès lors, au point de vue qui nous occupe, entre un accord nul et un accord valable : l'un et l'autre pourront, au même titre qu'une décision définitive, servir de base à une action en révision.

SECTION II. — Du fait nouveau.

90. — Avant la loi de 1898, l'ouvrier victime d'un accident du travail qui avait obtenu une indemnité en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil pouvait déjà, en cas d'aggravation du préjudice subi, réclamer des dommages-intérêts supplémentaires.

Le droit à la révision était donc parfaitement conciliable avec les principes fondamentaux de notre législation : il ne porte aucune atteinte au vieil adage *res judicata pro veritate habetur*.

Aussi les auteurs de la loi nouvelle ont-ils entendu laisser toute sa force à la présomption légale de l'autorité de la chose jugée. Aux termes de l'article 19, l'action en révision n'est ouverte qu'en cas de décès, d'atténuation ou d'aggravation de l'infirmité : il faut donc un fait nouveau.

§ 1. — La révision et le principe de l'autorité de la chose jugée.

91. — Après comme avant la loi de 1898, ce qui aura

(1) Sachet, *op. cit.*, *Supp.*, n° 2133.

été jugé une première fois ne pourra être remis en question et l'exception *rei judicatæ* serait opposable au chef d'entreprise ou à l'ouvrier qui, après un premier jugement rendu sur les suites d'un accident, voudrait soumettre, à nouveau, le différend aux tribunaux (1).

Un tribunal saisi d'une demande en allocation d'une rente s'est-il prononcé contre l'application de la loi de 1898 à raison, soit de la situation du demandeur, soit du caractère de l'établissement où il était employé, soit du préjudice dont il se plaint, — a-t-il constaté que l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime, il y a chose jugée sur le principe même du droit à indemnité (2). La décision définitive ainsi rendue ne pourrait être révisée.

L'action de l'article 19 resterait ouverte, au contraire, si les premiers juges s'étaient uniquement fondés, par exemple, pour repousser la demande de rente viagère, sur les conséquences de l'accident qui ne leur paraissait pas avoir entraîné une incapacité permanente (3).

92. — Enfin, l'ouvrier débouté d'une action initiale à fin de rente exercée après l'expiration du délai de prescription annale, pourrait, si une indemnité journalière lui a été précédemment attribuée, exercer l'action en révision (4).

(1) Gabouat, *op. cit.*, n. 840, p. 278 ; note de Wahl sous Cass., 6 janvier 1904, § 1, n. 3, S. 1906.1.89.

(2) Paris, 23 juin 1906, *Gaz. Trib.*, 14 septembre 1906 ; Trib. Cambrai, 8 mars 1906, *Pand. fr.*, 1906.2.181.

(3) V. trib. civ. Versailles, 24 décembre 1903, D. 1904.2.97, 28^e espèce.

(4) En ce sens : Dupuich, note au D. 1901.2.493 ; Loubat, note aux *Pand. fr. pér.*, 1904.1.251 et 345 ; Douai, 10 juillet 1901, S. 1902.2.57.

Aucune contradiction ne saurait, en effet, exister entre les deux décisions successives : la première, opposant la prescription à une demande de rente viagère ; la seconde, accueillant la révision de l'indemnité temporaire par suite des changements survenus dans l'état du blessé.

Bien qu'elles aient toutes deux le même objet : l'allocation d'une rente, ces deux actions sont distinctes l'une de l'autre ; ce n'est pas la même question qui est soumise au tribunal à deux reprises différentes ; d'un côté, il doit décider si la prescription annale est acquise ; de l'autre, il doit rechercher si les conséquences de l'accident ont été plus graves qu'on ne l'avait cru tout d'abord.

La Cour de cassation admet, du reste, que « la décision définitive qui dit prescrite l'action en indemnité ne fait pas obstacle à ce que l'action en révision de l'indemnité journalière puisse être déclarée recevable » (1).

93. — Bien loin de faire échec au principe de l'autorité de la chose jugée, le législateur de 1898 a pensé que tout fait nouveau ne devait pas suffire à motiver une demande en révision : l'action doit être « fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident » (2).

Elle serait donc irrecevable si l'une des parties au premier procès venait à découvrir et offrait de prouver que le premier jugement a été vicié soit par l'erreur, soit par le dol.

(1) Cass. civ., 18 juillet 1905, 16 mai 1905, D. 1907.1.458 ; 31 juillet 1906, 6 novembre 1906, *Le Droit*, 8 octobre 1906. — V. Cabouat, *op. cit.*, t. II, n. 841.

(2) Limoges, 2 juin 1903, D. 1904.2.97, 20^e espèce ; Cabouat, *op. cit.*, t. II, n. 804, p. 257.

La Cour de Bordeaux, le 31 juillet 1902 (1), se fondant sur les termes mêmes de l'article 19, a confirmé un jugement déboutant la victime d'un accident du travail qui se prévalait uniquement d'une erreur de diagnostic commise par l'expert dans le rapport soumis aux juges.

M. Sachet (2) imagine l'hypothèse où un patron, ayant été condamné à payer une pension à son ouvrier à la suite d'un accident dont il ignorait les causes, acquiert, plus tard, la preuve que l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime. Il décide, avec raison, qu'une demande en révision serait irrecevable en l'espèce : le patron pourrait, seulement, user de la requête civile ouverte en pareil cas (art. 480-1^o, C. pén.).

Une erreur commise au moment du calcul de l'indemnité ne saurait, d'ailleurs, donner ouverture à l'action de l'article 19 (3).

On ne pourrait, enfin, demander aux tribunaux, par la voie de la révision, l'augmentation ou la diminution

(1) *Bull. min. comm.*, III, 2.129, D. 1904.2.108, 9^e espèce. — Dans le même sens : Pau, 14 juin 1900, S. 1901.2.235, et Besançon, 6 mars 1901, *Mon. jud. Lyon*, 9 juillet 1901. Si les parties, dans l'accord constaté conformément à l'article 16 de la loi de 1898, considèrent comme absolue une incapacité qui était en réalité partielle, le patron ne peut revenir sur cet accord bien qu'il se soit trompé sur le caractère de l'incapacité.

(2) *Op. cit.*, n. 1353. Est irrecevable l'action du patron qui, sans invoquer une atténuation de l'infirmité du blessé, prétend qu'il n'y a jamais eu de relation de cause à effet entre la lésion de ce dernier et l'accident et demande à être déchargé du service de la rente viagère à laquelle il a été condamné par une décision antérieure ayant acquis l'autorité de la chose jugée. Nancy, 11 février 1904, *Rec. Nancy*, 1904 69, *Rec. acc. trav.*, 1904.407.

(3) M. Wahl, dans la note au S. 1906.1.89, cite Bordeaux, 23 février 1904 ; Nancy, 11 février 1904 ; Lyon, 24 février 1904 ; Nancy, 27 février 1904 ; Paris, 10 décembre 1904.

d'une indemnité journalière, celle-ci étant invariablement fixée à la moitié du salaire touché par la victime au moment de l'accident (1).

§ 2. — L'action en révision dans l'hypothèse où la victime subit une nouvelle incapacité temporaire de travail (2).

94. — Il arrivera parfois que l'ouvrier, ayant repris son travail après une guérison apparente, sera forcé de l'interrompre à nouveau pour un temps plus ou moins long.

Pourra-t-il, en cas de rechute, réclamer, par la voie de la révision, une nouvelle indemnité journalière ?

L'infirmité dont l'aggravation doit être constatée pour donner ouverture à l'action en révision ne doit pas être nécessairement une tare permanente et définitive : elle peut être temporaire et la rechute peut être considérée comme une aggravation de l'état de la victime.

Rien ne permet de penser que le législateur ait entendu donner un sens restrictif aux mots « aggravation de l'infirmité ».

95. — Deux objections peuvent être faites, il est vrai, à cette interprétation :

En rapprochant l'article 15 du nouvel article 19, on remarque qu'aux termes de la première disposition, les contestations relatives aux indemnités temporaires sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever ; tandis que l'article 19 rend applicables à la révision, les conditions de compétence et de procédure fixées par les arti-

(1) V. note de Wahl précitée.

(2) Pabon, *Journal des juges de paix*, 1905, p. 246 ; *Pand. fr., Rép., V^e Travail supp.*, n. 131.

cles 16, 17 et 22 : « un tribunal civil peut donc, seul, être saisi d'une demande en révision ».

De plus, la loi nouvelle, en décidant que, s'il y a accord entre les parties, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, semble bien indiquer que l'action en révision a uniquement pour objet l'allocation d'une rente et, pour fondement, une incapacité permanente de travail.

96. — Quelle serait, dès lors, en cas de rechute, la situation d'un ouvrier qui a été blessé au cours de son travail ?

S'il a été précédemment débouté d'une demande en indemnité sur un rapport d'expert constatant sa complète guérison ou s'il s'est écoulé plus d'un an depuis la cessation du paiement de l'indemnité journalière, il n'aura plus aucun recours.

L'action en révision lui serait ouverte, au contraire, si la blessure précédemment reçue, au lieu de l'obliger une deuxième fois à cesser temporairement son travail, avait entraîné une incapacité permanente.

Cette différence de traitement serait peu rationnelle : la situation de l'ouvrier n'est pas moins digne d'intérêt dans un cas que dans l'autre. L'action tendant à l'allocation d'une seconde indemnité temporaire eût été recevable sous le régime antérieur à la loi de 1898 : rien ne permet de penser que le législateur ait entendu en prohiber l'exercice. Il s'est seulement placé dans l'hypothèse la plus générale où la victime d'un accident, reconnue atteinte d'une incapacité permanente, sollicite une rente viagère ou l'augmentation de celle qui a été précédemment allouée.

Les deux dispositions précitées n'ont d'ailleurs été

inscrites dans la loi que le 31 mars 1905, elles ne peuvent servir à interpréter, sur le point qui nous occupe, l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

Cet article paraît donc applicable au cas où, sans être atteint d'incapacité permanente, un ouvrier se voit forcé, après une guérison apparente, d'interrompre une seconde fois son travail (1).

§ 3. — Caractères que doit présenter le fait nouveau pour justifier une demande en révision.

97. — Il ne suffirait pas, pour que la révision fût possible, qu'un décès fût survenu, qu'une aggravation ou une atténuation de l'infirmité fussent constatées.

Il résulte de l'esprit même de la loi nouvelle, du texte de l'article 19, du principe de l'autorité de la chose jugée, que les faits nouveaux prévus par la loi doivent revêtir certains caractères particuliers.

Il faut :

1° Qu'à l'aggravation ou à l'atténuation de l'infirmité corresponde une augmentation ou une diminution de la capacité de travail ;

2° Que les changements ainsi survenus dans la capacité de travail de l'ouvrier ou sa mort se rattachent à l'accident par un lien de cause à effet ;

3° Qu'ils soient postérieurs au jugement définitif ou à l'accord servant de bases à l'action en révision.

1^{re} CONDITION. — *Nécessité d'une corrélation entre l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité et une augmentation ou une diminution de la capacité de travail.*

(1) V. dans ce sens, Cass., 25 octobre 1904, *La Loi*, 15 janvier 1905, *Gaz. Pal.*, 11 novembre 1904, *Pand. fr., Rép.*, V^o Travail *supp.*, n^{os} 131 et 132 ; Pabon, *loc. cit.* — *Contrà*, Trib. Bernay, 13 novembre 1900.

97 bis. — L'une des innovations les plus importantes de la loi de 1898 a été la substitution de l'idée d'incapacité de travail à celle de préjudice subi.

D'après le droit commun, il suffit qu'une personne ait souffert un dommage, qu'elle soit, d'une façon générale, lésée par autrui dans un droit acquis, personnel et direct, pour qu'elle puisse invoquer les articles 1382 et suivants du Code civil.

La loi nouvelle n'est applicable que si le dommage s'est traduit par une incapacité de travail.

Pour fixer le chiffre des dommages-intérêts dus en vertu de l'article 1382 du Code civil, le juge appréciera l'importance du préjudice subi ; il aura, en cas d'accident du travail, à rechercher dans quelle mesure l'accident a diminué la capacité professionnelle de l'ouvrier.

Sa capacité est-elle restée entière ? l'ouvrier n'aura droit à aucune indemnité, quelque préjudiciables que puissent être pour lui les conséquences de l'accident.

« Bien qu'il semble particulièrement dur, écrit M. Cabouat, de refuser au travailleur toute indemnité à raison d'un préjudice dont les principes du droit commun lui eussent assuré une certaine réparation, néanmoins cette solution nous paraît trop conforme à l'esprit de la législation nouvelle pour être mis en discussion (1). »

C'est ainsi que les tribunaux ont pu décider qu'une blessure qui cause seulement une gêne dans l'articulation de l'une des phalanges de la main gauche (2), la castra-

(1) Cabouat, *op. cit.*, n. 331. — V. dans le même sens, Sachet, *op. cit.*, n. 491, t. I, p. 240.

(2) Aix, 18 mai 1900, S. 1901.2.196 ; Nancy, 16 janvier 1902, *La Loi*, 6 janvier 1902, *Rev. jud. acc. du travail*, 1902, p. 74.

tion (1), la perte de plusieurs doigts (2), ne donnent pas droit à une rente pour incapacité permanente.

La loi de 1898 est seulement applicable en cas d'incapacité de travail ou de décès de la victime.

98. — L'accident a-t-il eu pour effet de diminuer définitivement la capacité professionnelle de l'ouvrier, le juge recherchera dans quelle mesure cette capacité a été réduite pour fixer le taux de la rente (3).

L'incapacité est-elle absolue ? la rente allouée à l'ouvrier sera invariablement fixée aux deux tiers de son salaire annuel.

Dans cette dernière hypothèse, l'action en révision ne sera plus recevable que si elle est exercée par les héritiers en cas de décès de la victime.

Un ouvrier qui, ayant perdu un bras et un œil, a été reconnu atteint d'une incapacité permanente absolue, ne pourrait prétendre à une augmentation de la rente précédemment allouée si, par suite du même accident, il venait à perdre l'autre œil (4).

99. — Suffit-il que la capacité professionnelle de l'ouvrier ait subi un réel amoindrissement ? Ne faut-il pas, en outre, que l'incapacité de travail ait entraîné, à son tour, une diminution effective du salaire ?

Un patron pourrait-il, par exemple, demander la suppression ou la réduction de la pension allouée à son ouvrier en alléguant que ce dernier touche le même sa-

(1) *Contrà* : Trib. Seine, 30 mars 1901, *La Loi*, 29 juillet 1901 ; *Le Droit*, 8 mai 1901 ; *Mon. jud. Lyon*, 22 mai 1901.

(2) Trib. Seine, 4 août 1900, *Gaz. Pal.*, 1901.1.263 ; Trib. paix Courbevoie, 8 mai 1900, D. 1902.2.68.

(3) Cabouat, *op. cit.*, n. 817, p. 263.

(4) Dans ce sens : Sachet, *op. cit.*, n. 1361 ; Dupuich, note précitée, D. 1904.2.97.

laire qu'avant l'accident ou répondre, comme défendeur, à une action en révision, en faisant observer que le salaire de la victime n'a pas été diminué (1) ?

100. — A s'en tenir au texte même des seconds alinéas des articles 3 et 16, il semble que le juge saisi, soit de l'action primitive en indemnité, soit de l'action en révision, doit s'attacher, non point à l'incapacité de travail de l'ouvrier, mais à la réduction qu'a effectivement subie son salaire par suite de l'accident.

D'après l'article 3-2°, « l'ouvrier atteint d'une incapacité partielle et permanente a droit à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire (2) ».

Et si, après un accident du travail susceptible d'entraîner une incapacité permanente, les parties se concilient devant le président du tribunal, ce magistrat doit indiquer, dans son ordonnance, la « réduction que l'accident aura fait subir au salaire ».

Cette disposition est applicable à la révision.

Si donc les juges doivent calculer le taux des rentes qu'ils allouent d'après la différence constatée entre les salaires touchés avant et après l'accident, ils auront, lorsqu'ils seront saisis de l'action en révision, à tenir compte des mêmes éléments, à prendre les mêmes points de comparaison.

101. — L'interprétation littérale du paragraphe 2 de

(1) V. note de Dupuich, sous Nancy, 9 mars 1900, D. 1900.2.230, n. S. 1900.2.165.

(2) Le texte primitif portait : « en cas d'incapacité permanente partielle, l'indemnité (calculée pour le cas d'incapacité absolue) est diminuée dans la proportion de la capacité de travail conservée. »

l'article 3 est aujourd'hui généralement abandonnée en raison de ses conséquences inacceptables (1).

On lui a reproché surtout, avec juste raison, de faire dépendre l'application de la loi de la volonté du patron. Ce dernier pourrait rendre impossible l'exercice de l'action en révision en continuant, jusqu'à l'expiration du délai de trois ans, à payer le même salaire à son ouvrier malgré l'aggravation constatée dans son état.

Aussi s'accorde-t-on généralement (2) à décider qu'il faut s'attacher, non point à la réduction qu'a effectivement subie le salaire, mais à celle qu'il doit normalement subir : considérer le salaire que l'ouvrier peut espérer en raison de la capacité de travail qui lui reste (3).

Les règles admises pour la fixation de l'indemnité primitive s'imposent au juge saisi de l'action en révision.

102. — Cependant, à s'en tenir à la lettre de l'article 19, il y aurait lieu de déterminer, en notre matière, non point l'augmentation ou la réduction de l'incapacité de

(1) Elle a été admise par Vassart et Nouvion Jacquet, n. 388. — V. dans le même sens : Nancy, 1^{er} mars 1900, S. 1900.2.263 ; 9 mars 1900, D. 1900.2.449, *Pand. fr.*, 1900.2.345. — *Contrà* : Sachet, *op. cit.*, n. 538 ; Cabouat, n. 330 et la majorité de la jurisprudence. — V. arrêts cités en note dans Sachet (n. 2) et Cabouat (n. 2), *loc. cit.*

(2) Trib. Lille, 28 décembre 1899, *La Loi*, 8 février 1900 ; Trib. Saint-Quentin, 5 janvier 1900, *Le Droit*, 25 février 1900 ; Trib. Orléans, 14 février 1900 et Trib. Douai, 21 février 1900, *Gaz. Pal.*, 23 mars 1900 ; Trib. Seine, 26 mars 1900, *Rec. pér. ass.*, 1900, p. 284 ; Trib. Saint-Etienne, 10 mai 1900, *Gaz. Pal.*, 24 juin 1900 ; Orléans, 30 mai 1900, *Gaz. Trib.*, 27 juin 1900 ; Trib. Seine, 12 juin 1900, *Le Droit*, 29 juin 1900 ; Cass. civ., 26 novembre 1901, S. 1902.1.180.

(3) Dupuich, note précitée au D. 1904.2.97. — *Contrà* : Nancy, 9 mars 1900, précité.

travail, mais l'atténuation ou l'aggravation de l'infirmité de la victime.

L'interprétation littérale de cette disposition est généralement rejetée (1). On reconnaît que l'étendue de la réparation doit, dans tous les cas, être calculée en tenant compte, non de l'infirmité de la victime, mais de son incapacité de travail.

L'aggravation de l'infirmité ne saurait donc, à elle seule, légitimer une demande en révision : elle doit avoir entraîné une diminution de la capacité professionnelle.

103. — Le patron qui exerce l'action en révision devra prouver, au contraire, l'augmentation de la capacité professionnelle de son ouvrier pour obtenir une réduction du taux de la rente qu'il est tenu de verser.

Sous l'empire de la loi de 1898, il n'avait aucun moyen de se renseigner sur l'état de son ouvrier qui pouvait se refuser, tant qu'une instance en révision n'était pas ouverte, à tout examen médical.

Dans l'impossibilité de vérifier à l'avance le bien fondé de sa demande, il se trouvait dans une situation particulièrement défavorable et ne pouvait, en pratique, exercer le droit que lui accorde l'article 19.

Le législateur a voulu mettre un terme à l'inégalité qui en résultait. Aux termes du 5^e alinéa ajouté à l'article 19 par la loi du 31 mars 1905, « au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en révision, le chef d'entreprise pourra désigner au président du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime ».

(1) V. notamment : Trib. Toulouse, 23 février 1900, D. 1900.2.81.

Si donc le chef d'industrie estime que l'infirmité qui a donné lieu à l'allocation d'une rente est susceptible de guérison ou d'amélioration, il indiquera, dans une requête au président du tribunal, le nom du médecin qu'il a choisi pour examiner le blessé. Le visa du magistrat mis au bas de la requête, lui permettra de faire visiter la victime chaque trimestre (1).

104. — Le texte ajoute : « Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président qui convoquera la victime par lettre recommandée. »

Si l'ouvrier blessé refuse de se laisser examiner, le patron sera dispensé du service de la pension.

Il en serait de même, semble-t-il, en cas d'absence de la victime partie sans laisser d'adresse : le débiteur de la rente se trouverait libéré jusqu'au retour de l'absent (2).

2^e CONDITION. — *Nécessité d'un lien de cause à effet entre l'accident et le fait nouveau servant de base à l'action en révision.*

105. — Aux termes de l'article 19, la demande en révision ne peut être fondée que sur une « aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou sur son décès par suite des conséquences de l'accident ».

Il faut donc que les faits nouveaux qui lui servent de base, l'augmentation de l'incapacité de travail ou le décès

(1) V. Sachet, *op. cit.*, n. 2104 ; Cabouat, *op. cit.*, n. 813 et 814. Le refus du visa est susceptible d'appel. Sachet, *op. cit.*, n. 2105.

(2) V. Sachet, *eod. loc.*

de l'ouvrier se rattachent à l'accident par un lien de cause à effet (1).

Seules, les suites de l'accident industriel peuvent, en toute équité, être mises à la charge du patron. C'est là un des principes fondamentaux de la loi de 1898.

106. — Mais combien de difficultés se présenteront, en pratique, quand il s'agira de déterminer les conséquences d'un accident ! La médecine est souvent impuissante à découvrir les causes réelles d'un décès ou d'une infirmité.

L'aggravation des blessures de l'ouvrier ou son décès peuvent être dus à sa constitution même, à une affection dont il était atteint depuis longtemps déjà ; — ils peuvent être dus à une lésion ou à une maladie survenues après l'allocation de l'indemnité.

Il convient de rechercher quels seront, dans ces deux ordres d'hypothèses, les droits de l'ouvrier, s'il vit, de ses ayants cause s'il meurt.

1

107. — Au moment même où un accident se produit, une foule de circonstances peuvent influencer sur ses conséquences immédiates ou futures : l'arrivée plus ou moins rapide des secours, l'habileté plus ou moins grande de la personne chargée des premiers pansements, les contacts susceptibles d'envenimer la plaie.

C'est surtout enfin de la constitution physique de l'ouvrier que dépendra son salut ou sa mort.

(1) V. Cabouat, *op. cit.*, n. 807, p. 258 ; Douai, 4 novembre 1900, D. 1901.2.307 ; Rennes, 10 décembre 1901, D. 1902.2.299 et arrêts cités ci-après.

Les juges devront-ils tenir compte de tous ces facteurs pour la fixation de l'indemnité primitive ?

108. — Au cours des travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898, M. Dron proposa à la Chambre des députés, un amendement aux termes duquel le patron ne serait pas tenu à indemnité par des aggravations résultant de lésions ou d'infirmités antérieures à l'accident ; mais il crut devoir le retirer après que le rapporteur eût fait observer que la réparation édictée par la loi ne s'applique qu'aux conséquences directes de l'accident (1).

Se fondant sur cette déclaration, certains tribunaux (2) ont décidé, notamment, qu'un ouvrier blessé dont la guérison s'est trouvée retardée, a été rendue incomplète, par suite de l'albuminurie dont il était atteint, ne saurait obtenir une indemnité supérieure à celle qui serait allouée à un ouvrier exempt de toute tare physique au moment de l'accident ; que, d'une façon générale, le taux de la rente accordée à la victime d'un accident du travail doit être maintenu dans les limites où l'incapacité est due au traumatisme.

109. — Si ces idées étaient admises pour la fixation de l'indemnité primitive, le juge, saisi de l'action en révision ne devrait pas se borner à apprécier les changements survenus dans la capacité professionnelle de l'ouvrier : il aurait, en outre, à rechercher dans quelle mesure aurait augmenté l'incapacité de travail d'un ouvrier jouissant d'une constitution robuste, d'une parfaite santé, s'il avait été victime d'un accident analogue.

(1) Ch. des députés, séance du 5 juin 1893, *J. off., déb. parl.*, p. 1613.

(2) V. notamment : Trib. Seine, 11 janv. 1901, *Gaz. Pal.*, 1902, 1.574.

Résulte-t-il des certificats médicaux que l'aggravation ou le décès sont dus uniquement à la faiblesse de constitution du blessé, à une maladie dont il souffrait depuis longtemps déjà, le juge devrait débouter l'ouvrier demandeur ou n'accorder, aux ayants-droit, qu'une pension réduite.

Cette décision, particulièrement rigoureuse, suffirait, à elle seule, à condamner la doctrine dont elle n'est qu'une conséquence logique.

110. — Qu'importe, en effet, que l'ouvrier ait été atteint d'une affection quelconque, qu'il ait eu des prédispositions morbides, il n'en pouvait pas moins continuer son travail, gagner un salaire, subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

Quelque temps après l'accident, il va se trouver dans l'impossibilité absolue de travailler ; et, si une rente pour incapacité permanente partielle lui a été allouée, il ne pourra se pourvoir en révision ! Son décès va réduire les siens à la misère.

Sans doute, le même accident n'aurait peut-être pas eu, pour un autre, des conséquences aussi funestes, mais est-ce une raison pour refuser à notre ouvrier la rente due en cas d'incapacité absolue ? à sa veuve et à ses enfants, la pension prévue par la loi en cas de décès de la victime ?

L'incapacité absolue, le décès ne sont-ils pas, en réalité, des conséquences de l'accident, même dans notre hypothèse ?

Comment d'ailleurs déterminer, avec certitude, dans quelle mesure les blessures se seraient aggravées sans la maladie ou l'infirmité préexistante ?

La médecine ne saurait faire de semblables abstrac-

tions. Le nombre des diathèses et maladies constitutionnelles qui peuvent avoir un retentissement sur la durée d'un traitement, la gravité d'une blessure, est infini.

Si donc il fallait tenir compte de toutes les tares, de tous les vices de tempérament cachés ou apparents qui ont pu concourir à rendre plus graves les suites de l'accident, à déterminer la mort, on se heurterait, dans l'application de la loi, à des difficultés insurmontables ; l'ouvrier se trouverait exposé à une foule d'aléas ou d'incertitudes que la loi de 1898 a précisément pour but d'éviter.

L'article 1^{er}, en effet, consacrant le principe du risque professionnel, reconnaît à l'ouvrier un droit absolu à la réparation des accidents dont il est victime « par le fait ou à l'occasion du travail », et la loi ne permet pas, par sa généralité même, de faire une différence quelconque entre les conséquences normales et les conséquences exceptionnelles de l'accident.

110. — Le tribunal violerait donc le texte et l'esprit de la loi de 1898 en tenant compte, pour la fixation du chiffre de la rente, de l'état de santé de la victime avant l'accident (1).

II

111. — Les juges doivent rechercher, au contraire, si l'aggravation de l'infirmité ou la mort de la victime ne

(1) Il est généralement admis par la jurisprudence que lorsque le juge constate qu'un ouvrier est, à la suite d'un accident du travail, atteint d'une incapacité permanente et partielle, il ne peut, dans l'évaluation de sa capacité professionnelle, tenir compte des prédispositions morbides de la victime. — V. en ce sens : Cass. civ., 24 octobre 1904, S. 1907.1.356 et la note ; Lyon, 27 mars 1901, S. 1901.2.49 ; Caen, 11 février 1901 ; Montpellier, 22 mars 1901, S. 1901.

sont pas dues à des événements postérieurs à l'accident.

Elles peuvent, en effet, être imputables à la victime elle-même ; — résulter d'une lésion nouvelle ou d'une maladie survenue par cas fortuit ; — on conçoit enfin qu'elles puissent être attribuées parfois à la faute des tiers.

Dans chacune de ces trois hypothèses, l'action en révision sera-t-elle recevable ?

A

112. — 1^o *Hypothèse*. — L'idée de risque professionnel, fondement juridique de la loi de 1898, est exclusive de tout élément intentionnel. Si donc il apparaît que l'ouvrier s'est exposé volontairement à l'accident dont il a été victime en vue d'obtenir ou de faire acquérir à sa famille l'une des indemnités ou rentes prévues par la loi, toute réparation doit être refusée.

L'article 20-1^o le déclare formellement. « Aucune des indemnités déterminées par la loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. »

Appliquée en notre matière, cette disposition conduit à décider que le patron ne saurait être tenu de verser une rente plus élevée à la victime, une pension à ses ayants-droit s'il est établi que l'aggravation ou le décès ont été provoqués par l'ouvrier.

2.49. — Dans le même sens : Off. imp. d'ass. allem., 21 juin 1890 et 26 janvier 1893, S. 1903.4.17. — *Adde* : Orléans, 8 décembre 1900, S. 1901.2.191 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du contrat de louage*, 3^e édit., t. II, 1^{re} partie, n. 2165.

113. — Il faut, semble-t-il, aller plus loin et admettre le même solution, non plus en cas de dol, mais de simple faute de la victime.

Aux termes de la loi de 1898, la faute de l'ouvrier n'est pas, il est vrai, un obstacle à l'allocation d'une indemnité.

Le législateur a pensé, avec raison, que l'imprudence de l'ouvrier, familiarisé avec le danger, était presque fatale et ne devait pas dispenser le chef d'industrie de la réparation du préjudice : il a repoussé ici l'une des conséquences les plus regrettables de l'application, à notre matière, des articles 1382 et suivants du Code civil sous le régime antérieur à la loi nouvelle.

Mais l'ouvrier, s'il a cessé son travail, ne court plus aucun risque professionnel. Pourquoi, dès lors, ne pas lui faire supporter les conséquences de ses fautes ?

S'il est rentré à l'atelier, s'il s'est à nouveau employé dans une entreprise, un nouvel accident, même causé par sa faute, pourra lui donner droit à une nouvelle indemnité par application des articles 1 et 2 de la loi.

L'aggravation ou le décès imputables à la victime ne sauraient d'ailleurs être considérés comme des conséquences de l'accident : l'article 19 serait inapplicable.

Le droit commun reprend donc son empire.

114. — L'ouvrier bénéficiaire d'une rente ou d'une indemnité a le devoir strict de faire tout ce qui dépend de lui en vue de sa guérison (1).

(1) Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit., t. I, n. 594 et s. ; Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., t. I, p. 230, n. 468 ; Lesoudier, De l'obligation légale pour l'ouvrier victime d'un accident du travail, de se soumettre au traitement prescrit par le médecin. *Rev. trim. dr. civil*, 1904, p. 285, note sous Douai, 19 novembre 1900, S.1904.2.213.

S'il manque à cette obligation, volontairement ou par négligence (1), s'il refuse de se laisser soigner, non seulement il ne pourra introduire, le cas échéant, une demande en révision, mais le patron sera fondé à réclamer une réduction du taux de la rente qu'il est tenu de servir.

La Cour de Grenoble a décidé, le 23 mai 1903, qu'un ouvrier ne peut réclamer, par la voie de la révision, une rente pour incapacité permanente de travail lorsque cette incapacité n'est pas la conséquence de l'accident, mais doit être attribuée uniquement à l'état d'immobilité musculaire dans lequel est resté l'ouvrier par sa volonté et par sa faute après la guérison (2).

Si équitable que puisse paraître le principe, il faut reconnaître que son application sera parfois délicate.

Bien des questions se poseront en pratique qu'il sera difficile de résoudre.

115. — Si le refus de subir un traitement déterminé est un obstacle à l'allocation d'une rente ou d'une indemnité plus importante en cas d'aggravation, l'ouvrier de-

(1) Besançon, 31 décembre 1901, S. 1902.2.135 ; Trib. Seine, 3 janvier 1903, *Revue jud. acc. trav.*, 1903, p. 208 ; Trib. Narbonne, 17 juillet 1900, D. 1901.2.307, S. 1901.2.224 ; Trib. Vannes, 9 août 1900, D. 1901.2.307 ; Douai, 14 novembre 1900, S. 1901.2.313, D. 1901.2.307 ; Aix, 17 janvier 1903, D. 1904.2.111 ; Angers, 11 août 1902, S. 1902.2.208 ; Grenoble, 23 mai 1903 (*Rec. Grenoble*, 1903, 239), décide que la demande en révision n'est pas recevable quand l'aggravation de l'incapacité doit être attribuée uniquement à l'état d'immobilité musculaire dans lequel est resté l'ouvrier par sa volonté et par sa faute.

(2) V. encore Rennes, 10 décembre 1900, S. 1902.2.135, *Rev. jud. acc. trav.*, 1902, p. 60 ; Trib. Narbonne, 17 juillet 1900, précité ; Aix, 17 janvier 1903, D. 1904.2.97, 14^e espèce.

vra-t-il nécessairement consentir à subir une opération et sa résistance sera-t-elle considérée comme une faute ou comme l'exercice d'un droit (1) ?

Certains auteurs distinguent entre les opérations qui mettent la vie en danger, nécessitent la chloroformisation et les simples interventions chirurgicales destinées à faciliter le traitement ordinaire de la blessure (2).

Les premières ne pourraient être imposées à la victime ; on lui ferait, au contraire, une obligation de se prêter aux secondes. Ce criterium qui ne repose sur aucun texte, paraît tout à fait arbitraire.

(1) Certains tribunaux ont jugé que si l'ouvrier est dans son droit en se refusant à une opération exempte de toute gravité, le patron ne saurait souffrir de son refus : il ne saurait être tenu de l'aggravation due au mauvais vouloir du blessé. — V. notamment Aix, 21 décembre 1901, *Gaz. Pal.*, 1902.1.187 ; Trib. Lille, 20 mars 1902, *Gaz. Pal.*, 13 juillet 1902, *Le Droit*, 21 novembre 1902 ; Trib. Dieppe, 16 avril 1902, *La Loi*, 2 juillet 1902, *Mon. jud. de Lyon*, du 18 juillet 1902 ; Trib. Lyon, 2 août 1901, *La Loi*, 13 novembre 1901, *Le Droit*, 19 novembre 1901 ; Douai, 10 avril 1905, S. 1905.2.192. L'ouvrier est en droit de se refuser à subir une opération toujours très délicate. Besançon, 27 novembre 1901, *Gaz. Pal.*, 1902.1.187 ; Paris, 17 juillet 1903, *Rev. jud. accid. trav.*, 1903, p. 335 ; Bordeaux, 19 mars 1901, *Journ. arr. Bordeaux*, 1901.1.329 ; Trib. St-Etienne, 20 mai 1904, *La Loi*, 22 juin 1904, *Revue jud. accid. trav.*, 1904, p. 367, *Mon. jud. Lyon*, 26 mai 1904 ; Trib. Vannes, 9 août 1900, et Douai, 14 novembre 1900, précités ; Trib. Seine, 4 mars 1901, *Le Droit*, 21 juin 1901, *Rev. jud. acc. trav.*, 1901, p. 309 ; Rouen, 5 juillet 1902, *La Loi*, 19 février 1903 ; *Rev. jud. acc. trav.*, 1903, p. 174.

(2) V. notamment : Sachet, *op. cit.*, n. 470, p. 230 et 472, p. 231. — Dans le même sens : Douai, 10 avril 1905 et Grenoble, 15 avril 1905, *Pand. fr.*, 1907.2.297. — *Contrà* : note sous Douai, 10 avril 1905, précité ; Loubat, *op. cit.*, n. 595 ; Besançon, 27 novembre 1901, *Gaz. Pal.*, 1902.1.189 ; Trib. Lyon, 2 août 1905, *Monit. jud. Lyon*, 24 octobre 1905 ; Trib. Bourg, 13 août 1906, *Pand. fr.*, 1906.2.230.

Il semble plus rationnel de laisser ici aux tribunaux le plein pouvoir d'appréciation dont ils jouissent, d'une manière générale, en matière de responsabilité ; ils auront à tenir compte des circonstances, de la gravité de l'opération, de ses suites probables, de la capacité des médecins qui l'auront conseillée, de la constitution physique de la victime, de son sexe, de son âge, de son éducation, de ses appréhensions plus ou moins grandes, plus ou moins justifiées, de sa bonne ou de sa mauvaise foi.

Ils devront, selon les cas, lorsqu'ils seront saisis de l'action en révision, accorder ou refuser à la victime ou à ses ayants droit, l'augmentation d'indemnité ou la pension demandées.

116. — Il faut encore, semble-t-il, laisser toute liberté d'appréciation aux juges dans l'hypothèse où, soit l'aggravation, soit le décès, seront dus aux pratiques d'un rebouteux, d'un empirique consultés par la victime.

117. — Il serait odieux, enfin, de repousser une demande en révision pour ce seul motif que l'ouvrier a refusé de se faire transporter à l'hôpital, de quitter les siens pour confier le soin de sa guérison à des mains étrangères (1).

B

118. — 2^e *Hypothèse*. — Il arrivera parfois que l'aggravation de l'infirmité ou le décès seront imputables, non pas à la victime elle-même, mais à un tiers.

L'aggravation ou le décès pourront résulter d'une erreur dans la rédaction ou dans l'exécution d'une or-

(1) En ce sens, Sachet, *op. cit.*, n° 475, p. 231 ; Paris, 14 décembre 1900, S. 1901.2, 203, D. 1901.2, 307.

donnance, de la négligence d'un garde-malade, de l'inexpérience des personnes qui entourent le blessé. Un membre de sa famille, par exemple, lui fera absorber un médicament prescrit pour l'usage externe.

Dans ces dernières hypothèses, l'action en révision sera-t-elle recevable ?

119. — La négative ne paraît pas douteuse (1).

Le patron est tenu, uniquement, aux termes de la loi de 1898, des conséquences de l'accident. Il faut, d'après l'article 19, que l'aggravation ou le décès se rattachent à l'accident, non point indirectement, mais par un lien de cause à effet.

Dans la majorité des cas, la victime ou ses ayants droit ne seront d'ailleurs pas sans recours : l'auteur du préjudice pourra être actionné en dommages-intérêts en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

C

120. — 3^e Hypothèse. — L'événement qui a causé la mort ou l'aggravation de l'infirmité peut enfin constituer un cas de force majeure (2).

On peut imaginer, par exemple, qu'une épidémie (3) s'est déclarée ou qu'un incendie a éclaté dans l'hôpital où la victime est en traitement.

L'ouvrier blessé ou ses ayants-droit pourront-ils introduire une action en révision ?

(1) *Contrà* : Sachet, *op. cit.*, n. 463 et suiv., p. 228 et 229.

(2) Il n'est pas inutile de préciser ici le sens de cette expression : « la force majeure englobe l'ensemble des accidents dus à une cause étrangère à l'entreprise, l'expression de cas fortuit n'étant applicable qu'aux sinistres unis par un lien d'étroite connexité, au travail. » Cabouat, *op. cit.*, n. 157, p. 196.

(3) V. Sachet, *op. cit.*, n. 465.

Les auteurs (1) et la jurisprudence s'accordent à reconnaître qu'il n'est dû aucune indemnité, en cas de force majeure, lorsqu'un accident du travail est causé par une de ces forces naturelles, soudaines, irrésistibles, contre lesquelles les prévisions humaines sont impuissantes et dont la manifestation ne saurait, à aucun titre, rentrer dans la définition du risque professionnel.

Il est indispensable, dit-on, pour que la loi de 1898 soit applicable, qu'il existe un lien de connexité entre le travail de l'ouvrier et l'accident dont il a été victime, « soit que cet accident ait eu pour cause directe et immédiate le travail exécuté, soit qu'il ait été causé par un acte connexe au travail et plus ou moins utile à son accomplissement (2) ».

Les mêmes raisons conduisent à décider que le chef d'industrie ne pourrait être condamné à verser une indemnité plus élevée à la victime, à servir une pension à ses ayants-droit, si l'aggravation de l'infirmité ou le décès sont dus à un cas de force majeure.

La loi ne met à sa charge que les conséquences nécessaires, prévues ou non, de l'accident industriel.

3^e CONDITION. — *Le demandeur en révision doit enfin prouver que l'aggravation ou la diminution de l'incapacité de travail sur lesquelles il se fonde sont postérieures à la décision définitive ou à l'accord prévus par l'article 19.*

(1) Sachet, *op.cit.*, n. 1^{er}4 ; Cabouat, *op.cit.*, n. 159 et arrêts cités. — V. Cass., 10 juin et 23 juillet 1902, S. 1904.1.241 et Req., 28 janvier 1903, S. 1904.1.347.

(2) Pic, *Traité de lég. ind.*, 2^e édit., n. 1092, p. 798 ; Cabouat, p. 309.

121. — Le principe de l'autorité de la chose jugée, auquel la loi de 1898 n'apporte aucune dérogation, s'oppose à toute nouvelle instance qui aurait pour objet de faire revenir les juges sur une question déjà tranchée entre les parties, soit judiciairement, soit à l'amiable.

La preuve incombant au demandeur pourra être faite à l'aide des certificats médicaux délivrés après l'accident.

L'expert consulté par le tribunal ne devra pas se borner à constater le degré actuel d'incapacité : il aura pour mission de préciser les changements survenus dans l'état de la victime depuis la fixation de l'indemnité primitive et leur influence sur la capacité professionnelle de l'ouvrier ; une nouvelle appréciation des conséquences de l'accident ne pourrait, à elle seule, servir de base à l'action en révision.

SECTION III. — La conversion facultative d'une pension en capital fait-elle obstacle à une instance en révision ?

122. — Une dernière condition paraissait essentielle, avant la loi du 31 mars 1905, à l'exercice de l'action en révision : il fallait, d'après certains auteurs, que la rente allouée à la victime après l'accident n'eût pas été convertie en capital.

On sait que si la loi prohibe, en principe, cette opération, l'article 21 autorise, exceptionnellement, le rachat immédiat des rentes dues à des ouvriers majeurs et dont le taux n'est pas supérieur à cent francs.

Or, disait-on (1), si les parties ont usé de cette faculté,

(1) Premier rapport Chovet du 19 novembre 1903 ; Sénat, *Doc. parl.*, ann. 290, p. 542.

l'ouvrier ne saurait, en cas d'aggravation, obtenir, par la voie de la révision, l'élévation du chiffre d'une rente qui a cessé d'être exigible. Il pourrait seulement, si les changements survenus dans son état lui donnent droit à une somme annuelle supérieure à 100 francs (maximum fixé par l'article 21), demander l'annulation du rachat et conclure à l'allocation d'une rente correspondant à son incapacité.

En cas d'atténuation de l'infirmité de la victime, rien n'empêche, il est vrai, le chef d'industrie, de réclamer la restitution partielle du capital de rachat, mais il se heurtera, le plus souvent, à l'insolvabilité de l'ouvrier : son droit sera, en fait, illusoire.

Certains auteurs (1) faisaient remarquer, avec raison, que les considérations développées ci-dessus ne sauraient faire échec au principe de l'article 19 : l'exercice d'une faculté légale ne saurait, en l'absence d'un texte formel, faire obstacle à l'action en révision, il ne paraissait pas admissible qu'une conversion, autorisée par la loi, pût priver le patron ou l'ouvrier du droit de demander la révision.

123. — Dès 1901, M. Mirman (2) déclarait à la Chambre qu'il serait tout à fait injuste que l'ouvrier, ayant obtenu « une rente inférieure à 100 francs remplacée par le paiement d'un capital, ne puisse poursuivre l'augmentation de cette indemnité si son incapacité venait à s'ag-

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 1355 *bis* ; Cabouat, *op. cit.*, n. 820 et 821, p. 265. — Au contraire, la conversion effectuée obligatoirement, en cas de remariage de la veuve ou de l'abandon du territoire français par la victime de nationalité étrangère, serait inconciliable avec l'exercice de l'action en révision. Sachet, *op. cit.*, n. 1355 *ter*.

(2) Rapport Mirman, Ann., 2332, p. 335, *J. off.* du 22 mai-2 juillet 1901.

graver et que, de même, les ayants-droit soient inaptes à demander la révision si la victime est morte des conséquences de l'accident dans les trois années qui ont suivi la décision judiciaire ».

Et il proposait, au nom de la commission, de modifier le premier alinéa de l'article 19 de façon à bien marquer l'intention du législateur d'accorder, aux victimes d'accidents du travail comme aux chefs d'industrie, le droit de révision « même dans les cas où la pension aura été remplacée par un capital en conformité de l'article 21 ».

Le texte soumis à la Chambre devait être définitivement adopté en 1905.

124. — Son caractère, nettement interprétatif, le rend applicable aux rentes converties avant la promulgation de la loi du 31 mars 1905.

CHAPITRE II

DU DÉLAI DE RÉVISION.

125. — Lorsque les conditions essentielles à son exercice se trouvent réunies, l'action en révision, pour être recevable, doit encore être intentée dans le délai légal (1).

D'après le droit commun, la personne lésée par un quasi-délit peut réclamer, pendant 30 ans, la réparation du préjudice (art. 2262, C. civ.) ; si le fait dommageable tombe sous le coup de la loi pénale, la durée de la prescription est réduite à 10 ans pour les crimes (art. 637, C. inst. crim.), et à 3 ans pour les délits (art. 638, C. inst. crim.).

Les ouvriers blessés au cours de leur travail pouvaient donc, avant 1898, réclamer une indemnité pendant trente ans, dix ans ou trois ans selon les causes de l'accident.

La question de savoir si l'action de l'ouvrier était fondée sur l'article 1382 du Code civil ou au contraire sur les articles 319 ou 320 du Code pénal était tranchée souverainement par les juges du fond (2).

(1) D'après M. Dupuich, *loc. cit.*, la demande serait irrecevable pendant le délai de prescription dans l'hypothèse du moins où une incapacité temporaire a été d'abord constatée. V. en ce sens : Paris, 10 août 1902, D. 1904.2.100, 5^e espèce. — *Contrà* : Douai, 16 mars 1903, D. 1904.2.97, 17^e espèce.

(2) V. Agen, 29 janvier 1899, D. 1902.2.211. — V. dans le même sens, Cass., 1^{re} mars 1904 (1905.1.314) qui reconnaît expressément au défendeur le droit de restituer au fait sa qualification légale et

En l'absence de texte, ces dispositions étaient applicables aussi bien à la demande en dommages intérêts supplémentaires, qu'à la demande initiale en indemnité.

126. — Le législateur de 1898 a fixé, pour les deux actions, des délais spéciaux. L'action en indemnité se prescrit par un an ; l'action en révision ne peut être exercée que pendant trois années consécutives.

Il ne faut pas que les industriels restent trop longtemps sous la menace de réclamations nouvelles : il est indispensable qu'ils puissent calculer, aussi exactement que possible, l'importance des charges qui leur sont imposées et qui font désormais partie de leurs frais généraux.

Il serait d'ailleurs difficile, sinon impossible, après un certain nombre d'années, de découvrir les causes réelles des changements survenus dans l'état du blessé, de déterminer les suites de l'accident qui, seules, doivent, aux termes de la loi, être supportées par les chefs d'entreprises.

Il convient de préciser le point de départ du délai triennal et de rechercher s'il est susceptible, comme la prescription, d'être suspendu ou interrompu.

d'invoquer le bénéfice de la prescription. Dans l'espèce soumise à la Cour, le père d'une ouvrière blessée au cours de son travail avait été débouté d'une action en dommages-intérêts exercée plus de trois ans après l'accident. « Attendu que l'accident survenu à la jeune B... avait sa cause déterminante, dans l'inobservation du règlement par le patron, d'où il résultait que l'action intentée par B... père avait son unique base dans le délit de blessure par imprudence commis par S... et que, dès lors, elle était prescrite par trois années. » — V. Cass. civ., 40 janvier 1899, D. 1905.1.271.

SECTION I. — Point de départ du délai de révision.

127. — Le jugement ou l'accord servant de base à l'action en révision devaient, tout naturellement, être pris pour point de départ du délai triennal ; toutefois les dispositions de la loi de 1898 n'étant pas suffisamment précises, ont fait naître, en notre matière, des controverses.

On étudiera séparément :

1° La décision judiciaire servant de point de départ au délai de trois ans ;

2° L'accord intervenu entre les parties ;

3° Le point de départ spécial, assigné par le législateur de 1905, lorsque l'incapacité de l'ouvrier, réputée d'abord temporaire, n'a donné lieu qu'à l'allocation d'une indemnité journalière.

§ 1. — Décision judiciaire.

128. — Aux termes de l'ancien article 19, la demande en révision était ouverte « pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive ».

Une sentence d'un juge de paix, d'un tribunal ou d'une Cour peut, à la vérité, être aisément prouvée ; mais une difficulté s'élevait quand, l'indemnité primitive ayant été allouée par jugement, on voulait préciser le point de départ du délai triennal.

Les mots « jugement définitif » ou « décision définitive » ont, dans notre droit, une double signification : ils sont employés parfois pour désigner les jugement inatta-

quables contre lesquels aucun recours, de quelque nature qu'il soit, n'est plus recevable (1) ; plus généralement ils s'entendent, par opposition aux jugements d'avant dire droit, des jugements rendus sur le fond en vue de terminer la contestation.

Cette dernière interprétation était, en notre matière, préférée par les auteurs et la jurisprudence (2) qui réputaient définitif le jugement qui, sans clore le procès, allouait l'indemnité ou la rente réclamée.

Le tribunal de Toulouse, cependant, le 3 janvier 1901 (3), avait adopté un moyen terme et fixé le point de départ du délai de révision au jour où le jugement est passé en force de chose jugée, c'est-à-dire, au jour où il n'est plus susceptible de recours ordinaire, les voies de recours extraordinaires restant seules ouvertes.

129. — Cette solution qui ne trouvait alors aucun appui sérieux dans le texte de la loi, a été consacrée par le législateur, le 31 mars 1905. D'après la rédaction nouvelle de l'article 19, c'est la « décision judiciaire passée en force de chose jugée » qui doit servir de point de départ au délai de révision.

Il ne suffira donc pas que le jugement allouant l'indemnité ait été rendu pour que le délai commence à courir : il faudra que les voies de recours ordinaires soient fermées, que la partie n'en ait point usé ou qu'elle y ait succombé (4).

(1) Garsonnet, *Cours de procédure civ.*, III, § 133, p. 92.

(2) Sachet, *op. cit.*, n. 1370 ; Dupuich, *loc. cit.*

(3) D. 1904.2.100, 22^e espèce.

(4) C'est en ce sens que l'article 800 du Code civil déclare déchu du bénéfice d'inventaire l'héritier qu'un jugement passé en force de chose jugée a condamné en qualité d'héritier pur et simple ; — que

Ainsi, un jugement contradictoire susceptible d'appel n'acquiert la force de chose jugée qu'après 30 jours.

Si, par exemple, il a été prononcé le 1^{er} septembre, le délai de trois ans imparti pour l'exercice de l'action en révision commencera le 1^{er} octobre (1).

Lorsqu'il a été fait appel du jugement de première instance, la décision passée en force de chose jugée ne peut être que l'arrêt de la Cour confirmant ou infirmant la sentence des premiers juges.

Il faut remarquer, enfin, que le nouvel article 19 ayant, sur le point qui nous occupe, un caractère interprétatif, est rétroactivement applicable aux décisions passées en force de chose jugée avant le jour où la loi du 31 mars 1905 est devenue exécutoire.

§ 2.

130. — Le législateur de 1898 a prévu aussi l'hypothèse où l'indemnité primitive est fixée, non point par les tribunaux, mais par les parties elles-mêmes, à l'amiable.

La demande en révision était, aux termes de l'ancien article 19, ouverte pendant trois ans « à compter de l'accord intervenu entre les parties ».

Lorsque cet accord a été constaté par une ordonnance

l'article 2157 du Code civil autorise le conservateur des hypothèques à rayer les inscriptions en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. Cabouat, *op. cit.*, n. 846 ; Sachet, *op. cit.*, *Supp.*, n. 2086-2087.

(1) V. *contra* : Cabouat, *op. cit.*, t. II, n. 846, p. 282. « Le point de départ du délai de révision est fixé au jour même où le jugement a cessé de pouvoir être attaqué par aucune voie ordinaire ou extraordinaire. » — V. encore Sachet, n. 2086.

du président du tribunal, en conciliation ou même par un simple écrit, il est facile d'en prouver l'existence, d'en connaître la date ; mais la rédaction d'un écrit n'est nullement nécessaire à sa validité, tout au moins quand l'accident paraît ne devoir entraîner qu'une incapacité temporaire.

131. — Il arrive très fréquemment, en pratique, que les chefs d'industrie s'acquittent spontanément, après un accident, de la dette du demi-salaire, avant même qu'on ait éleyé aucune réclamation.

Il se forme ainsi une sorte d'accord tacite qui peut, au même titre qu'une convention écrite, servir de base à une demande en révision (1).

Comment fixer, dans cette dernière hypothèse, le point de départ du délai de trois ans ?

132. — A défaut de disposition spéciale dans la loi de 1898, les solutions les plus diverses étaient admises, avant 1905, dans la jurisprudence.

La Cour de Rouen (2), notamment, dans une espèce où une quittance pour solde des demi-salaires avait été donnée par la victime, s'était attachée à la date de cette quittance.

Sa solution, favorable aux ouvriers, était contraire à l'esprit de la loi. Pour se conformer, en effet, à l'intention du législateur, il faut essayer de déterminer le moment

(1) V. note Sarrut, D. 1904.1.75 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1010 ; Loubat, *op. cit.*, n. 400 ; Dupuich, note précitée et arrêts cités. — *Contrà* : Douai, 10 juillet 1904, S. 1902.2.83, 5^e espèce. — Le paiement du demi-salaire n'implique pas, à lui seul, indépendamment de toute autre circonstance, la reconnaissance, de la part du patron, du droit à une rente viagère. Lille, 7 mars 1901. — Conf. en appel, Douai, 10 juillet 1901, S. 1902.2.62 et 63, 3^e et 5^e espèces.

(2) Rouen, 4 avril 1903, D. 1904.2.97, 18^e espèce.

précis où l'accord tacite est intervenu. Or cet accord est certainement antérieur à la délivrance d'une quittance pour solde des demi-salaires.

La Cour de Douai (1) décidait que l'action en révision pouvait être exercée pendant trois ans à partir du jour où l'indemnité journalière avait été décomptée.

Certains auteurs estimaient que le premier paiement effectué marquant d'ordinaire l'accord des parties devait être choisi, de préférence, pour point de départ du délai (2).

133. — En présence de ces divergences, l'intervention du législateur s'imposait.

La loi du 31 mars 1905 assigne un point de départ spécial à l'action en révision dans l'hypothèse où l'incapacité de l'ouvrier paraissant d'abord ne devoir être que temporaire, une indemnité journalière a été allouée.

§ 3.

134. — Aux termes du nouvel article 19, la demande en révision est encore ouverte « pendant trois ans à compter... de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière s'il n'y a point eu attribution de rente ».

L'indemnité journalière restant exigible, d'après la loi, soit jusqu'au jour de son décès, soit jusqu'au jour de la consolidation de la blessure, il sera désormais relativement facile de déterminer, en pratique, le point de départ du délai de révision.

135. — Il arrivera d'ailleurs, dans la majorité des cas, qu'il coïncidera avec le point de départ du délai de prescription (3).

(1) Douai, 25 mars 1903, D. 1904.2.97, 19^e espèce.

(2) V. sur ce point, Trib. paix Paris, 6 décembre 1899, D. 1900.2.73.

(3) Cabouat, *op. cit.*, n. 847, p. 282.

D'après l'article 18 (mod. par la loi du 22 mars 1902), l'action en indemnité se prescrit, en effet, « par un an à dater de... la cessation du paiement de l'indemnité journalière ».

Le délai de prescription commence à courir le jour de la cessation du paiement et, le délai de révision, le jour de la cessation de l'exigibilité de l'indemnité journalière.

On s'attache, d'un côté, à un fait matériel : le paiement ; de l'autre, à un état de droit, au rapport juridique que l'accident a fait naître entre le patron et l'ouvrier.

Mais l'indemnité journalière cessant d'ordinaire d'être payée au jour où elle cesse d'être exigible, les deux délais auront généralement le même point de départ et courront simultanément pendant l'année initiale : le délai de révision survivra de deux années à l'accomplissement de la prescription.

« L'innovation réalisée par la loi du 31 mars 1905 n'est au fond, écrit M. Cabouat, que le développement logique d'une idée déjà appliquée par la loi de 1902 à prescription elle-même. Dès lors, en effet, que la cessation du paiement de l'indemnité journalière était admise à constituer le point de départ de la prescription, il était nécessaire que la même solution fût étendue au délai de révision. Ainsi la loi de 1902 et celle de 1905 se complètent l'une l'autre ; toutes deux procédant d'une idée commune qui est d'assurer une indemnisation aussi complète que possible aux victimes d'accidents (1). »

136. — On ne saurait se dissimuler, cependant, que la fixation d'un nouveau point de départ au délai triennal aura parfois de fâcheuses conséquences. L'indemnité

(1) Cabouat, *op. cit.*, n. 849, p. 284.

journalière peut en effet être exigible pendant plusieurs années : il arrivera que les tribunaux seront saisis d'une demande en révision longtemps après un accident, à une époque où il sera difficile de déterminer le caractère initial de l'incapacité, les changements survenus dans l'état de la victime, le degré et les causes de l'aggravation de son infirmité.

Le législateur a voulu, en tous cas, déjouer les calculs de certains chefs d'industrie qui auraient tenté de se soustraire aux charges imposées par la loi en versant, pendant un an ou trois ans, à l'ouvrier blessé, une somme pendant supérieure au demi-salaire.

137. — La réforme, ici apportée par le législateur, ne saurait avoir un effet rétroactif(1) : le nouvel article 19 réalise une innovation certaine.

La cessation de l'exigibilité de l'indemnité journalière n'aurait pu, avant 1905, être considérée comme le point de départ du délai de révision.

L'arrêt précité de la Cour de Rouen, rendu dans une espèce où l'accord des parties s'était manifesté par le paiement de l'indemnité journalière, faisait courir, il est vrai, le délai de trois ans du jour de la délivrance de la quittance pour solde des demi-salaires ; mais rien, dans le texte ancien, n'autorisait cette solution qui était généralement critiquée.

La disposition nouvelle de l'article 19 n'est donc applicable qu'aux faits postérieurs à la promulgation de la loi du 31 mars 1905. « Si donc l'indemnité journalière avait déjà cessé d'être due au moment de la mise en vigueur de cette loi, la révision serait irrecevable, à moins

(1) Cabouat, *op. cit.*, n. 848, p. 283.

qu'elle ne s'appuyât sur l'un des faits visés par l'article 19 — accord ou décision judiciaire — antérieurs de moins de trois ans à la demande.

« Mais, par une conséquence logique de cette idée que la loi de 1905 est purement interprétative en ce qui concerne la possibilité de la révision de l'indemnité journalière, nous déciderons que la cessation de l'exigibilité de cette indemnité constitue le point de départ du délai de révision, dès qu'elle s'est accomplie à une date postérieure à la mise en vigueur de cette loi (1). »

SECTION II. — De la suspension du délai de révision.

138. — Des ouvriers âgés de moins de 21 ans, les enfants mineurs des victimes d'accidents du travail pourront, en cas d'aggravation ou de décès, se trouver investis du droit de demander la révision.

Leur inaction pendant le temps fixé par l'article 19 les privera-t-elle de tout recours ?

139. — L'affirmative est généralement admise (2) et l'on invoque en sa faveur, trois arguments principaux.

Il ne s'agit pas ici, dit-on d'abord, d'une prescription ordinaire, mais d'un délai préfixe entraînant une véritable déchéance.

L'article 19 est ainsi conçu : « La demande en révision de l'indemnité est ouverte pendant trois ans.... » Le mot « prescription » n'y est pas employé tandis qu'il est écrit dans la disposition qui précède relative à la « prescrip-

(1) Cabouat, *op. cit.*, n. 848, p. 283.

(2) V. notamment : Cabouat, *op. cit.*, n. 850 et 851, p. 285 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1371 et suiv. ; Dupuich, note précitée, D. 1904. 2. 97.

tion » de l'action initiale. La demande en révision ne se « prescrit » pas par trois ans, mais elle est « ouverte » pendant trois ans. Or, si la prescription est suspendue par la minorité ou l'interdiction, les délais de déchéance courent même contre les incapables et, *a fortiori*, contre les victimes d'accident qui seraient dans l'ignorance de leur état réel (1).

140. — Il est permis de faire observer que la différence de terminologie ne saurait, à elle seule, justifier la distinction que l'on prétend établir.

Pour distinguer la prescription, des déchéances qu'entraîne l'expiration d'un délai préfixe, « il convient de s'arrêter à l'idée suivante : quand la loi, pour des raisons particulières tendant à la nature de l'action et à la nature des faits ou rapports juridiques qui y donnent naissance, ne l'a accordée qu'à la condition de son exercice dans un temps déterminé d'une manière préfixe, l'expiration de ce temps emporte **déchéance** et ne constitue pas une véritable **prescription extinctive** » (2).

Il y a donc une différence de nature entre la prescription et la déchéance : le délai de déchéance apparaît comme la condition d'existence d'une action créée par le législateur.

Or, l'action en révision n'a pas été créée par la loi de 1898, mais seulement réglementée. La jurisprudence admettait, avant 1898, que la victime d'un accident, après avoir obtenu une première fois des dommages-intérêts,

(1) Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 4^e édit., t. VIII, § 778 ; Dupuich, *note précitée*, D. 1904.2.97 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1022 ; Loubat, *op. cit.*, n. 404.

(2) Aubry et Rau, *op. cit.*, § 771, p. 426.

pouvait, dans certains cas, s'en faire allouer de nouveaux. Elle avait alors 30 ans (en général, du moins) pour exercer sa seconde action.

Le législateur a réduit le délai de révision, il en a changé le point de départ, mais rien, ni dans le texte de la loi, ni dans les travaux préparatoires, ne permet de penser qu'il ait voulu en modifier la nature, apporter, aux principes généraux du droit, une grave dérogation en supprimant, en notre matière, toute cause de suspension.

141. — On faisait observer, il est vrai, avant la loi de 1905, que le titre de pension ne devant, aux termes du dernier alinéa, aujourd'hui supprimé (1), de l'article 19 être remis qu'à l'expiration du délai de révision, la victime ou ses ayants-droit ne pourraient l'obtenir, en cas de suspension, qu'après un temps parfois très long.

On objecte encore aujourd'hui, dans le même sens, que le crédi-rentier pourra se voir privé, pendant une période assez longue, si l'on admet que le délai de révision peut être suspendu, du bénéfice de l'article 9. Cette dernière disposition accorde à la victime la faculté de réclamer, après l'expiration du délai de révision, l'attribution en espèces du quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente à laquelle elle a droit.

142. — Ces considérations ne paraissent pas, il faut le reconnaître, avoir préoccupé le législateur de 1905 qui n'a pas craint, en fixant le point de départ du délai de révision « au jour où l'indemnité journalière cessera

(1) L'inutilité de cette disposition était manifeste. Ce dernier paragraphe de l'article 19 n'était resté, dans le texte de la loi du 9 avril 1898, que comme un vestige de l'ancien système d'assurance organisé par des projets antérieurs (Rapp. Chovet du 19 nov. 1903).

d'être due », d'allonger démesurément la période intermédiaire.

La théorie qui repousse, en notre matière, toute cause de suspension présente, en tous cas, des inconvénients bien plus sérieux.

Il faudrait décider, en effet, si elle était admise, que les enfants mineurs d'un ouvrier mort des suites d'un accident du travail après avoir obtenu une rente pour incapacité permanente pourraient se voir déchus de leur action en révision avant même la nomination d'un tuteur.

Le législateur de 1898 qui a voulu améliorer le droit commun au profit des victimes d'accidents et de leurs ayants-droit aurait certainement manqué son but si une semblable solution était consacrée.

En dehors des dérogations expressément apportées aux règles du Code civil, les principes du droit commun sont applicables en notre matière. L'interprète ne saurait, en l'absence d'un texte formel, soustraire le délai de révision aux causes ordinaires de suspension des articles 2252 et suivants du Code civil.

143. — Il faut donc admettre que, non seulement la minorité et l'interdiction, mais aussi l'ignorance où la victime pourrait se trouver des aggravations survenues dans son état, auront pour effet de suspendre le délai de révision (1).

(1) La Cour de cassation décide que « la prescription ne court point toutes les fois que le réancier peut raisonnablement, et aux yeux de la loi, ignorer l'existence du fait qui donne naissance à son droit et à son intérêt, et, par suite, ouverture à son action ». Cass., 17 mai 1857, D. 57.1.290 ; 19 juillet 1869, S. 69.1.407, D. 70.1.75 ; 20 janv. 1880, S. 81.1.01, D. 80.1.65. — *Contrà* : Rennes, 30 déc. 1902, D. 1904.2.97, 13^e espèce.

SECTION III. — De l'interruption du délai de révision.

144. — On décide généralement (1) que le délai de révision peut être interrompu, comme les délais de prescription, ou les délais préfixes qui entraînent déchéance (2).

Les articles 2244 et suivants du Code civil sont donc applicables à notre matière (3). On doit considérer comme susceptibles d'interrompre le délai de révision :

1° La citation en justice, même devant un juge incompetent (art. 2246, C. civ.) ;

2° La citation en conciliation sous les conditions prévues par les articles 2244 du Code civil et 57 du Code de procédure, à laquelle il convient d'assimiler la convocation adressée par le président aux parties à l'effet de se concilier.

3° Enfin, la reconnaissance, par le patron, de sa dette envers l'ouvrier, l'accord des parties, même nul comme contraire à la loi, qui interrompent le délai de prescription (4).

Le troisième paragraphe de l'article 30 modifié par la loi du 31 mars 1905 dispose expressément que « la décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où

(1) Dupuich, note précitée. — *Contra* : Cabouat, *op. cit.*, n. 852, p. 286.

(2) « On peut, en général, appliquer aux déchéances, les règles, relatives à la prescription. Il en est ainsi, notamment, de celles qui concernent... les causes d'interruption » (Aubry et Rau, 4^e édit., t. VIII, § 771, texte, p. 428 et note). — *Contra* : Planiol, *Traité de dr. civil*, 2^e édit., t. II, n. 704, p. 215 ; les délais de déchéance ne sont pas susceptibles d'être allongés... par un acte d'interruption. »

(3) Dupuich, *loc. cit.*

(4) V. Sachet, *op. cit.*, n. 1307 et 1312 et arrêts cités ; Dupuich, *loc. cit.*

elle est devenue définitive, les délais impartis pour la révision ».

SECTION IV

De la renonciation au droit de se prévaloir de l'expiration du délai de révision.

145. — Aux termes de l'article 2220 du Code civil, si l'on ne peut renoncer d'avance à la prescription, il est permis de renoncer à la prescription acquise. D'autre part, l'article 2223 interdit aux juges de suppléer, d'office, le moyen résultant de la prescription.

Ces principes sont-ils applicables à l'action en révision de l'indemnité due aux victimes d'accidents du travail ?

Cette action est-elle encore recevable si le défendeur renonce à la fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai impartie par l'article 19 ?

Si la prescription n'est pas opposée par le défendeur, peut-elle l'être par le juge ?

146. — M. Sachet (1) propose, à ce sujet, une distinction.

Il admet la renonciation à la prescription acquise dans l'hypothèse où l'aggravation de l'infirmité sur laquelle on se fonde s'est produite avant l'expiration du délai triennal ; il la repousse dans l'hypothèse inverse.

Dans le premier cas, dit-il, la déchéance repose sur la simple inobservation d'une formalité de procédure : le droit, pour la victime ou ses représentants, de demander la révision est né en temps utile. Si les demandeurs avaient été plus diligents, ils eussent pu le faire valoir en justice. La fin de non-recevoir qu'on leur oppose ren-

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 1373, p. 134.

tre dans la catégorie de celles qui sont prévues par le Code de procédure civile et auxquelles l'ordre public n'est pas intéressé. Les parties peuvent donc valablement y renoncer, le juge n'a pas le droit de la prononcer d'office.

Il en est autrement lorsque l'aggravation s'est produite après trois ans. Le droit à une indemnité plus importante n'a pu prendre naissance dans le délai prescrit. « La déchéance, ici, est fondée non sur une négligence ou un oubli des parties, mais sur l'absence d'un élément essentiel à la naissance de leur droit. » Les règles édictées par la loi reposant sur l'ordre public, les parties ne peuvent, de leur plein gré, les modifier.

Or, ce serait élargir le droit de la victime que de lui permettre de bénéficier d'une augmentation d'indemnité pour une aggravation survenue après l'expiration du délai de trois ans.

Donc, le défendeur ne pourrait, en pareil cas, renoncer à se prévaloir de la déchéance et le juge doit, au besoin, suppléer au silence des parties.

147. — Sans doute, les dispositions de la loi de 1898 reposent sur l'ordre public, mais il en est de même de celles du Code civil relatives à la prescription. Ne lit-on pas dans l'« exposé des motifs » que cette institution est, « de toutes celles du droit civil, la plus nécessaire au maintien de l'ordre social » ; qu'elle « fait partie du droit public auquel il n'est pas libre à chacun de déroger » ? C'est pourquoi l'on ne peut, aux termes de l'article 2220 du Code civil, renoncer par avance à la prescription. Mais les auteurs du Code n'ont pas pensé, que la renonciation à une prescription acquise, pût porter atteinte à l'ordre social et, bien loin de l'interdire, ils en ont formellement reconnu la validité.

L'intérêt social exige qu'un droit ne puisse être exercé que pendant un temps limité : il ne demande nullement que celui au profit duquel la prescription s'est accomplie soit contraint d'en bénéficier : libre à lui de renoncer au droit acquis si le moyen de défense tiré de la prescription répugne à sa conscience !

De même, il importe que l'on ne puisse déroger, par des conventions particulières, aux règles impératives édictées par le législateur de 1898 en faveur des ouvriers ; mais, quand le délai de révision est expiré, pourquoi les parties ne pourraient-elles renoncer au droit d'invoquer la prescription ?

Il n'y a plus ici que deux intérêts pécuniaires en présence : l'ordre public n'est pas en jeu.

Le chef d'industrie qui conserve la faculté d'accorder à son ouvrier une réparation supérieure au forfait légal pourrait aussi, semble-t-il, en cas d'aggravation survenue même après l'expiration du délai de trois ans, augmenter, de son plein gré, le chiffre de l'indemnité primitivement allouée.

S'il préfère que le taux de la rente soit fixé par justice, n'aura-t-on aucun moyen de s'adresser aux tribunaux et ceux-ci devront-ils débouter nécessairement le demandeur en opposant, d'office, la prescription ?

L'affirmative, conséquence logique de la théorie précédemment exposée, ne saurait être admise.

A défaut de disposition spéciale dans la loi, l'interprète doit appliquer les règles du droit commun.

L'action en révision pourrait donc être valablement exercée, même après l'expiration du délai triennal.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE. — PROCÉDURE. — ASSISTANCE JUDICIAIRE.

148. — Le droit à la révision ayant pris naissance, il faut que le titulaire puisse le faire valoir. Le législateur a cru devoir, pour en faciliter l'exercice, soumettre l'action à des règles particulières de compétence et de procédure.

SECTION I. — Compétence.

149. — Le législateur de 1898 n'avait point spécifié quel devrait être le tribunal compétent pour connaître de l'action en révision.

La doctrine et la jurisprudence s'accordaient, en général, avant la loi de 1905, à admettre que les règles de compétence établies pour l'action en indemnité étaient applicables en notre matière, à l'exclusion du droit commun (art. 59, C. proc.) (1).

Cette solution paraissait logique et conforme à l'intention des auteurs de la loi nouvelle.

Il semblait naturel de soumettre l'action en révision aux mêmes règles que l'action en indemnité dont elle est le complément.

(1) V. note précitée de Dupuich, D. 1904.2.97 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1023 ; Loubat, *op. cit.*, n. 401 ; Nancy, 13 février 1903, D. 1904.2.97, 15^e espèce.

Pourquoi le juge qui a pu valablement statuer une première fois serait-il incompétent pour modifier le taux de la rente qu'il a précédemment allouée ?

Mieux que tout autre, il pourra apprécier l'importance des changements survenus dans l'état de l'ouvrier, il pourra choisir, pour examiner la victime, le médecin qui a été appelé, après l'accident, à se prononcer sur les conséquences de la blessure. Les conclusions de l'expert seront plus sûres ; la décision du magistrat, plus équitable.

La Cour de Besançon (1) a décidé, dans ce sens, le 15 janvier 1904, que « si l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 ne contient aucune disposition spéciale, il se trouve inséré au titre 3 de la dite loi, ce qui semble indiquer que le législateur a entendu appliquer à cette action les règles particulières de compétence dérogatoires au droit commun, qu'il pose pour l'action en paiement ; que la demande en révision se trouve intimement liée à la demande primitive et qu'il est logique que le tribunal qui a connu de cette première action statue sur l'action en révision, étant mieux à même d'apprécier les circonstances qui sont invoquées pour obtenir la modification de sa décision (C. de Nancy, 13 février 1903) » (2).

L'interprétation ainsi donnée au silence de la loi de 1898 était si naturelle, et la jurisprudence qui l'avait consacrée, si solidement établie, qu'une intervention législative n'était peut-être pas indispensable. Aussi, dans les premières propositions soumises au Parlement en vue

(1) Confirmant un jug. du trib. de Belfort, 15 juillet 1903 (adoptant les motifs des premiers juges), *Gaz. Pal.*, 1903.2.492.

(2) *Gaz. Pal.*, 1903.1.679.

de modifier la loi sur la réparation des accidents du travail, n'en fut-il pas question.

150. — Cependant, M. Chovet, rapporteur au Sénat, déclara en 1903 (1) qu'il serait bon de préciser les règles de compétence et de procédure applicables à l'action en révision et le projet de la commission renfermait une disposition ainsi conçue : « Dans tous les cas, le tribunal devant lequel l'action principale a été portée est seul compétent pour connaître de l'action en révision. »

Ce texte subit, dans la suite, une légère modification : aux termes de l'alinéa 2 du nouvel article 19 de la loi du 31 mars 1905, « dans tous les cas, les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22 sont applicables à la révision ».

151. — La jurisprudence antérieure à 1905 se trouvait ainsi confirmée. On décide généralement, en conséquence, que si la rente due à la victime a été fixée par un tribunal autre que celui du lieu où l'accident s'est produit, le juge qui a pu valablement statuer sur l'action primitive sera compétent pour connaître de l'action en révision (2). Cette solution se justifie par le lien étroit qui unit les deux instances.

Pour le même motif, s'il s'agit d'une nouvelle incapacité temporaire, le juge de paix pourra être saisi de la demande en révision (3).

(1) Rapp. du 19 novembre 1903, *Doc. parl.*, Sénat, n. 290, p. 542.

(2) La compétence *ratione loci* n'étant pas d'ordre public, il peut arriver que la rente due à une victime ou à ses ayants droit soit fixée par un tribunal autre que celui où l'accident s'est produit (Sachet, *op. cit. Supp.*, n. 2089, p. 78). — Ce tribunal sera compétent pour l'action en révision.

(3) Cass., 25 octobre 1904, *La Loi*, 15 janv. 1905, *Gaz. Pal.*, 11 nov. 1904, *Pand fr. rép.*, v° Travail, n. 3426 et 4006 ; Nancy, 13 fév. 1903,

152. — Enfin, en cas d'urgence, le juge des référés est compétent pour modifier le chiffre de l'indemnité allouée à la victime d'un accident du travail (1) ; il pourra commettre un expert pour examiner le blessé ou ordonner toutes autres mesures immédiates. Ses décisions ne sont susceptibles d'aucune voie de recours : elles échappent à la fois à l'opposition déclarée irrecevable par l'article 809 du Code de procédure, et à l'appel exclu par les termes formels du paragraphe 4 de l'article 16 applicable à la révision.

SECTION II. — Procédure.

153. — Muette sur la compétence, la loi du 9 avril 1898 n'indiquait pas davantage la procédure à suivre en matière de révision.

Tandis que les auteurs et la jurisprudence s'entendaient pour appliquer à l'action en révision, les règles de compétence établies pour la demande initiale, le silence de la loi sur le second point était diversement interprété.

154. — Le tribunal civil de Boulogne-sur-Mer (2) notamment, a débouté les ayants-droit d'un ouvrier victime d'un accident du travail qui, pour introduire leur action, n'avaient pas suivi les formes de procédure organisées par la loi de 1898.

« Attendu que cette procédure, prescrite par l'article 2 de la loi, en vue de permettre le règlement rapide et sûr

Gaz. Pal., 1903.1.679, D. 1904.2.111 ; Besançon, 15 janv. 1904, *Gaz. Trib.*, 14 avril 1904, *La Loi*, 14 juin 1904 ; Loubat, *op. cit.*, 401.

(1) Cabouat, *Lois nouv.*, 1906, p. 174 ; Sachet, *op. cit.*, *Supp.*, n° 1376 bis.

(2) 25 avril 1902, D. 1904.2.97, 24^e espèce.

et à peu de frais des difficultés entre patrons et ouvriers est édictée en termes impératifs et généraux ; qu'elle s'impose aussi bien aux ouvriers et aux employés expressément visés qu'à leurs ayants droit et à ces derniers, lorsqu'ils se trouvent dans le cas, quel qu'il soit, d'en user ;

« Attendu que le silence gardé par le législateur sur la procédure à suivre au cas de révision ne saurait être interprété en ce sens, qu'il s'en est référé, pour ce cas, aux règles du droit commun ; — que la généralité des termes de l'article 2 de la loi et l'intention du législateur attestée par la généralité des motifs qui ont dû le déterminer ne permettent pas de distinguer là où il n'a pas distingué lui-même ; qu'aussi bien, et lorsque le législateur s'en est référé aux règles du droit commun, il a pris soin de s'en expliquer ainsi qu'il se rencontre en l'article 7 et en cet article seulement.... »

155. — Les partisans de cette solution, assurément la plus rationnelle, se heurtaient, dans la pratique, à un sérieux obstacle : la procédure spéciale instituée par la loi pour la demande initiale, ne pouvait, en fait, être mise en mouvement dans les hypothèses prévues par l'article 19.

Aux termes des articles 11 et suivants, tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les 48 heures, au maire de la commune : le procès-verbal que dresse ce magistrat est envoyé au juge de paix qui procède à une enquête et transmet, s'il y a lieu, le dossier de l'affaire au président du tribunal.

Comment les juges seront-ils saisis si la victime cède, si son incapacité augmente ou diminue après l'allocation d'une première indemnité ?

Dans l'espèce soumise au tribunal de Boulogne, les parties auraient dû, aux termes du jugement déclarer que l'ouvrier « étant mort des suites d'un accident du travail et moins de trois ans s'étant écoulés depuis l'accord survenu en conciliation, elles demandaient la révision. » Elles auraient ainsi provoqué l'enquête que doit faire le juge de paix (1).

Mais la déclaration préliminaire, obligatoire pour l'action en indemnité, n'est ni exigée, ni même prévue dans notre hypothèse et, c'est ajouter à la loi, que de débouter les parties qui n'ont point rempli cette formalité.

La Cour de cassation a, du reste, jugé que la victime ou ses représentants n'ont qualité ni pour requérir l'enquête du juge de paix ni pour appeler en conciliation le chef d'entreprise devant le président du tribunal (2).

155 *bis*. — Aussi, admettait-on, généralement, avant 1905, que les règles du droit commun étaient applicables en notre matière (3).

Or, les demandes introductives d'instance subissent d'ordinaire, avant d'être portées devant les tribunaux, un préliminaire de conciliation ; si elles sont exercées contre un département ou une commune, elles doivent être précédées du dépôt d'un mémoire remis, deux mois avant l'ouverture des débats, entre les mains de l'autorité administrative.

Il importe de rechercher dans quelle mesure ces deux formalités préalables s'imposaient sous le régime de la loi de 1898 pour l'exercice de l'action en révision.

(1) V. dans le même sens, Trib. civ. Lille, 28 décembre 1899, D. 1900.2.87.

(2) Cass. civ., 11 novembre 1903, D. 1904.1.161, 1^{re} espèce.

(3) V. Sachet, *op. cit.*, n. 1086 et 1375, et Loubat, *op. cit.*, n. 402 ; Douai, 9 mars 1903, D. 1904.2.97, 16^e espèce.

§ 1. — Du préliminaire de conciliation.

156. — Par application du droit commun, plusieurs tribunaux décidaient que l'exercice de l'action en révision devait être précédé d'une tentative de conciliation (1).

Le juge de paix se trouvait ainsi investi, dans l'instance en révision, de pouvoirs plus étendus que pour le règlement de l'indemnité initiale.

Après l'accident, en effet, si la blessure lui paraissait susceptible d'entraîner une incapacité permanente, il devait se dessaisir de l'affaire et transmettre le dossier de l'enquête au président du tribunal civil de l'arrondissement qui, seul, a qualité, aux termes de l'article 16 de la loi de 1898, pour chercher à concilier les parties et, s'il y réussit, leur donner acte de leur accord.

C'est devant le juge de paix, au contraire, que les parties auraient été convoquées, en cas de décès de la victime ou d'aggravation de son incapacité permanente, afin de s'entendre sur le chiffre de la pension due aux ayants-droit ou sur l'augmentation de la rente servie à l'ouvrier. Ce magistrat aurait pu être appelé à dresser acte de leur engagement.

(1) Trib. civ. Toulouse, 3 janvier 1901, D. 1904.2.97, 22^e espèce ; Lyon, 21 mai 1901, D. 1904.2.103, 1^{re} espèce ; Trib. civ. Seine, 17 novembre 1902, D. 1904.2.97, 23^e espèce ; Trib. civ. Charolles, 9 avril 1903, D. 04.2.97, 21^e espèce, conf. en appel par Dijon, 7 juillet 1903. — Le tribunal de Charolles reconnaît qu'« il paraîtrait logique que la procédure spéciale convenue dans l'article 16 de ladite loi pour les conséquences immédiates de l'accident fût appliquée, par identité de motifs, aux aggravations survenues dans l'état de la victime après l'accord des parties ou la décision judiciaire qui a alloué ou refusé la rente » ; mais il ajoute : « Qu'il est difficile toutefois d'affirmer que cette application de l'article 16, à la demande en révision prévue par l'article 19, est conforme à l'intention du législateur ».

On allait ainsi à l'encontre de l'esprit de la loi, de l'intention du législateur qui a voulu séparer nettement le domaine du juge de paix de celui du tribunal civil et ne laisser au premier, que les contestations relatives aux indemnités temporaires, aux frais funéraires et aux frais de maladie (1).

157. — Aussi certains tribunaux ont-ils pensé que le demandeur en révision pouvait assigner directement son adversaire devant le tribunal civil (2).

Une telle solution est d'ailleurs conciliable avec les prescriptions du droit commun.

L'article 49 du Code de procédure civile apporte, en effet, plusieurs exceptions au principe posé dans l'article 48 et dispense notamment, du préliminaire de conciliation, les demandes qui requièrent célérité et les demandes en paiement d'arrérages ou de pensions. Sont encore exemptées de la formalité, les affaires sur lesquelles on ne peut ni compromettre ni transiger.

Or, les dispositions de la loi de 1898 étant, toutes, d'ordre public, les droits conférés aux victimes d'accidents du travail ne peuvent faire l'objet d'une transaction.

D'autre part, la jurisprudence dispense du préliminaire de conciliation, par application du 5^e alinéa de l'article 49, non seulement les actions qui tendent au paiement des arrérages d'une rente déjà reconnue exigible, mais encore celles qui concernent l'exigibilité même de la rente (3). Or, « l'indemnité faisant l'objet d'une demande en révision, est essentiellement destinée à assurer, à l'ouvrier, les aliments que, par suite de l'aggravation

(1) V. note de Wahl sous Douai, 18 juin 1900, S. 1901.2.17.

(2) V. Trib. civ. Narbonne, 11 mars 1903, D. 1904.2.97, 27^e espèce.

(3) Douai, 9 mai 1853, D. 56.2.54.

survenue dans son état, il ne peut plus se procurer par son travail : elle tend donc à obtenir le paiement d'une pension ayant un caractère purement alimentaire, elle est dispensée, à ce titre, du préliminaire de conciliation (1).»

Enfin, les tribunaux apprécient souverainement l'urgence des différends qui leur sont soumis ; mais il paraît conforme à l'esprit de la loi de 1898, de considérer comme urgentes, toutes les affaires d'accidents du travail (2).

« Les travaux préparatoires, aussi bien que les dispositions spéciales de cette loi, limitant et abrégeant, dans la mesure du possible, les délais ordinaires de procédure afin d'assurer, tant en première instance qu'en appel une prompt solution pour permettre à l'ouvrier victime d'un accident du travail de toucher à bref délai l'indemnité à laquelle il a droit, révèlent, de la façon la plus évidente, que, dans l'esprit du législateur, les actions découlant de cette loi rentrent, au premier chef, dans celles qui requièrent célérité et doivent être, à ce titre, dispensées du préliminaire de conciliation conformément aux règles du droit commun. Il est de toute évidence, en effet, qu'il est nécessaire que l'ouvrier qui n'a, le plus habituellement, d'autres ressources que le produit de son travail journalier et qui se trouve brusquement mis dans l'impossibilité de continuer, dans des conditions nouvelles, l'exercice de sa profession ou même obligé de cesser tout travail par suite de l'aggravation qui vient, à l'improviste, à se produire dans la suite, obtienne promptement la liquidation de l'indemnité qui lui est due et qui lui est nécessaire pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille. Il y a même urgence, dans l'intérêt

(1) Rouen, 4 avril 1903, D. 1904.2.97, 18^e espèce.

(2) Dupuich, note précitée D. 1904.2.97.

de l'ouvrier, à ce qu'en cas d'atténuation, il soit statué à bref délai sur la demande en révision pour qu'il ne soit pas exposé, en cas de réduction, à rapporter ce qu'il aurait pu recevoir en trop pendant la trop longue durée d'une trop longue instance. »

158. — Il appartenait au législateur de mettre un terme à l'incertitude de la jurisprudence. La loi du 31 mars 1905, déclare applicables à la révision, « les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22 » (art. 19-2).

§ 2. — Instances contre les départements et
les communes (1).

159. — Lorsqu'un particulier veut exercer des poursuites contre une personne administrative, il doit, au préalable, remettre un mémoire explicatif de la demande et des moyens qu'il invoque, au préfet du département dans lequel l'affaire sera jugée.

L'action ne peut être portée devant le tribunal que deux mois après la délivrance d'un récépissé. Cette formalité qui remplace le préliminaire de conciliation a été prescrite par l'article 55 de la loi du 10 août 1871 pour les instances dirigées contre les départements et par l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 pour celles qui sont dirigées contre les communes.

160. — Elle devait, à défaut de disposition spéciale dans la loi de 1898, précéder, sous peine de nullité, toute demande initiale en indemnité et toute action en révi-

(1) Une jurisprudence aujourd'hui constante et la doctrine admettent que l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics sont assujettis à la loi de 1898. — V. note sous Paris, 20 mai 1904, S. 1907.2.169.

sion (1). Elle était obligatoire, notamment, dans l'hypothèse où un ouvrier, blessé au service d'un département, ou d'une commune, voulait, à la suite d'une aggravation de son infirmité, réclamer l'élévation du taux de la rente précédemment allouée.

161. — Le législateur de 1902 a décidé, en vue de simplifier la procédure, que l'« article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1884, ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes en exécution de la présente loi (2) ».

Cette disposition, par sa généralité même, est applicable à notre matière (3) ; il n'y a plus à distinguer, dès lors, pour l'exercice de l'action en révision, entre les personnes administratives employant des ouvriers et les chefs d'industrie.

§ 3. — Réglementation de la procédure de l'action en révision par la loi du 31 mars 1905.

162.— Le 9 juin 1903, M. Fernand David déposait, sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de loi concernant la « procédure à suivre en matière de révision des indemnités accordées en exécution de la loi du 9 avril 1898 » et M. Chovet, au Sénat, insistait, au nom de la commission sur la nécessité d'édicter des règles particulières pour l'exercice de l'action en révision. Il s'exprimait, en ces termes, dans son rapport du 19 novembre 1903 :

« Considérer l'action en révision comme étroitement liée à l'action principale dont elle n'est, après tout, que la suite presque inévitable, en conséquence, la dispenser

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 1224.

(2) Article 18-2, mod. par la loi du 22 mars 1902.

(3) Sachet, *op. cit.*, n. 1376 *ter*.

de subir toutes les phases de procédure par lesquelles a, depuis longtemps avant elle, passé l'action principale dont elle dépend, appeler en conciliation par devant le président du tribunal qui statuera comme en matière sommaire, telles peuvent être, selon nous, les considérations maitresses dont nous devons nous inspirer. En instituant une procédure aussi simplifiée et dont le moindre mérite serait d'être logique, prompte et peu coûteuse, on éviterait toutes les formalités minuscules et les lenteurs inhérentes à toute action judiciaire (1). »

Le texte de la commission du Sénat subit, à la Chambre des députés, une légère modification et l'article 19 de la loi du 31 mars 1905 renferme la disposition suivante : « Dans tous les cas, sont applicables à la révision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22. »

163. — Les règles de l'article 16 sont donc aujourd'hui communes aux instances initiales en indemnité et aux instances en révision.

Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe (2).

« S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

« En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente et qui

(1) Rapp. Chovet, 19 novembre 1903, *J. off.*, *Doc. parl.*, Sénat, n. 290, p. 542.

(2) Sachet, *op. cit.*, n. 2091.

statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'article 16 (1). »

164. — Le demandeur doit donc faire, tout d'abord, une déclaration au greffe du tribunal qui a été saisi une première fois ou qui l'aurait été si un accord n'était pas intervenu.

Le greffier transmet le dossier au président du tribunal qui convoquera les parties dans les cinq jours (2), pour une tentative de conciliation, sans qu'il y ait lieu à enquête préalable par le juge de paix.

Le magistrat pourra, au besoin, commettre un expert pour examiner le blessé, rechercher les causes réelles de l'aggravation ou du décès.

165. — Deux hypothèses pourront alors se présenter.

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 2096.

(2) Dans les cinq jours de la transmission du dossier, d'après M. Sachet (*op. cit.*, n° 2094). Il importe cependant de remarquer que la loi présente ici une lacune.

D'après l'article 16-1, en effet, le président du tribunal convoque les parties :

A. Dans les cinq jours à compter de : 1° la transmission du dossier si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ;

2° La production, par la partie la plus diligente, de l'acte de décès — ou d'un accord écrit des parties reconnaissant l'incapacité permanente ;

3° La réception de la décision du juge de paix visée au 3° alinéa de l'article précédent (par laquelle le juge se déclare incompétent si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente).

B. Dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévue à l'article 18 lorsque la date de cette expiration lui est connue.

Quand l'action en révision sera fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité, quel sera, à défaut d'accord entre les parties, le point de départ du délai de 5 jours ? La loi ne l'indique pas. Il semble rationnel d'adopter la solution qui s'imposait avant la loi de 1905.

1^{re} Hypothèse : les parties se concilient.

Le président, après s'être assuré que leur accord est conforme aux dispositions de la loi, le constatera par une ordonnance en ayant soin d'indiquer, sous peine de nullité, la nature et l'importance de l'aggravation ou de l'atténuation.

C'est en vue d'empêcher les parties de déroger aux prescriptions impératives de la loi sous prétexte d'accord entre elles, que le législateur a d'abord rappelé la condition essentielle de validité de l'accord et a ensuite imposé au président l'obligation formelle de spécifier, dans son ordonnance, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

L'arrangement que les parties ont conclu peut, d'ailleurs, avoir pour objet l'allocation d'une pension aux ayants droit de la victime décédée, l'augmentation ou la diminution de la rente et même sa suppression. Dans ce dernier cas, le président constatera la libération complète du débiteur et en déterminera la date.

2^e Hypothèse : Si ses efforts ont été vains, le juge constate, dans son ordonnance, le désaccord des parties et les renvoie devant le tribunal.

166. — Peut-il, dans son ordonnance de renvoi, allouer une provision au demandeur (1) ?

Le 4^e alinéa de l'article 16, applicable en notre matière, lui en reconnaît formellement le droit lorsque l'action est exercée par les ayants cause de la victime.

L'affirmative est moins certaine en cas d'aggravation de l'incapacité de travail : l'ouvrier blessé jouit déjà, d'ordinaire, d'une pension qui lui permettra d'attendre l'issue du procès et il n'a plus, en tous cas, aucun droit

(1) V. sur ce point : Sachet, *op. cit.*, n^{os} 2096 et 2097.

à une indemnité journalière qui, par hypothèse, a cessé d'être due. Or, aux termes de la disposition précitée, le président peut seulement « substituer à l'indemnité journalière, une provision inférieure au demi-salaire. »

La substitution prévue par la loi n'étant pas possible, en fait, aucune provision, à s'en tenir au texte même, ne pourrait être allouée.

167. — Cette interprétation littérale serait particulièrement rigoureuse pour les victimes d'accidents du travail dont la rente, par suite de l'aggravation survenue dans leur état, est devenue insuffisante et pour celles qui, d'abord réputées atteintes d'une incapacité temporaire, n'ont obtenu pendant un temps limité, qu'une indemnité journalière et sont dénuées de toute ressource.

Aussi décide-t-on, généralement, qu'« en toute circonstance, l'allocation d'une provision est justifiée dès que se manifeste la nécessité d'assurer, au demandeur, des ressources provisoires en cours d'instance » (1).

L'action en révision étant ainsi introduite, l'instance se déroule normalement devant le tribunal.

SECTION III. — Des qualités requises pour figurer dans l'instance en révision.

168. — L'action en révision étant portée devant les tribunaux, il importe de savoir par qui et contre qui elle peut être exercée : quelles personnes pourront jouer, dans l'instance, les rôles de défendeur et de demandeur.

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 2099 ; Dupuich, note précitée, D. 1904.2.97. — V. Douai, 21 janvier 1904, D. 1902.2.332, décide qu'il n'appartient pas au juge des référés d'allouer à l'ouvrier victime d'un accident du travail l'indemnité temporaire réclamée sous forme de pension alimentaire.

§ 1. — Du défendeur à l'action en révision.

169. — Les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail ont été mis, par la loi de 1898, à la charge du patron. C'est donc contre le patron qui, légalement, est débiteur de l'indemnité, et c'est contre lui seul, que l'action en révision, comme l'action initiale, doivent, en principe, être exercées.

170. — Si le chef d'industrie est assuré, des poursuites pourront-elles encore être intentées contre lui ? Le demandeur en révision ne devra-t-il pas nécessairement s'adresser, tout d'abord, à la Compagnie d'assurances ?

171. — Avant la loi de 1905, la victime ou ses ayants droit avaient, dans tous les cas, action contre le patron. Rien n'empêchait d'exercer contre lui les voies d'exécution du droit commun et de lui réclamer, directement, un supplément d'indemnité ou la pension prévue par la loi.

Il semble, au contraire, qu'on n'aurait pu agir en révision contre l'assureur s'il n'avait figuré lui-même au premier procès. Sans doute, l'intérêt du blessé à l'assigner directement est incontestable ; mais le jugement rendu sur l'indemnité primitive, base de l'action nouvelle, ne lui était opposable, d'après une jurisprudence constante (1), que dans les limites fixées par l'article 1351 du Code civil.

172. — Aux termes du 7^e alinéa du nouvel article 16, « s'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée, spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise ».

(1) Cass. req., 11 avril 1902, *Gaz. Trib.*, 1902.1.128 ; Amiens, 3 août 1905, *Gaz. Trib.*, 1906.1.183 ; Trib. Seine, 13 mars 1905, *Rec. sp.*, V, 444, et Paris, 12 janvier 1906, *Rec. sp.*, VI, 372. — *Contra* : Trib. Seine, 20 mars 1905, *Rec. sp.*, V, 445.

Cette substitution (1) aura pour effet de supprimer tout recours de la victime contre le patron : elle ne décharge pas, assurément, les chefs d'entreprise assurés, en cas de résistance ou d'insolvabilité de leurs assureurs, de toute responsabilité pécuniaire, mais elle met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier pouvait diriger contre le patron resté son débiteur direct.

173. — D'après certains tribunaux (2), cette substitution ne pourrait cependant être opérée, comme par le passé, qu'à la condition que l'assureur ait été partie au premier procès.

Le premier alinéa de l'article 16 impose, dit-on, au président saisi de la demande initiale, l'obligation de convoquer l'assureur en conciliation. Celui-ci, averti de l'instance, aura le plus grand intérêt à contredire lui-même aux prétentions de l'ouvrier puisque, par suite de la convention antérieurement passée avec le patron, c'est lui qui devra supporter, en définitive, les conséquences de l'accident, verser la rente allouée par le tribunal.

Il arrivera donc, le plus souvent, que l'assureur figurera lui-même au procès.

C'est en se plaçant dans cette hypothèse que le législateur de 1905 a inscrit, à la fin de l'article 16, la disposition précitée. Mais l'assureur ne saurait, après comme avant la loi de 1905, être obligé par un jugement rendu dans une instance où il n'est pas intervenu.

(1) V. sur la mise en cause de l'assureur, note de Wahl sous Paris, 17 février 1906. *Pand. fr. pér.*, 1908.2.25.

(2) Foix, 13 mai 1905, *Rec. sp.*, VI-260 ; Lille, 2 novembre 1905, *Rec. sp.*, VI, 273 ; Beauvais, 9 mars 1906, *Gaz. Trib.*, 1^{er} mai 1906 ; Trib. Seine, 23 novembre 1905 et Paris, 17 février 1906, *Gaz. Trib.*, 15 mars 1906.

174. — Cette théorie ne saurait être admise (1). Refuser à la victime toute action contre l'assureur qui n'a pas figuré au premier procès, n'est-ce pas méconnaître l'esprit de la loi et la réalité des choses ?

Une convocation en conciliation ne suffit pas, il est vrai, dans la procédure ordinaire, pour lier l'instance ; mais la loi de 1898 n'a-t-elle pas dérogé ici aux règles du droit commun ? La jurisprudence attribue, à la convocation en conciliation, les effets de l'exploit introductif d'instance (2).

L'assureur, averti à la fois, et du procès qui va s'engager, et de la qualité qu'on lui prête, est mis en mesure de contredire aux prétentions du demandeur. Il est naturel de considérer son abstention comme un acquiescement tacite aux décisions qui seront rendues.

Enfin, comme on l'a justement remarqué, l'assureur figure virtuellement au procès ; « en fait, il tient, sous le nom du patron, tous les fils de la défense. C'est avec raison que le législateur l'a enlevé de derrière les coulisses pour le mettre sur la scène ».

Qu'il ait ou non participé à l'instance, il sera substitué de plein droit au chef d'entreprise, soit par l'ordonnance du président, soit par le jugement du tribunal (3)

(1) V. notamment : Toulouse, 4 novembre 1905, *Rec. des acc. du travail*, 1905-1906, t. VI, p. 260 ; Trib. Lille, 23 novembre 1905, *Rec. des acc. du travail*, 1905-1906, t. VI, p. 265 ; *Le Droit*, 5 janvier 1906 ; Trib. Cambrai, 28 décembre 1905, *Gaz. Trib.*, 18 février 1906 ; Douai, 24 janvier 1906, *Jurisp. Douai*, 1906, p. 9, *Le Droit*, 15 février 1906 ; Trib. Caen, 3 avril 1906, *Pand. fr.*, 1906.2.182.

(2) V. Sachet, *op. cit.*, n. 2032 ; Cass. civ., 18 mars 1903, S. 1904.1.457 et la note de Wahl ; 30 mars 1903, *Gaz. Pal.*, 1904.1.140 ; 16 avril 1904 et 25 juin 1904, *Gaz. Pal.*, 1904.1.662 et 2.159.

(3) Dans ce sens : Cambrai, 3 mars 1906, *Gaz. Trib.*, 30 avril et 1^{er} mai 1906 ; Lille, 23 novembre 1905, *Rec. sp.*, 275 ; Douai, 24 jan-

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'a été interprété le 7^e alinéa de l'article 16 par le ministre du commerce dans sa circulaire du 3 mai 1905 : « Désormais, la procédure suivie au nom du chef d'entreprise qui peut seul être juridiquement en cause jusqu'à l'obtention de l'accord ou du jugement prévus à l'article 16 ne devient, dès cet accord ou ce jugement, applicable, dans ses effets, qu'à l'assureur qui lui est ainsi immédiatement et définitivement substitué par l'ordonnance ou le jugement (1). »

Il faut donc admettre que l'action en révision pourra, dans tous les cas, être exercée contre l'assureur (2).

175. — Si le patron non assuré a disparu, ou refuse de payer, s'il est insolvable, l'ouvrier ou ses ayants droit ont un recours contre la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en vue du paiement des rentes et des pensions. Les justifications à fournir par les bénéficiaires ont été déterminées par le premier décret réglementaire du 28 février 1899.

Les formalités prescrites une fois accomplies, la Caisse nationale se trouve substituée au patron ; elle peut donc être valablement assignée en révision.

176. — C'est enfin contre l'ouvrier lui-même que sera exercée l'action en cas de guérison totale ou partielle,

vier 1906, *Le Droit*, 15 février 1906 ; Cambrai, 28 décembre 1906, *Gaz. Trib.*, 18 février 1906 ; Toulouse, 4 novembre 1905, *Rec. sp.*, VI, 260.

(1) V. Wahl, note précitée.

(2) Les syndicats de garantie ne sauraient être, à ce point de vue, assimilés aux Compagnies d'assurances. Si le chef d'entreprise est affilié à un syndicat de garantie, une distinction doit être faite :

Si le patron a continué à payer la pension à l'ouvrier, il peut seul être assigné.

Si le syndicat s'est substitué au patron, le blessé pourra assigner le syndicat. Sachet, *op. cit.*, n. 1363.

de cessation ou de diminution de l'incapacité de travail.

§ 2. — Qui peut exercer l'action en révision.

177. — A. En cas d'atténuation de l'infirmité de la victime, l'exercice de l'action en révision appartient en premier lieu au patron.

178. — Puis l'assureur, substitué au chef d'industrie, conformément au septième alinéa du nouvel article 16, pourra, sans l'intervention de l'assuré, user des moyens légaux pour faire réduire le chiffre de la rente allouée à la victime (1). Les sociétés d'assurances ne manquent pas d'ailleurs de spécifier, dans la police, qu'elles seront, de plein droit, substituées aux assurés pour l'exercice de l'action en révision.

179. — Enfin, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse jouit, vis-à-vis de l'ouvrier, des mêmes droits que le patron dont elle remplit les obligations. Elle serait donc recevable à demander, le cas échéant, la révision de l'indemnité.

180. — B. En cas d'aggravation de son infirmité, la victime serait seule fondée à réclamer une augmentation corrélative du chiffre de la rente précédemment allouée.

181. — C. Son décès fera naître des droits nouveaux au profit du conjoint et des parents désignés dans l'article 3 de la loi (2), savoir :

1° Du conjoint survivant non divorcé, ni séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident ;

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 1364.

(2) V. sur ce point, note de Wahl sous Cass. req., 13 janvier 1904, S. 1907.1.177.

. 2° Des enfants légitimes conçus — ou naturels, reconnus — avant l'accident ;

3° A défaut de conjoint ou d'enfants ayant droit à une pension, des ascendants ou des descendants (petits-enfants ou arrière-petits-enfants) à la charge de la victime au moment de l'accident.

D'une manière générale, peuvent seuls exercer l'action en révision en cas de décès de la victime, les ayants-droit qui, vivants ou conçus au jour de l'accident, avaient, dès cette époque, le titre — mariage ou reconnaissance — requis pour l'attribution d'une indemnité.

SECTION IV. — Assistance judiciaire.

182. — Indépendamment de la dispense générale des droits de timbre et d'enregistrement inscrite dans l'article 29 et dont les chefs d'entreprise sont appelés à profiter aussi bien que les ouvriers victimes d'accidents, la loi de 1898 a accordé à ces derniers une faveur particulière.

Aux termes de l'article 22, la victime de l'accident ou ses ayants cause jouissent, de plein droit, quelle que soit leur nationalité ou leur situation de fortune, de l'assistance judiciaire devant le tribunal.

Cette disposition est-elle applicable à l'action en révision ?

183. — La question, à vrai dire, est d'ordre exclusivement fiscal, et l'on décide généralement que l'admission irrégulière du demandeur au bénéfice de l'assistance judiciaire ne saurait entraîner la nullité de la procédure.

Le tribunal de Toulouse (1) a décidé fort justement,

(1) D. 1904.2.97, 23^e espèce. — V. encore Trib. civ. Le Havre,

le 1^{er} mars 1901, qu' « il est impossible de trouver dans cette irrégularité, une fin de non-recevoir contre la demande en l'absence de toute disposition légale prononçant cette sanction ; qu'en effet les fins de non-recevoir sont de droit étroit comme les nullités et ne peuvent être suppléées d'office par le juge dans le silence de la loi ».

184. — Quoi qu'il en soit, certains auteurs (1) soutenaient, avant la loi de 1905, que le bénéfice de l'assistance judiciaire ne pouvait être accordé de plein droit que pour la demande initiale en indemnité.

Ils faisaient observer que l'action en révision n'est pas mentionnée dans l'article 22 modifié par la loi du 22 mars 1902.

L'ouvrier ou ses ayants droit pourront être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire, mais il n'y a, disait-on, aucune raison pour les dispenser des formalités prescrites par la loi organique du 22 janvier 1851, l'action en révision n'ayant pas le même caractère d'urgence que l'instance engagée pour la fixation de l'indemnité primitive.

On ne pouvait enfin pratiquement obtenir en notre matière, le visa du procureur de la République exigé par l'article 22. Pour la demande initiale, le président du tribunal adresse, en effet, au procureur, dans les trois jours

8 janvier 1903, *eod. loc.*, 26^e espèce ; Limoges, 2 juin 1903, *eod. loc.*, 20^e espèce. — Comp. Trib. civ. Bellac, 30 août 1860, D. 61.3.8 ; Trib. civ. Seine, 28 décembre 1885, D. 91.1.73 ; H. Simon, *L'assist. jud.*, p. 182 ; note précitée de Dupuich.

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 1376 ; Dupuich, note précitée, D. 1904.2.97. — *Contrà* : Loubat, *op. cit.*, n. 411 ; Circ. du garde des sceaux des 10 juin 1899 et 22 août 1901 pour l'exécution de la loi de 1898 (Recueil publié par le min. du comm.) ; Trib. Le Havre, 8 janvier 1903, précité.

de la comparution des parties prévue par l'article 16 un extrait de son procès-verbal de non-conciliation auquel il joint les pièces de l'affaire.

La demande en révision n'étant pas, sous le régime de la loi de 1898, assujettie aux mêmes formes de procédure, ne pouvait être soumise, par le président du tribunal, au visa du procureur de la République.

185. — Cependant, la jurisprudence décidait généralement qu'il n'y avait pas lieu de distinguer ici entre les deux actions. Le tribunal civil du Havre, notamment, dans un jugement du 8 janvier 1903, a observé que « le texte de l'article 22 est aussi général que possible ; que les dispositions qu'il édicte s'appliquent à toutes les actions attribuées par la loi de 1898 aux ouvriers et portées devant les tribunaux de première instance ; que le bénéfice de l'assistance judiciaire est donc acquis de plein droit aux demandes de révision d'indemnités ».

Le garde des sceaux, dans sa circulaire du 10 juin 1899, et l'administration de l'Enregistrement dans son instruction du 24 juin 1899 (*I. G.* n° 2988, p. 7), ont admis la même solution.

186. — La question a été définitivement tranchée par la loi du 31 mars 1905 : le 2^e alinéa de l'article 19 dispose expressément que l'article 22 est applicable à l'action en révision.

Le greffier, aussitôt qu'il aura reçu la déclaration du demandeur, en préparera une copie qu'il transmettra, le jour même, avec les pièces que les parties auront déposées entre ses mains, au procureur de la République pour la formalité du visa.

L'assistance s'applique aussi bien à l'instance elle-même devant le juge de paix ou devant le tribunal civil

qu'à la tentative de conciliation et à l'enquête préalables (1).

(1) Les frais d'envoi de lettre recommandée à la victime qui refuse de se prêter à la visite trimestrielle pendant le délai de révision ne doivent pas bénéficier de la disposition de l'article 22. La lettre recommandée est envoyée, en effet, à la requête du chef d'entreprise et dans son intérêt (*J. G. de l'Enreg.* n° 3169 ; Maguéro, *Traité alph. de l'Enreg.*, V° *Ass. judic.*, *Supp*, 2° édit., n° 101 *ter*).

TITRE II

EFFETS DE LA RÉVISION

187. — L'action en révision a pour objet d'assurer, pendant un temps assez long, après un accident du travail, l'exacte application des prescriptions de la loi nouvelle concernant la nature et l'étendue de la réparation forfaitaire, de maintenir une corrélation constante entre l'incapacité de travail et le chiffre de la rente due à la victime, de permettre enfin à ses ayants cause d'obtenir, le cas échéant, l'une des pensions prévues par l'article 3.

Les effets du jugement varieront donc suivant les événements qui l'auront motivé. Ils pourront d'ailleurs être suspendus ou modifiés, soit par les voies de recours, soit par l'exercice d'une nouvelle action en révision.

CHAPITRE PREMIER

DES EFFETS DU JUGEMENT RENDU SUR L'ACTION EN RÉVISION.

188. — Les juges, saisis d'un litige, doivent, à la fois, trancher le différend qui divise les parties et désigner celle qui supportera les dépens. On étudiera, à ces deux points de vue, les effets du jugement rendu sur l'action en révision.

SECTION I. — *Solution du litige.*

189. — L'action en révision peut être fondée, soit sur une atténuation ou sur une aggravation de l'infirmité de la victime, soit sur son décès. Il convient de distinguer ces différentes hypothèses.

§ 1. — *Atténuation de l'infirmité.*

190. — On constatera parfois que l'incapacité qu'on croyait devoir être permanente a diminué avec le temps ou même a complètement disparu : l'ouvrier peut se livrer aux mêmes travaux qu'avant l'accident, gagner le même salaire.

Les juges réduiront, selon les cas, le chiffre de la rente ou libéreront complètement le débiteur.

Si une conversion a été opérée conformément au paragraphe 2 de l'article 21, le patron aura droit à la restitution partielle du capital de rachat.

§ 2. — Aggravation de l'infirmité.

191. — Si l'ouvrier n'a obtenu, après l'accident, qu'une indemnité journalière pour incapacité temporaire, l'aggravation a pu consister en une simple rechute, nécessitant un nouveau repos et de nouveaux soins, ou entraîner une incapacité permanente de travail.

Si une rente a été précédemment allouée, l'incapacité permanente partielle a pu augmenter ou même devenir absolue.

192. — A. En cas de nouvelle incapacité temporaire de plus de quatre jours, la victime obtiendra, à compter du 5^e jour, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident (1) ; elle pourra même, si le travail a été interrompu pendant plus de dix jours, réclamer l'indemnité afférente aux quatre premiers jours. La durée de la première incapacité temporaire qui a suivi l'accident ne saurait, d'ailleurs, entrer ici en ligne de compte.

193. — B. Si l'incapacité, qui paraissait d'abord devoir n'être que temporaire, a pris, dans la suite, un caractère permanent, les tribunaux alloueront une rente égale à la moitié de la réduction que le salaire doit normalement subir.

S'agit-il d'une aggravation de l'incapacité partielle, le juge recherchera dans quelle mesure a diminué la puissance de travail de l'ouvrier afin d'élever et de fixer, suivant les prescriptions de l'article 3, le taux de la rente précédemment allouée.

194. — Cette rente, il est vrai, aura pu être convertie

(1) *Contrà* : Dupuich, note précitée, D. 1904.2.97.

en capital sous les conditions prévues par le 2^e alinéa de l'article 21 ; les effets de la révision varieront alors suivant que le taux de la nouvelle rente sera, ou non, supérieur à cent francs (1).

Dans la négative, le patron sera tenu de verser annuellement, à l'ouvrier, la différence entre la rente primitive et la rente révisée, ou un supplément de capital.

Dans l'affirmative, la conversion sera rétroactivement annulée : le capital de rachat deviendra restituable et le patron devra servir, chaque année, à l'ouvrier, la somme fixée par le tribunal.

195. — C. Enfin l'incapacité, d'abord partielle, est-elle devenue absolue, le jugement de révision allouera à la victime une rente égale, non plus à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir à son salaire, mais aux deux tiers de son salaire annuel.

§ 3. — Décès de la victime.

196. — Si la victime décède des suites de l'accident, pendant le délai de révision, les personnes désignées dans l'article 3 pourront obtenir l'une des pensions prévues par la loi (2).

SECTION II. — Point de départ de la situation nouvelle créée par le jugement de révision.

197. — Lorsqu'un tribunal, saisi de l'action en révision, a donné gain de cause au demandeur, il importe de

(1) Cabouat, *Lois nouvelles*, 1906 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1355.

(2) Si la rente précédemment allouée à la victime a été convertie en capital, il y aura lieu de faire l'imputation, sur la pension, de la valeur restante du capital au jour du décès de la victime. Sachet, *op. cit.*, n. 1355 bis.

rechercher à quelle époque, exactement, son jugement doit produire des effets.

Il ne paraît pas douteux que, dans la dernière hypothèse envisagée ci-dessus, les représentants de la victime pourront réclamer, au patron, le montant des arrérages courus depuis le jour où leur droit a pris naissance, depuis le jour du décès (1).

198. — Mais, comment déterminer, en cas d'incapacité permanente de travail, le point de départ de l'augmentation ou de la réduction de la rente primitivement allouée ?

§ 1.

Une difficulté du même genre se présentait, au sujet de la demande initiale, avant la loi de 1905.

199. — La Cour de cassation (2) et la majorité de la jurisprudence décidaient que la rente viagère doit se substituer à l'indemnité journalière, dès le jour de la consolidation de la blessure ; d'après certains auteurs (3), le droit à la rente viagère prend naissance au jour de la décision qui en fixe le taux.

On faisait valoir, à l'appui de la première doctrine, trois arguments principaux :

1° Le point de départ de la rente ne saurait, disait-on d'abord, être subordonné aux éventualités de la procédure, mais il doit être indépendant de la volonté des

(1) Sachet, *op. cit.*, n. 2099.

(2) V. notamment Cass. civ., 7 janvier 1902 ; Cass. req., 24 février 1902, S. 1903.1.89, D. 1902.1.339 ; Cass. civ., 25 juin 1902, D. 1902.1.341 ; Cass. civ., 2 mars 1904, S. 1907.1.31 et la note.

(3) V. Wahl, notes sous Douai, 18 juin 1900, S. 1901.2.20, et sous Cass. civ., 7 janvier 1902, S. 1903.1.89. — *Contrà* : Dupuich, note au D. 1900.2.81.

parties. La rente viagère constitue, pour le patron, une charge moins lourde que l'indemnité journalière si l'incapacité permanente est seulement partielle ; elle est plus avantageuse pour l'ouvrier en cas d'incapacité absolue. Il ne faut pas que l'une ou l'autre des parties puisse, à son gré, éterniser la procédure et, en retardant la décision définitive, prolonger la durée de la première période.

Cet argument n'était pas péremptoire : l'inconvénient signalé n'est pas spécial à notre matière et, si les jugements rétroagissent, en général, au jour de la demande, ceux qui ont pour objet l'état et la capacité des personnes, qui créent une situation nouvelle, produisent seulement effet du jour où ils sont rendus. Or, dans tous les cas, la durée du procès dépend, dans une certaine mesure, des parties ; elles jouissent même, d'ordinaire, d'une latitude plus grande que dans la procédure organisée par la loi de 1898 : l'instance en indemnité, mise en mouvement par la déclaration d'accident, se poursuit d'elle-même et, pour ainsi dire, mécaniquement.

L'article 16-4° dispose d'ailleurs expressément que, si la cause n'est pas en état, l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Le patron et l'ouvrier pourront cependant, dans cette hypothèse, retarder l'exigibilité de la rente viagère.

2° Les paroles prononcées par M. Ricard à la Chambre des députés, le 28 octobre 1897, semblaient aussi, à première lecture, susceptibles de servir de fondement à la doctrine de la Cour suprême. « C'est seulement, dit-il, lorsqu'il est certain que l'ouvrier ne peut pas être guéri, lorsque la blessure est consolidée, lorsqu'il est certain que l'ouvrier est atteint d'incapacité permanente absolue

de travail que s'ouvre, pour lui, le droit à la rente viagère (1).

Mais la discussion à la séance du 28 octobre 1897 fut particulièrement confuse (2) : M. Boucher, ministre du commerce, affirma que le droit à la rente viagère prendrait naissance au jour de l'accident ; M. de Ramel désigna le jour où l'incapacité se serait produite. C'est alors que M. Ricard intervint pour déclarer que le droit à la rente viagère s'ouvrirait lorsque l'existence et l'étendue de l'incapacité pourraient être constatées. Si l'on admet qu'il appartient aux tribunaux seuls de faire cette constatation, c'est à leur jugement qu'il faudra s'attacher.

3° La Chambre des requêtes de la Cour de cassation a essayé de justifier, en ces termes, sa jurisprudence :

« Attendu qu'en accordant, à l'ouvrier atteint d'une incapacité de travail partielle et permanente, d'abord, l'indemnité journalière du demi-salaire pendant sa maladie, ensuite une rente viagère égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 a nécessairement entendu que le point de départ de la rente serait le moment où, la maladie ayant pris fin, les parties seront fixées sur le salaire nouveau que le blessé pourra gagner. »

L'interprétation ainsi donnée à l'article 3 a été justement critiquée : cet article précise les conditions d'exigibilité de l'indemnité temporaire, en fixe le point de départ, il n'en détermine pas la durée. Ce dernier point a été réglé, dans une hypothèse spéciale, par le 4^e alinéa de l'article 16 qui dispose que « si la cause n'est pas en

(1) Ch. des députés, séance du 28 octobre 1897, *J. off.*, 29 octobre, *Déb. parl.*, p. 2228.

(2) *Pand. fr. rép.*, v^o Travail, n^{os} 3085 et 3093.

état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être suivie jusqu'à la décision définitive ».

Il en résulte que, dans l'esprit du législateur, l'indemnité journalière devrait être servie au moins jusqu'au moment où l'affaire serait portée devant le tribunal.

Sila décision définitive n'a pas été rendue sur le champ, la victime continuera à jouir de l'indemnité journalière

Ni la consolidation de la blessure, ni la reprise du travail, ni la demande en justice ne devaient donc, avant 1905, être prises pour points de départ du droit à la rente viagère.

§ 2.

200. — Le législateur a néanmoins consacré, le 31 mars 1905, la doctrine de la Cour suprême. Le 5^e alinéa du nouvel article 16 est ainsi conçu : « Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière. »

201. — Mais cette disposition concerne uniquement la demande initiale, l'indemnité allouée primitivement⁽²⁾.

Le nouvel article 19 a en effet rendu seulement applicables à la révision, les règles de compétence et de procédure de l'action initiale.

(1) V. note de M. Wahl sous Paris, 4 juillet 1902 et Caen, 6 août 1902, S. 1905 2.15.

(2) La Cour de Caen, le 18 janvier 1906 (S. 1907.2.107), a cru cependant devoir fixer, par analogie, le point de départ de la nouvelle rente au jour où les changements survenus dans l'état de la victime justifient une augmentation ou une diminution d'indemnité. Sa décision semble contraire aux textes.

D'autre part, il ne saurait être question ici de la consolidation de la blessure.

Lorsqu'un ouvrier est blessé au cours de son travail, il s'écoule, d'ordinaire, une période plus ou moins longue pendant laquelle il est parfois difficile de se prononcer sur les conséquences de l'accident : la victime réclame des soins particuliers, le patron est alors tenu de verser, outre l'indemnité journalière, le montant des frais médicaux et pharmaceutiques.

La blessure est dite consolidée « le jour où l'état de la victime est devenu définitif, soit que le blessé puisse reprendre son travail dans les mêmes conditions de force et de salaire qu'il se trouvait avant l'accident, soit qu'il puisse reprendre un travail rémunéré avec une capacité amoindrie ou qu'il soit définitivement atteint d'une incapacité totale » (1).

D'après la Cour suprême, la blessure est consolidée lorsque la victime de l'accident est guérie de la maladie qui a suivi l'accident.

L'action en révision n'est pas, nécessairement, précédée d'une nouvelle maladie et le demandeur aura, dans la majorité des cas, repris depuis longtemps son travail : l'aggravation de l'infirmité constatée par la victime, l'atténuation sur laquelle se fonde le patron pour demander une diminution des charges qui lui ont été imposées, se seront souvent produites insensiblement et il sera presque toujours impossible de déterminer la date de l'événement qui motive la révision.

On ne saurait davantage songer à fixer, au jour de la dé-

(1) Rapport Mirman, 14 mai 1901, *J. off.*, *Doc. parl.*, Chambre, annexe, n° 2332, p. 345. — V. note précitée au S. 1903.1.91.

cision définitive, le point de départ de la rente révisée (1).

Le paragraphe 4 de l'article 16, sur lequel on s'appuyait, avant 1905, pour reculer jusqu'à cette époque l'exigibilité de la rente viagère, décide que l'indemnité journalière continuera à être versée jusqu'au jour de la décision définitive ; il est donc exclusivement applicable à la demande initiale.

En l'absence de texte réglant notre matière, le droit commun reprend son empire : le principe de la rétroactivité des jugements doit être appliqué.

Les tribunaux, saisis de l'action en révision, auront à se prononcer sur le droit à une indemnité plus importante ou à une réduction de la rente : leur décision, purement déclarative, produira effet, comme les jugements ordinaires, du jour de la demande (2).

Les sommes payées, en trop ou en moins, depuis cette date, pourront être répétées ou réclamées.

§ 3.

202. — En pratique, l'ouvrier obtiendra facilement le versement de l'indemnité supplémentaire à laquelle il a droit depuis le jour de la demande en révision ; mais comment le patron recouvrera-t-il tout ou partie des ar-rérages indûment payés ?

Aura-t-il le droit, si l'incapacité du travail subsiste, de

(1) Caen, 18 janvier 1906. « La nouvelle rente ne court qu'à partir du jour où l'amélioration ou l'aggravation ont produit tous les effets constatés par les experts » ; or, les experts n'ayant pas, en l'espèce, indiqué l'époque à laquelle le nouvel état de G... s'est trouvé définitivement acquis... en l'absence de toute indication précise, c'est le jour du dépôt de leur rapport qui doit être pris pour point de départ de la nouvelle rente.

(2) Dans ce sens, Douai, 16 mars 1904, D. 1903.2.197, 17^e espèce.
— *Contrà* : Caen, 18 janvier 1906, précité.

les imputer sur la rente viagère encore due à la victime ? La voie de la saisie-arrêt du dixième des salaires lui sera-t-elle seule ouverte ?

203. — Une question analogue se posait, avant la loi de 1905, au sujet de la demande initiale. L'indemnité touchée par la victime depuis la consolidation de la blessure étant, le plus souvent, supérieure à la rente définitivement allouée et seulement exigible, la différence était, en principe, sujette à répétition. La jurisprudence, dans un esprit d'équité, admettait en général l'imputation (1), mais sa solution n'était pas, en droit, à l'abri de toute critique (2).

L'imputation constitue, en effet, une sorte de paiement forcé, de saisie abrégée, or, aux termes de l'article 3 de la loi de 1898, les rentes allouées aux victimes d'accidents sont incessibles et insaisissables.

La créance du patron et celle de l'ouvrier sont, sans doute, actuellement exigibles ; mais elles diffèrent par leur nature : la première, née du paiement de l'indû n'a, en aucune façon, le caractère alimentaire de la seconde.

Pour les mêmes raisons, le chef d'industrie ne saurait être admis à retenir, sur les arrérages de la rente révisée, le montant des sommes touchées en trop par l'ouvrier depuis le jour de la demande en révision.

Ces sommes ont été versées, il est vrai, à titre de rente

(1) V. notamment, Dijon, 3 juillet 1900, *Recueil min. comm.* ; Besançon, 11 juillet 1900, *Gaz. Pal.*, 1900.2.493 ; Bordeaux, 11 décembre 1900, *Recueil Bordeaux* ; Paris, 12 janvier 1901, *Revue jud. acc. trav.* ; Rouen, 12 mars 1901, *Gaz. Pal.*, 1901.1.532 ; Douai, 4 mars 1902, *Rec. jur. Douai*, 1904, p. 124 ; Cass., 24 février 1902, S. et P. 1903.1.89 ; Paris, 4 juillet 1902, S. 1905.2.28.

(2) V. note de Wahl, S. 1905.2.25.

viagère (1); mais elles ne constituent point des avances, prohibées par la loi, sur les arrérages futurs.

D'autre part, quelle que soit la cause du paiement de l'indû, le caractère du quasi-contrat reste le même et le patron ne pourrait, en aucun cas, être considéré comme créancier d'aliments.

Le cinquième alinéa du nouvel article 16 accorde, aux tribunaux saisis de l'action initiale en indemnité, la faculté d'ordonner et de régler l'imputation, de telle sorte que le patron puisse obtenir la restitution de l'indû, sans que le service de la rente soit interrompu.

L'imputation n'est donc pas possible, en principe, puisqu'il faut un texte pour l'autoriser dans certains cas.

204. — La disposition précitée, dérogatoire au droit commun, ne saurait être étendue à notre matière. Le patron ne pourrait être admis à retenir sur le montant des arrérages dus à l'ouvrier le montant des sommes versées en trop depuis le jour de la demande en révision.

SECTION III. — De l'attribution des dépens.

205. — En général, le plaideur qui succombe est condamné aux dépens : il doit, en effet, réparation du dommage qu'il a causé à son adversaire en le forçant à engager des frais pour soutenir une cause juste ou pour défendre à une demande dénuée de fondement.

Ce principe, pleinement applicable à notre matière lorsqu'un jugement a été rendu sur l'action en révision, subit aujourd'hui une dérogation quand les parties se sont conciliées devant le président du tribunal.

(1) Paris, 4 juillet 1902, précité.

§ 1.

206. — Aux termes de l'article 31-2° de la loi de finances du 13 avril 1900, « le greffier doit délivrer, en cas de conciliation, à l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, contre l'adversaire de l'assisté, sur état taxé par le président du tribunal, un exécutoire de dépens qui comprend les avances faites par le Trésor ainsi que les droits, frais et émoluments dus aux greffiers et aux officiers ministériels à l'occasion de l'enquête préalable et de la conciliation ».

Sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, ni les avances du Trésor, ni les émoluments des officiers ministériels n'étaient susceptibles de recouvrement lorsque les parties se conciliaient devant le président du tribunal. Dans cette hypothèse, en effet, aucun texte n'autorisait ce magistrat à prononcer une condamnation aux dépens qui permit la délivrance d'un exécutoire au profit de l'administration de l'Enregistrement ; aussi tous les frais de la procédure tombaient-ils en non-valeur.

Le législateur de 1900 a voulu mettre un terme à cet état de choses. Il importe de remarquer que la disposition précitée est très générale.

Quelle que soit donc la nature des difficultés soulevées, soit par le patron, soit par l'ouvrier ou ses représentants, après l'accident et au cours du délai de révision, quelles qu'aient été les prétentions des parties, quelles que soient les clauses de leur accord, l'ordonnance du président constatant la conciliation emportera, dans tous les cas, pour l'adversaire de l'assisté, pour le chef d'industrie, l'obligation de payer tous les frais exposés à la suite et à l'occasion de l'accident (1).

(1) Trib. Briey, 16 février 1905, *R. E.*, 3843 ; Trib. Limoges,

§ 2. — Conséquences de la condamnation aux dépens.

207. — Les effets du jugement de révision varieront ici selon la qualité de la partie qui aura été condamnée aux dépens.

208. — A. Si la condamnation a été prononcée contre la victime ou ses ayants droit, les honoraires des officiers ministériels tomberont en non-valeur, sauf les émoluments des greffiers des justices de paix qui, ayant été avancés par le Trésor, sont susceptibles, comme les autres avances, de recouvrement contre l'assisté qui succombe (1). Ce dernier supporte d'ailleurs, comme en matière ordinaire, les dépens exposés par son adversaire.

209. — B. Si c'est le patron qui est condamné aux frais, l'exécutoire comprendra, indépendamment des avances faites par le Trésor, les émoluments dus aux officiers ministériels qui ont prêté leur concours à l'ouvrier ou à ses représentants (2).

18 mars 1904 et Trib. Avignon, 10 juin 1905, *R. E.*, 3902 ; Cass. civ., 23 octobre 1907, *R. E.*, 4458. — V. *contra* : Maguéro, *T. A., Supp.*, v^o *Assistance jud.*, n. 110.

(1) *I. G. de l'admin. de l'Enreg.*, n^o 2988.

(2) Maguéro, *T. A., Supp.*, v^o *Assist. jud.*, n. 113.

CHAPITRE II

VOIES DE RECOURS CONTRE LE JUGEMENT DE RÉVISION.

210. — Le jugement qui termine une instance en révision est, en principe, susceptible des voies de recours admises en matière ordinaire : appel, opposition, pourvoi en cassation.

SECTION I. — De l'appel contre le jugement rendu sur l'action en révision.

211. — Le droit d'appel, dont la Chambre des députés avait voté la suppression au cours des travaux préparatoires, fut rétabli par le Sénat et définitivement maintenu (1) dans la loi de 1898.

Aux termes de l'article 17, « les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun ».

On a toujours admis que, par sa généralité même, cette disposition devait être appliquée aussi bien à l'action en révision qu'à la demande initiale en indemnité.

Le 2^e alinéa du nouvel article 19 le décide expressément aujourd'hui.

Le droit commun reprend donc son empire quand il s'agit de déterminer les règles du premier et du dernier ressort. Pour savoir si l'intérêt litigieux dépasse le taux

(1) V. note sous Cass. req., 2 mars 1903, S. 1904.1.349.

du dernier ressort, on calculera le capital représentatif du supplément de rente ou de la pension réclamés. On se conformera, à cet effet, aux tarifs dressés pour les victimes d'accidents ou leurs ayants droit par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (1).

212. — Le législateur de 1898, dans son désir d'abrégier la procédure, avait réduit à 15 jours le délai d'appel. La Cour de cassation (2) avait cru devoir, en conséquence, rejeter l'application de l'article 449 du Code de procédure civile qui prohibe les actes d'appel dans la huitaine du jugement.

Cette solution était regrettable, les ouvriers victimes d'accidents étant naturellement portés à faire appel d'une manière inconsidérée.

La loi du 22 mars 1902 a modifié, sur ce point, l'article 17. Désormais, l'appel, « sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable ».

(1) En ce sens : Sachet, *op. cit.* ; Loubat, *op. cit.*, n. 468 et Cass. req., 2 mars 1903, *Pand. fr. pér.*, 1903.1.403, S. 1904.1.349. — *Contrà* : Cass. civ., 26 février 1906, *Pand. fr. pér.*, 1906.1.121, qui décide qu'une demande d'allocation de rente, quel qu'en soit le chiffre, constitue, en matière d'accidents, comme en toute autre matière, une demande de valeur indéterminée. — *Adde* : Lyon, 23 mars 1902, *Gaz. Pal.*, 1902.1.671.

(2) Cass. civ., 5 février 1902 ; 17 mars 1902, S. 1902.1.276, D. 1902.1.99 ; Cass. civ., 4 août, 10 novembre 1902 et 2 février 1903, *Gaz. Pal.*, 1903.1.293, D. 1903.1.83. — Dans le même sens : Paris, 5 janvier 1901 ; Nancy, 18 janvier 1901, S. 1902.2.126, D. 1901.2.60. — *Contrà* : Lyon, 5 novembre 1900, S. 1901.2.24, *Rec. sp.*, t. I, p. 226 ; Toulouse, 22 janvier 1901, *Rec. sp.*, t. I, p. 308, S. 1902.2.126, D. 1901.2.60.

Le jour du jugement, pour les décisions contradictoires, le jour de la signification, pour celles qui ont été rendues par défaut, ne doivent pas être comptés pour le calcul du délai : la période de trente jours commence à courir le lendemain du jour du jugement ou de la signification (1).

213. — L'assistance judiciaire n'était pas, sous le régime de la loi de 1898, accordée de plein droit, en appel, aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit. Celles-ci devaient donc, pour en obtenir le bénéfice, adresser une demande, avec pièces à l'appui, au bureau d'assistance établi près de la Cour ; mais, le délai imparti par la loi de 1898 pour interjeter appel étant à peine suffisant pour l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 22 janvier 1851, il était impossible, en fait, aux victimes d'accidents du travail ou à leurs représentants, de bénéficier, en appel, de l'assistance judiciaire.

214. — Le législateur a remédié à cette situation le 22 mars 1902. Aux termes du nouvel article 22 de la loi de 1898, l'assistance judiciaire s'applique, de plein droit, à l'acte d'appel signifié à la requête de l'ouvrier ou de ses représentants. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui en est adressée par l'intéressé, désigne l'avoué près la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel et commet un huissier pour procéder à sa signification.

Pour la suite de l'instance, la victime de l'accident ou ses ayants droit ne peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire qu'en vertu d'une décision du bureau établi près de la Cour ; mais ils sont dispensés de justifier de leur indigence.

(1) Cass civ., 15 juillet 1907, D. 1908.1.101, Sachet, *op. cit.*, n. 1244.

S'ils sont intimés, ils continuent à jouir de l'assistance même dans le cas où ils se rendraient incidemment appelants.

SECTION II. — De l'opposition.

215. — Les règles du droit commun sont applicables, en principe, à l'opposition au jugement rendu sur l'action en révision (1).

Une dérogation a été cependant apportée ici par le législateur de 1898 : en cas de défaut contre partie, lorsque le jugement a été signifié à la personne (2) même du défendeur, l'opposition n'est recevable que dans les quinze jours qui suivent cette signification.

On évite ainsi les longueurs qu'entraîne l'application de l'article 158 du Code de procédure civile, et les controverses qu'il fait naître.

SECTION III. — Du pourvoi en cassation.

216. — Le 3^e alinéa de l'article 17 applicable à l'action en révision dispose, *in fine*, que « les parties pourront se pourvoir en cassation ».

Aucune dérogation n'est apportée ici au droit commun.

Le pourvoi n'étant jamais suspensif en matière civile, il n'y avait pas lieu d'organiser de procédure spéciale pour les affaires d'accidents.

(1) V. notamment pour l'opposition aux jugements par défaut contre avoué, Grenoble, 10 janvier 1908, *Pand. fr. pér.*, 1908.2.51.

(2) Si le jugement n'avait pas été signifié à personne, la règle de l'article 158 du Code de procédure civile reprendrait son empire.—V. Loubat, *op. cit.*, n. 1632 ; Sachet, *op. cit.*, n. 1240 ; Cabouat, *Réformes réalisées par la loi du 22 mars 1902*, n. 106.

On ne peut invoquer, devant la Cour suprême, des moyens nouveaux qui n'ont pas fait l'objet de conclusions formelles devant le juge du fond.

Par application de cette règle, la Cour de cassation a décidé, dans un arrêt du 4 mars 1904, qu'« un ouvrier, débouté d'une demande de rente viagère déclarée prescrite, ne peut soutenir, devant la Cour, que son action constituait en réalité une action en révision (consécutive à une aggravation des suites de blessure) prescriptible seulement par trois années » (1).

217. — Si le pourvoi est formé contre la victime, celle-ci jouit, de plein droit, de l'assistance judiciaire ; mais elle doit, dans l'hypothèse inverse, pour en obtenir le bénéfice, adresser une demande au procureur général près la Cour de cassation qui la transmet, avec pièces à l'appui, au bureau compétent.

(1) *Gaz. Trib.*, 15-17 août 1904, *Pand. fr. rép.*, v° *Travail*, n. 3927.

CHAPITRE III

DES RÉVISIONS SUCCESSIVES.

218. — La révision, ayant pour objet de maintenir une relation constante entre la gravité du préjudice causé à la victime d'un accident du travail, et l'étendue de la réparation exigible, il est nécessaire que le patron et l'ouvrier puissent, selon les cas, même après une ou plusieurs demandes, réclamer à nouveau une augmentation ou une diminution de l'indemnité précédemment allouée.

On décide donc, généralement, que si, au cours des trois années qui suivent l'accord des parties ou la décision judiciaire désignée dans l'article 19, il survient plusieurs modifications (aggravations ou atténuations) dans l'état du blessé, chacune d'elles pourra donner ouverture à l'action en révision (1). Cette action sera recevable pourvu qu'elle ait été exercée dans le délai triennal (2) et que, fondée sur des faits nouveaux, elle ne soit pas un prétexte à faire revenir les juges sur une question déjà tranchée.

219. — La chambre des requêtes de la Cour de cassa-

(1) V. notamment Cabouat, *op. cit.*, n. 842, p. 280.

(2) Trib. Mirande, 24 novembre 1903, *Bull. min. comm.*, VI-51.

tion a formellement admis cette solution dans un arrêt du 9 janvier 1906 (1).

Un ouvrier des mines de Dourges avait obtenu, après un accident du travail, le 23 mars 1900, l'indemnité du demi-salaire. Ayant, l'année suivante, introduit une demande en révision à l'effet d'obtenir une rente viagère, il avait été débouté sur le vu d'un certificat médical du 20 avril 1900 établissant qu'il n'était atteint d'aucune incapacité permanente.

Le 30 mai 1902, il renouvela sa demande en révision en produisant des certificats médicaux, desquels il résultait qu'il avait subi une opération le 17 mai 1900 et qu'une infirmité permanente partielle s'était manifestée dans la suite. Ces faits, confirmés par une expertise médicale ordonnée par la Cour de Douai, ont paru, à la chambre des requêtes, susceptibles de servir de base à une action en révision.

« Attendu que l'article 19 de la loi de 1898 admet que, pendant trois ans, l'état des victimes des accidents du travail peut demeurer incertain et, par suite, être soumis à des révisions successives et nécessiter des décisions différentes répondant à des situations également différentes ;

« Attendu que si, au point de vue médical, l'aggravation alléguée par O..., était déjà, le 15 juin 1901, un fait accompli, la manifestation n'en a été appréciable qu'à une époque postérieure ; qu'en écartant, à cette date, la première demande en révision par la raison qu'O..., ne justifiait d'aucune aggravation de son état antérieur, la Cour

(1) D. 1907.4.184, *Bull. min. comm.*, VI, 191. — V. encore Trib. Seine, 24 novembre 1903, *Ibid.*, 50.

n'a statué que sur la situation, telle qu'elle lui apparaissait. »

Tout jugement, rendu sur une action en révision, a donc un caractère essentiellement provisoire et la fixation de l'indemnité allouée à la victime d'un accident du travail, ne devient définitive qu'à l'expiration du délai de trois ans imparti par l'article 19.

CONCLUSION

220. — Si, d'une manière générale, la loi du 9 avril 1898, telle qu'elle est sortie des mains du législateur, présentait bien des imperfections, il faut reconnaître que ses dispositions relatives à l'action en révision donnaient spécialement prise à la critique.

Par l'obscurité de ses termes, par la brièveté de son texte, l'article 19 a fait naître bien des controverses et motivé bien des décisions rigoureuses pour les ouvriers et certainement contraires à l'esprit de la loi.

221. — L'harmonie a été heureusement rétablie, les lacunes ont été comblées, le sens et la portée des prescriptions légales ont été précisées le 31 mars 1905 : l'indemnité temporaire formellement déclarée susceptible de révision ; un contrôle médical institué dans l'intérêt du chef d'entreprise, au cours du délai triennal ; les règles de compétence et de procédure de la demande initiale rendues applicables, dans un but de célérité, à l'action de l'article 19, telles sont les principales réformes qui, se trouvant, pour ainsi dire, en germe dans la loi de 1898, sont écloses sept ans après.

L'exposé des principes du droit commun, des solutions autrefois admises par la jurisprudence, a permis de saisir l'importance des innovations introduites, en notre matière, par la législation nouvelle.

Sous l'empire de la loi de 1898, on aurait pu se demander s'il n'eût pas mieux valu que le législateur s'abstînt

de réglementer l'action en révision et laissât, à la Cour de cassation, le soin de mettre la jurisprudence en harmonie avec les nécessités industrielles.

On ne peut que se louer, aujourd'hui, de son intervention.

Les modifications apportées à l'article 19 par la loi du 31 mars 1905 ont réalisé un progrès considérable : elles ont permis à chacune des deux parties, patron et ouvrier, d'user plus largement, et dans des conditions égales, du droit de révision dont l'exercice est rendu à la fois plus facile et plus rapide.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. WAHL.

Vu :

Le Doyen,

Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	IX
INTRODUCTION. — Responsabilité du patron à raison des accidents du travail et après la loi du 9 avril 1898. — Nécessité de la révision. — Application actuelle du droit commun en matière d'accidents du travail	1

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉVISION ET LE DROIT COMMUN

CHAPITRE PREMIER. — Révision des jugements	8
SECTION I. — <i>Principe de l'autorité de la chose jugée</i>	9
SECTION II. — <i>Exercice de l'action en révision par l'ouvrier ou par le patron</i>	12
§ 1. — Doctrine	12
§ 2. — Jurisprudence.	16
SECTION III. — <i>Exercice de l'action en révision par les ayants-droit de la victime</i>	19
CHAPITRE II. — Révision des transactions.	23
Validité de la transaction sur les suites d'un accident.	24
SECTION I. — <i>Effets de la transaction sur les conséquences actuelles de l'accident</i>	27
SECTION II. — <i>Effets de la transaction sur les conséquences futures de l'accident.</i>	30
SECTION III. — <i>Jurisprudence.</i>	34
§ 1. — Sur la validité de la transaction.	35
§ 2. — Sur l'erreur qui peut la rendre annulable	39
§ 3. — Sur l'interprétation de la volonté des parties.	44

SECTION IV. — <i>Exercice de l'action en révision par les ayants-droit de la victime</i>	49
§ 1. — Doctrine.	50
§ 2. — Jurisprudence.	52

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉVISION ET LA LOI DE 1898.

TITRE PRÉLIMINAIRE

La révision dans les travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898.	57
--	----

TITRE PREMIER

Conditions d'exercice de l'action en révision.

CHAPITRE PREMIER. — Conditions de fond

SECTION I. — <i>Du jugement et de l'accord servant de bases à l'action en révision.</i>	65
§ 1. — Du jugement	66
§ 2. — De l'accord. — Conditions de validité, conséquences de sa nullité	72
SECTION II. — <i>Du fait nouveau</i>	76
§ 1. — Domaine d'application du principe de l'autorité de la chose jugée.	78
§ 2. — Rechute de l'ouvrier après une première incapacité temporaire	82
§ 3. — Caractères que doit présenter le fait nouveau pour justifier une demande en révision	84
1 ^o Corrélation entre l'infirmité et l'incapacité de travail	85
2 ^o Corrélation entre l'accident et les changements survenus dans l'état de l'ouvrier	90
3 ^o Époque à laquelle ces changements doivent s'être manifestés	101
SECTION III. — <i>La conversion facultative d'une pension en capital fait-elle obstacle à une instance en révision.</i>	102

CHAPITRE II. — Du délai de révision	105
SECTION I. — Point de départ du délai.	107
§ 1. — Décision judiciaire	107
§ 2. — Accord	109
§ 3. — Cessation d'exigibilité de l'indemnité journalière.	111
SECTION II. — Suspension du délai	114
SECTION III. — Interruption du délai.	118
SECTION IV. — Renonciation au droit de se prévaloir de l'expiration du délai.	119

CHAPITRE III. — Compétence, Procédure, Assistance judiciaire.

SECTION I. — Compétence	122
SECTION II. — Procédure.	125
§ 1 ^{er} . — Du préliminaire de conciliation.	128
§ 2. — Instances contre les départements et les communes	131
§ 3. — La loi du 31 mars 1905	132
SECTION III. — Des qualités requises pour figurer dans l'instance.	136
§ 1. — Du défendeur	137
§ 2. — Du demandeur.	141
SECTION IV. — Assistance judiciaire.	142

TITRE II

Effets de la révision.

CHAPITRE PREMIER. — Effets du jugement de révision .

SECTION I. — Solution du litige	147
§ 1. — Atténuation de l'infirmité	147
§ 2. — Aggravation de l'infirmité	148
§ 2. — Décès.	149
SECTION II. — Point de départ de la situation nouvelle créée par le jugement de révision.	149
§ 1. — Avant la loi de 1905.	150
§ 2. — Depuis la loi du 31 mars 1905.	153
§ 3. — Comment le patron recouvrera le montant des arrérages indûment payés.	166
SECTION III. — De l'attribution des dépens	157

§ 1. — Après conciliation devant le président	158
§ 2. — Après condamnation aux dépens.	159
CHAPITRE II. — Voies de recours	
SECTION I. — <i>De l'appel. — Assistance judiciaire.</i>	160
SECTION II. — <i>De l'opposition.</i>	163
SECTION III. — <i>Du pourvoi en cassation.</i>	163
CHAPITRE III. — Des révisions successives.	165
CONCLUSION	169

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
